

Juillet 2008

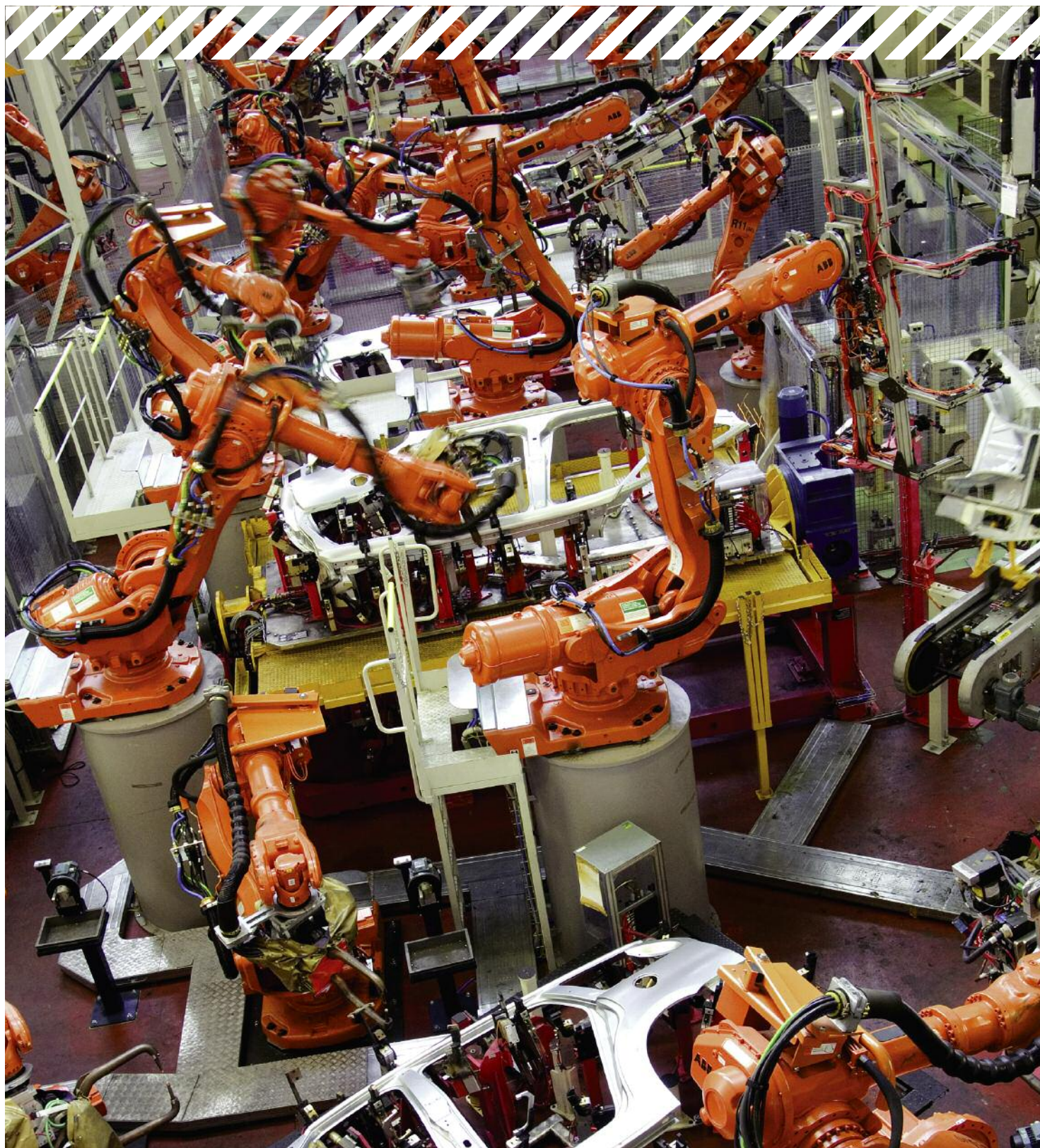
Les grands établissements industriels en Île-de-France 2000-2006

2^e partie



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME

ÎLE-DE-FRANCE



LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN ILE-DE-FRANCE 2000-2006

2^{ème} partie

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France

15, rue Falguière - 75740 PARIS Cedex 15

Tél. : 01 77 49 77 40 - Fax : 01 77 49 76 02 – www.iau-idf.fr

Directeur Général : François Dugeny

Département Économie et Développement Local - Directrice : Anne-Marie Roméra

Etude réalisée par : Renan Combreau

Cartographie : Pascale Guery

Crédit photo: Psa peugeot citroen/direction de la communication

© IAU île-de-France 2008

DEUXIEME PARTIE DE L'ETUDE 2000-2006

METHODOLOGIE	4
I. CARACTERISTIQUES DU TISSU INDUSTRIEL FRANCILIEN	7
1. LE POIDS DES GRANDS ETABLISSEMENTS DANS L'EMPLOI INDUSTRIEL VARIE FORTEMENT D'UNE ACTIVITE A L'AUTRE	7
2. LA MOITIE DES EFFECTIFS DES GRANDS ETABLISSEMENTS RESTE CONCENTREE DANS LES YVELINES ET LES HAUTS-DE-SEINE.....	9
3. UNE ANALYSE PAR DEPARTEMENT DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN 2006	11
A/ PARIS.....	11
B/ HAUTS-DE-SEINE.....	12
C/ SEINE-SAINT-DENIS	13
D/ VAL-DE-MARNE.....	14
E/ SEINE-ET-MARNE	15
F/ YVELINES	16
G/ ESSONNE	17
H/ VAL-D'OISE.....	18
4. UNE LOCALISATION FAISANT APPARAITRE DES POLARITES DES GRANDS ETABLISSEMENTS EN 2006 PAR ENSEMBLE.....	19
5. LES TRES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS (PLUS DE 1000 SALARIES)	21
6. UNE DIMINUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS QUI RESTE FORTE SUR LA PERIODE 2000-2006.....	22
7. DES PERTES GLOBALES ELEVEES CONFORTEES PAR UNE SECONDE COURONNE EN FORTE BAISSSE D'EMPLOI	23
II. BILAN DES VARIATIONS D'EMPLOI DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS PAR DEPARTEMENT.....	24
1. PARIS	25
2. HAUTS-DE-SEINE.....	27
3. SEINE-SAINT-DENIS	29
4. VAL-DE-MARNE	31
5. SEINE-ET-MARNE.....	33
6. YVELINES.....	34
7. ESSONNE	36
8. VAL-D'OISE	38
III. MONOGRAPHIES	39
1. ALSTOM	40
2. AREVA	42
3. SANOFI AVENTIS.....	44
4. L'OREAL.....	46
5. RENAULT-NISSAN	48
6. GROUPE PSA	50
7. EADS.....	52
8. GROUPE SAFRAN	54
9. THALES	56
CONCLUSION	57
BIBLIOGRAPHIE.....	59
ANNEXES	600

METHODOLOGIE

Cette deuxième partie de l'étude porte sur la démographie des grands établissements industriels franciliens entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2006 et son impact sur l'emploi. Elle est fondée sur l'exploitation de 2 bases de données principales:

- la base SIRENE est le répertoire des entreprises et des établissements de l'INSEE;
- la base EXPLORE est une base qui compile des données sur les mouvements d'entreprises. Elle a pour objet de permettre le suivi de l'évolution des principaux grands établissements sur la période 2000-2006 afin de comprendre certains phénomènes tels que les concentrations, les desserments, les délocalisations, les mutations des territoires industriels... Cette base de données est constituée à partir des informations sélectionnées dans les médias sur l'actualité stratégique des entreprises établies en région Ile-de-France, elle n'est donc pas exhaustive et des précautions d'usage doivent être prises.

Le champ de l'étude concerne les grands établissements industriels franciliens, c'est-à-dire les établissements:

- "valides" entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2006 ;
 - dont les effectifs atteignent au moins 100 salariés au moins une année durant la période ;
 - dont l'activité principale est une activité industrielle au moins une année au cours de la période ;
 - dont la région d'implantation est l'Ile-de-France au moins une année sur la période

Dans une première partie, la structure des activités et les caractéristiques du secteur sont décrites pour la période 2000-2006. L'évolution du nombre des grands établissements industriels et du nombre de leurs salariés est étudiée afin d'appréhender de manière globale l'importance des fermetures d'établissements et leur impact sur l'emploi industriel.

Dans une deuxième partie, le dossier s'intéresse aux mouvements des établissements "pérennes" sur le territoire francilien (mouvements de départ et d'arrivée) au sein des départements puis l'étude se focalise sur les mouvements de certains grands groupes industriels par des études de cas.

Cette seconde partie se situe dans la continuité du travail réalisé à partir des données INSEE BRIDGE pour l'élaboration de la première partie de l'étude portant sur la période 1994-2000.

Cependant, il faut noter une différence de méthodologie: les sources utilisées dans cette deuxième partie ne permettent pas d'isoler les établissements qui sortent ou qui rentrent dans le champ de l'étude sur la période considérée (2000-2006). Le nombre d'établissements qui disparaît ou qui apparaît dans le champ de l'étude est minimisé sur cette dernière période.

Rappel de définitions :

- **Etablissements pérennes** (établissements toujours en activité et toujours localisés en Ile-de-France en fin de période (2006):

- les établissements mobiles : établissements pérennes qui changent de localisation au moins une fois au cours de la période.

- les établissements immobiles: établissements pérennes qui ne changent pas de localisation au cours de la période. Ils peuvent cependant au cours de la période augmenter leur nombre de salariés (peu de données) ou les diminuer (aucune donnée).

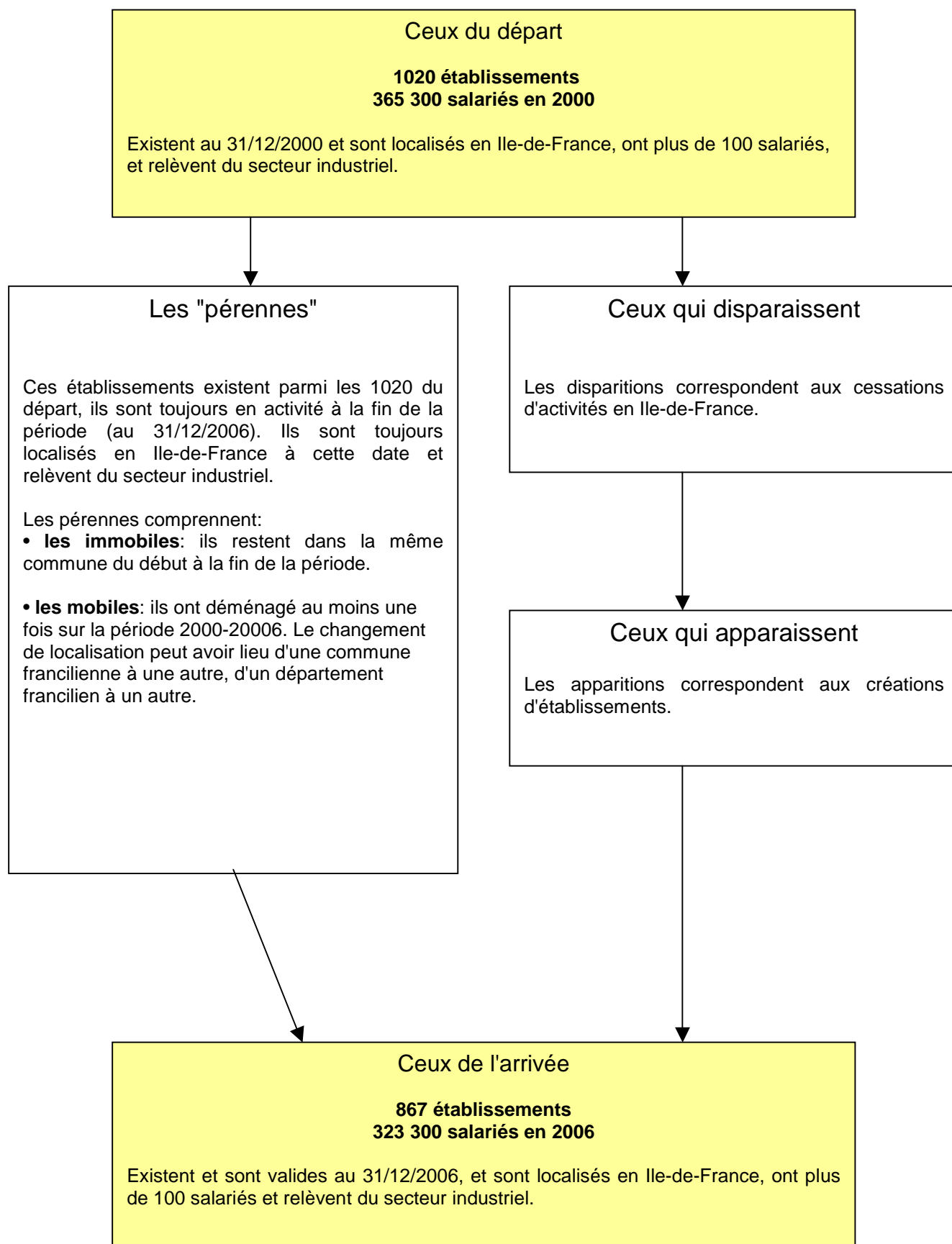
- **Etablissements qui disparaissent:**

- les cessations d'activité : établissements ayant cessé leur activité après le 31/12/2000 et localisés en Ile-de-France. On distingue les cessations pures (sans transfert de salarié) et les cessations impures (transferts de salariés vers d'autres unités).

- **Etablissements qui apparaissent:**

- les créations d'établissements: établissements créés après le 31/12/2000 (création pure ou avec transferts de salariés). Elles sont localisées en Ile-de-France et atteignent 100 salariés en fin de période.

Schéma général positionnant les établissements pérennes dans l'évolution de la démographie générale des grands établissements industriels sur la période 2000-2006

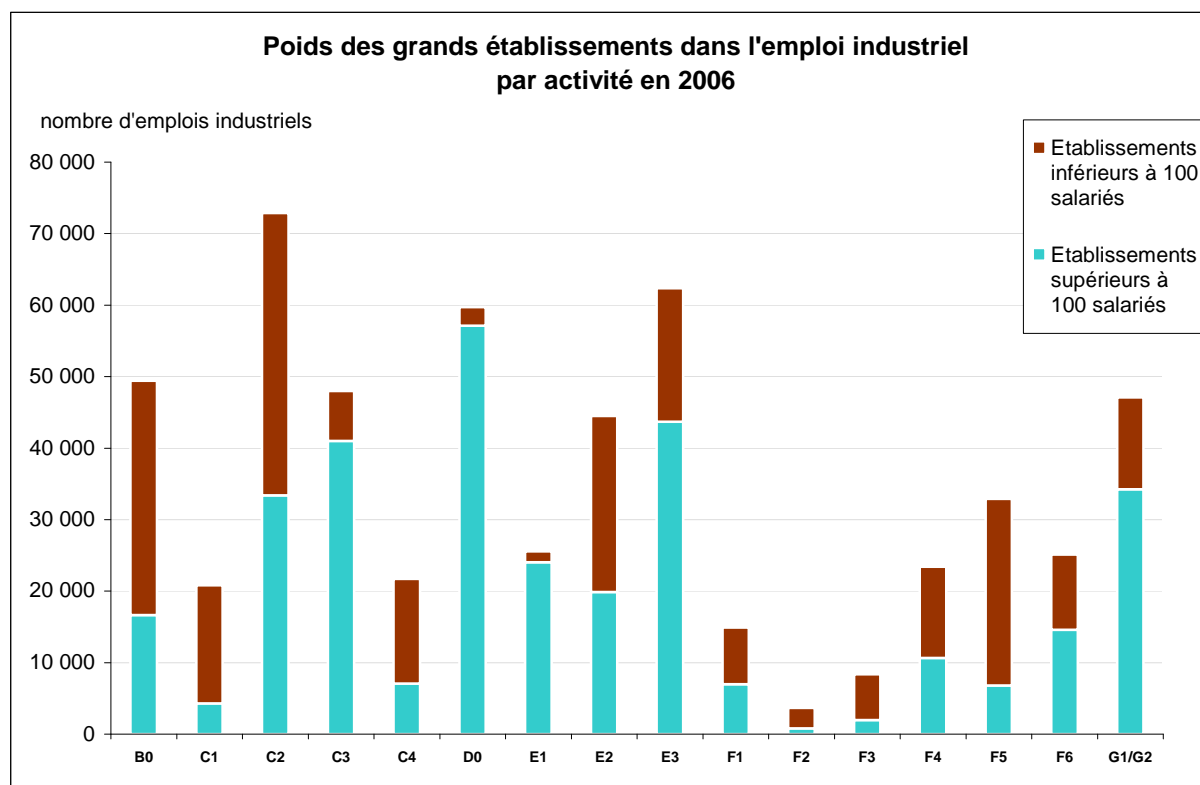


I. CARACTERISTIQUES DU TISSU INDUSTRIEL FRANCILIEN

1. Le poids des grands établissements dans l'emploi industriel varie fortement d'une activité à l'autre

En 2006, on dénombre 867 grands établissements industriels en Ile-de-France ayant plus de 100 salariés, correspondant à un effectif de 323 300 salariés. Les grands établissements du secteur industriel représentent 58% des effectifs du secteur pour 2,5% de l'ensemble des établissements. Sur la période, on note une baisse de 15% des grands établissements (soit 150 établissements) et 11,5% des effectifs salariés (soit 42 500 salariés).

Comme sur la période précédente, le poids des grands établissements franciliens dans l'emploi industriel varie fortement selon les secteurs d'activité. En effet, il atteint plus de 90% dans le secteur de la construction navale, aéronautique et ferroviaire et l'automobile, 85% dans les secteurs de la pharmacie, parfumerie et entretien et plus de 70% dans les secteurs de l'énergie et des industries des équipements électriques et électroniques. A l'opposé, il ne représente que 20% des emplois du secteur de l'habillement, cuir et de la métallurgie et transformation des métaux. Au total, le poids des grands établissements industriels franciliens représente 58% des salariés du secteur industriel, soit une augmentation de 3% par rapport à la période précédente (1994-2000).



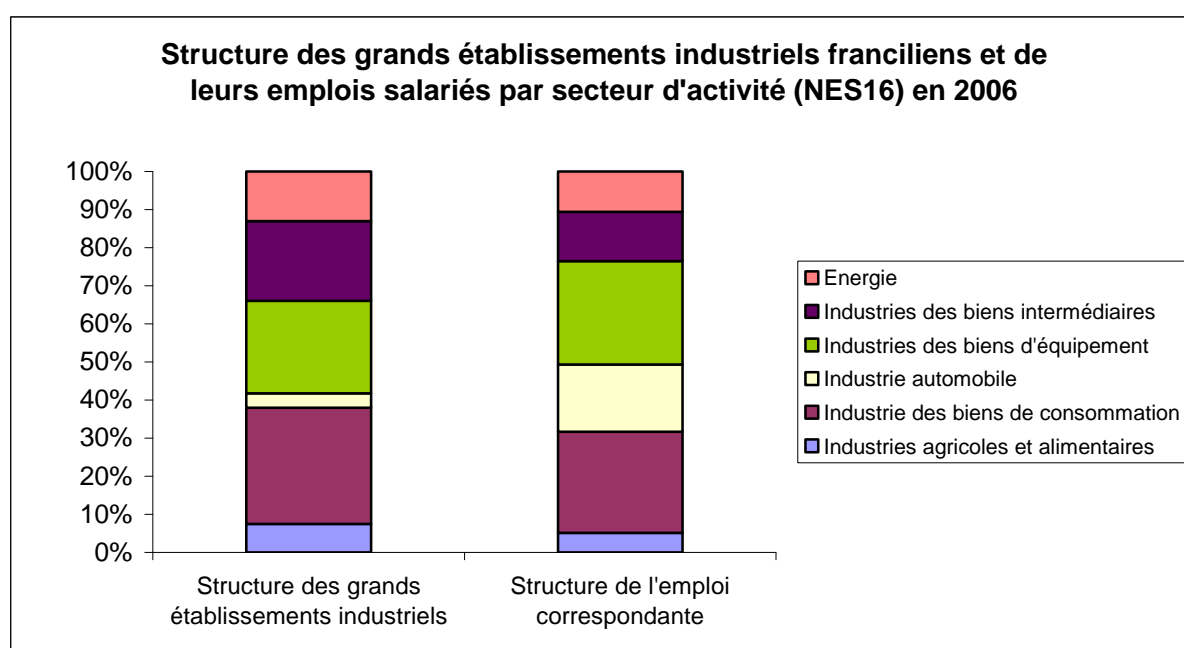
Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

B0	Industries agricoles et alimentaires	E3	Industries des équipements électriques et électroniques
C1	Habillement, cuir	F1	Industrie des produits minéraux
C2	Edition, imprimerie, reproduction	F2	Industrie textile
C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	F3	Industrie du bois et du papier
C4	Industries des équipements du foyer	F4	Chimie, caoutchouc, plastiques
D0	Industrie automobile	F5	Métallurgie et transformation des métaux
E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	F6	Industrie des composants électriques et électroniques
E2	Industries des équipements mécaniques	G1/G2	Energie

La région Ile-de-France concentre 13,8% des grands établissements industriels français en 2006. Certaines activités se regroupent en Ile-de-France : 69% des grands établissements industriels du secteur de la pharmacie, parfumerie, entretien, 42,5% du secteur eau, gaz, électricité, 30% des grands établissements des secteurs des industries des équipements électriques et électroniques et des industries des équipements mécaniques.

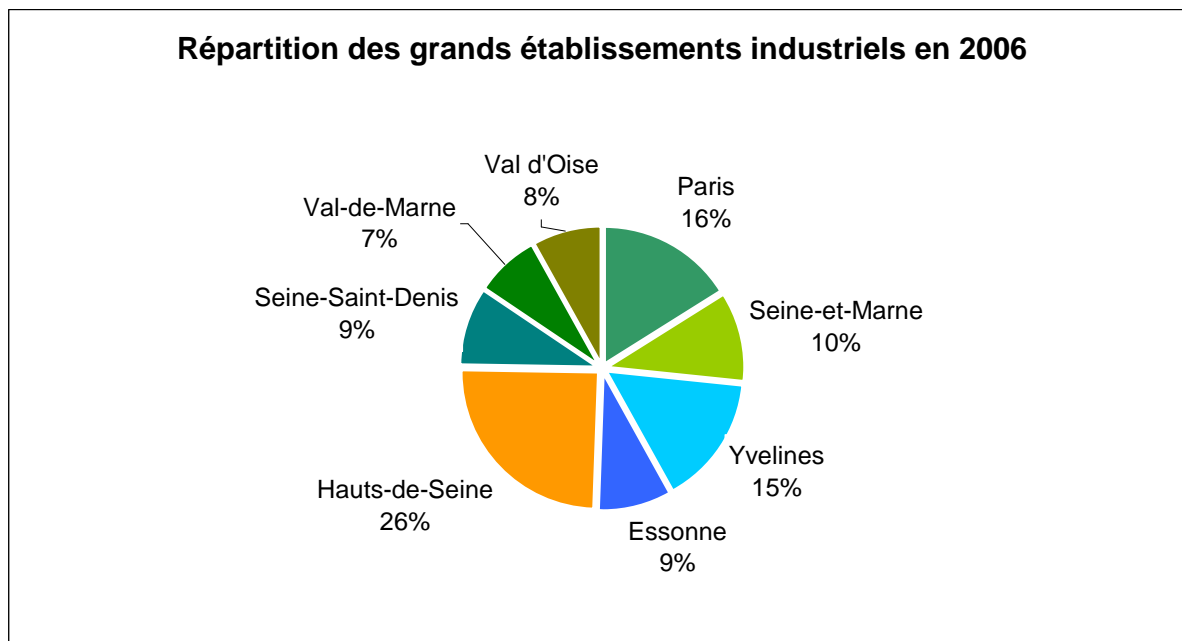
Au sein de la région Ile-de-France, en 2006, quatre secteurs d'activités concentrent la moitié des grands établissements industriels : l'édition, imprimerie, reproduction (12,7%), pharmacie, parfumerie, entretien (12,5%), eau, gaz, électricité (13%), industries des équipements électriques et électroniques (11,2%).

En termes d'effectifs salariés, cinq secteurs d'activités se détachent pour concentrer plus de 65% des salariés : l'automobile (17,7%), l'édition, imprimerie, reproduction (10,3%), la pharmacie, parfumerie, entretien (12,7%), le secteur de l'énergie (10,6%), et les industries des équipements électriques et électroniques (13,5%).



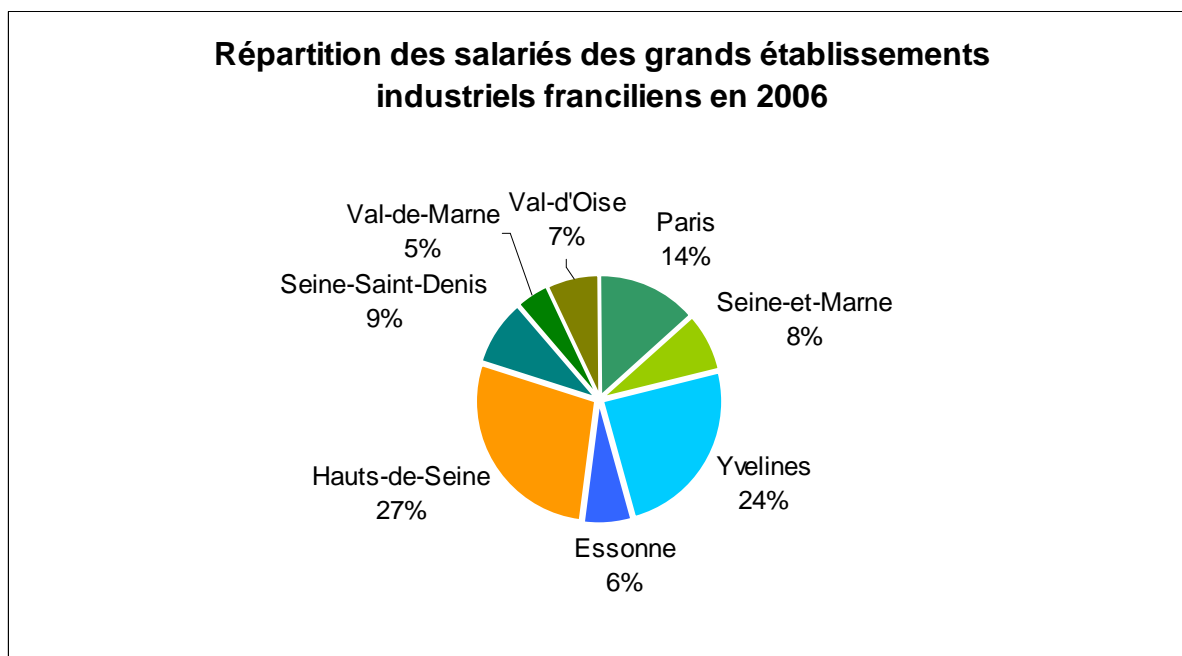
Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

2. La moitié des effectifs des grands établissements reste concentrée dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine



Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

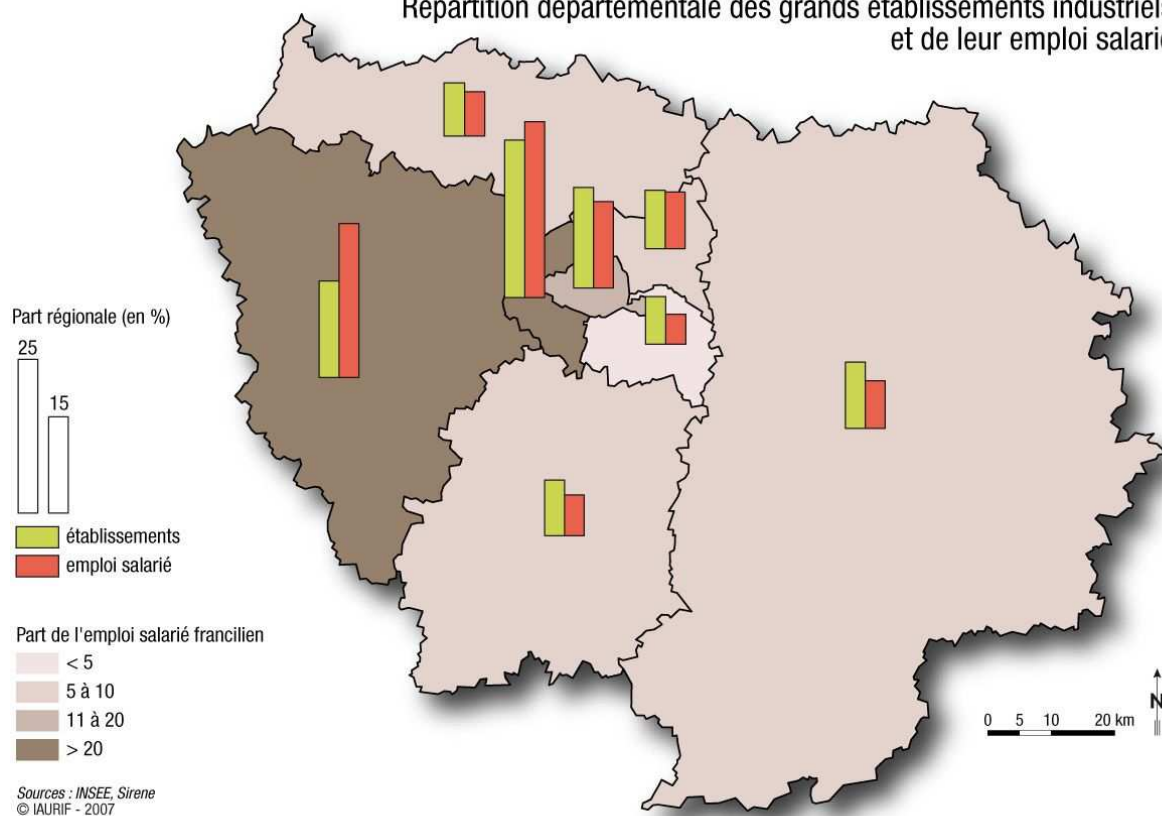
Globalement, il y a peu d'évolution de la répartition des grands établissements industriels sur la période 2000-2006. Les Hauts-de-Seine perdent 2 points et les Yvelines en gagnent 2, on peut y voir le phénomène des vases communicants entre ces deux départements. Le reste de la répartition francilienne reste stable (le Val-de-Marne gagne 1 point et l'Essonne en perd un).



Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

La répartition des effectifs salariés des grands établissements industriels franciliens évolue sensiblement. Trois départements ont vu leurs effectifs augmenter sur la période: les Yvelines (+4%), la Seine-Saint-Denis (+1%) et la Seine-et-Marne (+1%). A contrario, l'Essonne et les Hauts-de-Seine perdent chacun 3%.

Répartition départementale des grands établissements industriels et de leur emploi salarié



Tous les départements d'Ile-de-France accueillent un tissu industriel important sur leur territoire. Cependant, ces activités ne se répartissent pas de façon uniforme. Une géographie succincte des grands établissements franciliens et de leurs effectifs salariés par département permet de dresser un état des lieux et de retracer les évolutions sur la période 2000-2006.

3. Une analyse par département des grands établissements industriels en 2006

a/ Paris

Avec 139 unités et 13,7% des effectifs salariés en 2006, les grands établissements industriels sont sous-représentés à Paris. En effet, Paris concentre un nombre très important de petits établissements (98,4%). Les effectifs de ces petites structures représentent 43% des effectifs industriels du département.

Entre 2000 et 2006, le nombre de salariés des grands établissements industriels du département a chuté (- 14%) de façon légèrement plus importante qu'à l'échelle de l'Ile-de-France (-11,5%).

Le profil des grands établissements industriels parisiens est marqué par une forte représentation des industries de biens de consommation (67% des établissements) qui concentrent 62% des salariés en 2006 (contre 30% dans la région). Parmi ce secteur, les activités d'édition, imprimerie, reproduction (41% des grands établissements et 43% des salariés) ainsi que celles liées à la pharmacie, parfumerie et entretien (11% des grands établissements et 15,5% des salariés) sont prépondérantes. Paris concentre plus de la moitié (52%) des grands établissements du secteur de l'édition, imprimerie, reproduction de la région Ile-de-France.

Enfin il est important de noter que Paris conserve exclusivement des grands établissements industriels à vocation tertiaire et de sièges sociaux.

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) à Paris en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du Total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	8	5,8	2 246	5,1	106,6
Habillement, cuir	10	7,2	1 780	4,0	-37,8
Edition, imprimerie, reproduction	57	41,0	19 113	43,2	9,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	15	10,8	6 352	14,4	108,7
Industries des équipements du foyer	2	1,4	265	0,6	9,5
Industrie automobile	0	0,0	0	0,0	0,0
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	2	1,4	609	1,4	-21,1
Industries des équipements mécaniques	2	1,4	413	0,9	-45,2
Industries des équipements électriques et électroniques	5	3,6	1 497	3,4	-46,5
Industrie des produits minéraux	4	2,9	651	1,5	-29,3
Industrie textile	0	0,0	0	0,0	-100,0
Industrie du bois et du papier	2	1,4	440	1,0	-25,8
Chimie, caoutchouc, plastiques	3	2,2	989	2,2	-35,9
Métallurgie et transformation des métaux	0	0,0	0	0,0	-100,0
Industrie des composants électriques et électroniques	2	1,4	230	0,5	-93,2
Energie	27	19,4	9 653	21,8	-38,4
Total	139	100,0	44 238	100,0	-13,9

Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

Légende:

	Evolution négative entre 2000-2006
	Evolution positive entre 2000-2006
	Pas d'évolution entre 2000-2006

b/ Hauts-de-Seine

Les 214 grands établissements industriels du département des Hauts-de-Seine représentent un quart des grands établissements industriels de la région pour 27% des effectifs industriels en 2006. Les grands établissements sont largement sur-représentés dans le département (le double de la valeur régionale).

Le département a hérité d'une forte tradition industrielle dans les secteurs aéronautique et automobile qui ont généré une sous-traitance importante dans les domaines de la mécanique, les pneumatiques, l'industrie électrique puis électronique. En effet, en 2006, 23% des grands établissements industriels du département sont des industries des biens d'équipement pour 25,5% des salariés. Les grands établissements industriels du secteur de la pharmacie, parfumerie et entretien sont aussi très représentés avec 23% des établissements pour 23,5% des salariés.

Les activités traditionnelles telles que l'automobile sont en recul sur la période. En 2006, les grands établissements industriels du secteur regroupent 2% des grands établissements du département et 13,5% des salariés. Il n'existe plus d'activité de production sur le territoire des Hauts-de-Seine mais uniquement les activités de siège et de recherche et développement. D'importants mouvements sont intervenus sur la période: la R&D de RENAULT a déménagé dans les Yvelines et le siège de PSA a déménagé sur Paris. Les Yvelines et le Val-d'Oise sont les principaux bénéficiaires de ces mouvements.

Le cas de l'automobile est révélateur, les fonctions tertiaires (et en particulier les fonctions de siège) sont aujourd'hui dominantes au sein de l'industrie des Hauts-de-Seine et c'est particulièrement le cas des groupes industriels. Les emplois de services dominent les emplois de production. Ce changement continu d'activité est un des facteurs à l'origine de l'important recul de l'emploi dans les grandes structures industrielles de la région. Entre 2000 et 2006, le nombre de salariés des grands établissements industriels du département a chuté de 21%, soit deux fois plus que dans la région et il représente désormais 24 000 salariés. En effet, nombre de grandes unités de production ont déménagé du fait des coûts croissants du foncier et des contraintes liées à l'urbanisation.

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) dans les Hauts-de-Seine en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du Total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	13	6,1	4 076	4,6	-0,4
Habillement, cuir	3	1,4	570	0,6	30,1
Edition, imprimerie, reproduction	25	11,7	8 214	9,2	16,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	49	22,9	20 913	23,4	-7,5
Industries des équipements du foyer	1	0,5	160	0,2	-76,0
Industrie automobile	5	2,3	12 053	13,5	-12,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	7	3,3	6 674	7,5	9,1
Industries des équipements mécaniques	17	7,9	5 077	5,7	-28,8
Industries des équipements électriques et électroniques	25	11,7	10 883	12,2	-31,5
Industrie des produits minéraux	5	2,3	994	1,1	41,2
Industrie textile	2	0,9	362	0,4	-26,3
Industrie du bois et du papier	3	1,4	436	0,5	-13,8
Chimie, caoutchouc, plastiques	10	4,7	1 659	1,9	-45,1
Métallurgie et transformation des métaux	4	1,9	796	0,9	-82,8
Industrie des composants électriques et électroniques	12	5,6	3 573	4,0	8,6
Energie	33	15,4	12 846	14,4	-44,4
Total	214	100,0	89 286	100,0	-21,3

Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

c/ Seine-Saint-Denis

Les 79 grands établissements industriels représentent 9% des établissements industriels de la région et 9% des effectifs en 2006.

Au sein du département, la part des grands établissements dans l'ensemble des établissements industriels est inférieure à la moyenne régionale. En effet, le tissu industriel de Seine-Saint-Denis est majoritairement composé de petites structures qui concentrent 49% des effectifs industriels.

Sur la période 2000-2006, le nombre de salariés des grands établissements industriels du département augmente très légèrement (+1,5%) ce qui place la Seine-Saint-Denis en troisième position en termes de dynamisme d'emploi derrière les Yvelines et le Val-d'Oise.

En 2006, le secteur d'activité le plus représenté au sein des grands établissements du département est l'automobile avec 25% des salariés. Deux établissements concentrent plus des trois-quarts des effectifs salariés: PSA à Saint-Ouen et Aulnay-sous-Bois.

Les activités liées à l'eau, au gaz, et à l'électricité restent très présentes avec 15% des grands établissements et 16% des effectifs départementaux: EDF à Saint-Denis et à Saint-Ouen).

Le secteur de la pharmacie, parfumerie, entretien (10% des établissements) regroupe 11,5% des emplois des grands établissements: L'OREAL à Aulnay-sous-Bois, ROCHE à Rosny-sous-Bois ...

Enfin, le secteur de la construction navale, aéronautique, et ferroviaire est légèrement sur-représenté en termes d'emploi. La moitié des emplois du secteur sont concentrés dans deux établissements: ALSTOM transport à Saint-Ouen et EUROCOPTER à La Courneuve.

Les activités de production sont majoritaires mais les activités de recherche et développement et les laboratoires de grands groupes industriels français sont bien implantés: RHODIA et SAINT-GOBAIN à Aubervilliers, L'OREAL et ALSTOM à Saint-Ouen....

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) en Seine-Saint-Denis en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du Total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	5	6,3	620	2,2	15,2
Habillement, cuir	6	7,6	1 371	4,8	38,6
Edition, imprimerie, reproduction	7	8,9	1 698	6,0	-19,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	8	10,1	3 253	11,4	32,3
Industries des équipements du foyer	2	2,5	208	0,7	90,8
Industrie automobile	4	5,1	6 923	24,3	817,0
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	5	6,3	2 655	9,3	-7,5
Industries des équipements mécaniques	11	13,9	2 045	7,2	-31,3
Industries des équipements électriques et électroniques	6	7,6	2 614	9,2	12,3
Industrie des produits minéraux	3	3,8	723	2,5	-21,1
Industrie textile	0	0,0	0	0,0	0,0
Industrie du bois et du papier	1	1,3	190	0,7	-48,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	1	1,3	112	0,4	-96,6
Métallurgie et transformation des métaux	5	6,3	886	3,1	-31,2
Industrie des composants électriques et électroniques	3	3,8	758	2,7	-68,6
Energie	12	15,2	4 466	15,7	-3,8
Total	79	100,0	28 522	100,0	1,5

Source: INSEE: Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

d/ Val-de-Marne

Les 64 grands établissements industriels représentent 7% des établissements industriels de la région pour 5% des effectifs industriels des grands établissements franciliens en 2006, faisant du département du Val-de-Marne le département d'Ile-de-France le moins industriel. Il est d'ailleurs le seul département francilien à ne pas avoir un seul établissement supérieur à 1 000 salariés.

Entre 2000 et 2006, les effectifs des grands établissements industriels diminuent (-19,6%). Au sein du département, la part des grands établissements industriels est inférieure à la moyenne régionale.

En 2006, les secteurs d'activité les plus représentés au sein des grands établissements sont les industries agroalimentaires avec 15% des grands établissements et 18% des emplois. Le secteur agroalimentaire est fortement implanté dans le département: MIN de Rungis (PERNOD RICARD à Créteil, DANONE et MARIE à Rungis...).

La seconde spécialisation du département est le secteur de la pharmacie, parfumerie, entretien avec 12% des grands établissements qui représentent 20% des emplois départementaux. Entre 2000 et 2006, les grands établissements de ce secteur ont perdu plus de 40% de leurs effectifs salariés, passant de 5100 à 3000: SANOFI-AVENTIS, PZIFER à Gentilly, JOHNSON DIVERSEY à Fontenay-sous-bois...

La présence d'activité de production et recherche et développement, en particulier dans le secteur de la chimie-pharmacie (SANOFI-AVENTIS avec de nombreuses implantations, L'OREAL à Chevilly-Larue, ESSILOR à Saint-Maur-des-Fossés....), est en partie liée aux nombreuses implantations dans le domaine de la santé et toutes les activités associées (recherche fondamentale et appliquée).

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) dans le Val-de-Marne en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du Total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	10	15,6	2 768	18,4	42,7
Habillement, cuir	2	3,1	310	2,1	64,0
Edition, imprimerie, reproduction	5	7,8	930	6,2	113,8
Pharmacie, parfumerie et entretien	8	12,5	2 964	19,8	-42,1
Industries des équipements du foyer	3	4,7	989	6,6	-29,0
Industrie automobile	2	3,1	703	4,7	-12,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1	1,6	123	0,8	-62,7
Industries des équipements mécaniques	6	9,4	1 190	7,9	24,3
Industries des équipements électriques et électroniques	7	10,9	1 218	8,1	-7,5
Industrie des produits minéraux	1	1,6	418	2,8	-26,8
Industrie textile	0	0,0	0	0,0	0,0
Industrie du bois et du papier	2	3,1	217	1,4	61,9
Chimie, caoutchouc, plastiques	2	3,1	634	4,2	49,5
Métallurgie et transformation des métaux	2	3,1	234	1,6	-74,4
Industrie des composants électriques et électroniques	3	4,7	687	4,6	-23,8
Energie	10	15,6	1 621	10,8	-50,0
Total	64	100,0	15 006	100,0	-19,6

Source: INSEE: Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

e/ Seine-et-Marne

Les 91 grands établissements industriels représentent 10% des établissements industriels de la région, et 10% des effectifs en 2006. Le département de la Seine-et-Marne accueille principalement des activités de production.

Au sein du département, la part des grands établissements industriels est inférieure à la moyenne régionale. Comme pour le département de la Seine-Saint-Denis, le tissu industriel de Seine-et-Marne est majoritairement composé de petites structures qui représentent 43% de l'emploi industriel.

Entre 2000 et 2006, les effectifs des grands établissements industriels diminuent légèrement (- 6,5%). Le département est assez diversifié en termes d'activités industrielles et peu de secteur se démarque véritablement. Cependant le secteur de la construction navale, aéronautique, et ferroviaire se détache en termes d'emploi mais c'est le fait d'un grand établissement : SAFRAN (ex-SNECMA) à Réau et de quelques sous-traitants (19% des emplois des grands établissements départementaux). Le secteur de l'industrie des équipements mécaniques (13% des grands établissements et 7,5% des emplois) se démarque aussi. Parmi eux STILL à Marne-la-Vallée et SERIMAX à Mitry-Mory...

A noter que dans le secteur des produits minéraux, la Seine-et-Marne accueille près d'un tiers des grands établissements franciliens (exemple: CEMEX).

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) en Seine-et-Marne en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	9	9,9	2 912	11,8	-6,3
Habillement, cuir	1	1,1	101	0,4	0,0
Edition, imprimerie, reproduction	8	8,8	2 195	8,9	0,6
Pharmacie, parfumerie et entretien	6	6,6	1 450	5,9	-11,1
Industries des équipements du foyer	4	4,4	1 087	4,4	34,9
Industrie automobile	4	4,4	1 417	5,8	-3,5
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4	4,4	4 656	18,9	433,3
Industries des équipements mécaniques	12	13,2	1 823	7,4	-20,7
Industries des équipements électriques et électroniques	4	4,4	888	3,6	-41,2
Industrie des produits minéraux	9	9,9	2 292	9,3	-29,4
Industrie textile	0	0,0	0	0,0	0,0
Industrie du bois et du papier	1	1,1	248	1,0	-55,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	8	8,8	1 189	4,8	-13,3
Métallurgie et transformation des métaux	10	11,0	1 657	6,7	-20,7
Industrie des composants électriques et électroniques	3	3,3	1 289	5,2	-44,8
Energie	8	8,8	1 400	5,7	-49,3
Total	91	100,0	24 604	100,0	-6,2

Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

f/ Yvelines

Les 133 grands établissements industriels regroupent 15% des établissements industriels du département pour 18% des effectifs industriels (soit 50 000 salariés) des grands établissements franciliens.

En 2006, au sein du département, le poids des grands établissements dans l'emploi industriel augmente pour atteindre 77% des emplois industriels en 2006 contre 70% en 2000.

Entre 2000 et 2006, le nombre de salariés des grands établissements industriels du département s'est accru (+5%) faisant du département des Yvelines, avec celui du Val-d'Oise, les départements qui gagnent le plus d'effectifs salariés.

L'industrie automobile en tant que spécialisation industrielle des Yvelines se renforce avec 43% des emplois industriels (pour 10% des grands établissements). Le département regroupe tant des activités de production (RENAULT à Flins-sur-Seine et PSA à Poissy) que de recherche et développement (RENAULT à Guyancourt et PSA à Vélizy-Villacoublay).

L'autre spécialisation majeure du département est le secteur des biens d'équipement, qui représente 36,5% des salariés des grands établissements industriels du département. Au sein de ce secteur, les équipements électriques et électroniques (22% des emplois industriels, 20% des grands établissements), et en particulier les télécommunications sont très présentes avec par exemple ALCATEL-LUCENT, NORTEL Networks, THALES... Enfin, le secteur de la construction navale, aéronautique, et ferroviaire est équivalent en termes d'emploi au secteur automobile (environ 9% des emplois) et en particulier l'aéronautique avec DASSAULT Aviation, SAFRAN, EADS...

Le département regroupe à la fois de nombreuses activités de recherche et développement, et des fonctions de commandement (siège) mais conserve aussi une activité de production dont la part tend cependant à diminuer.

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) dans les Yvelines en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	8	6,0	1 927	2,4	-7,8
Habillement, cuir	0	0,0	0	0,0	0,0
Edition, imprimerie, reproduction	0	0,0	0	0,0	0,0
Pharmacie, parfumerie et entretien	9	6,8	3 531	4,5	132,5
Industries des équipements du foyer	7	5,3	3 098	3,9	-3,5
Industrie automobile	13	9,8	33 779	42,9	24,5
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	8	6,0	4 347	5,5	-27,5
Industries des équipements mécaniques	23	17,3	7 151	9,1	-11,3
Industries des équipements électriques et électroniques	26	19,5	17 158	21,8	-12,2
Industrie des produits minéraux	5	3,8	1 224	1,6	8,5
Industrie textile	0	0,0	0	0,0	0,0
Industrie du bois et du papier	0	0,0	0	0,0	0,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	8	6,0	1 437	1,8	15,0
Métallurgie et transformation des métaux	7	5,3	1 226	1,6	-4,4
Industrie des composants électriques et électroniques	9	6,8	2 500	3,2	-19,4
Energie	10	7,5	1431	1,8	92,1
Total	133	100,0	78 809	100,0	5,0

Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

g/ Essonne

Les 76 grands établissements industriels représentent 9% des établissements industriels du département et 6% des effectifs industriels des grands établissements franciliens en 2006.

Le nombre de salariés des grands établissements industriels a chuté (- 34%). L'Essonne est le département ayant perdu le plus d'emplois industriels (-10 750 emplois) après les Hauts-de-Seine au sein des grands établissements sur la période 2000-2006.

Au sein du département, la part des grands établissements industriels se rapproche de la moyenne régionale. En revanche, en termes d'effectifs, l'Essonne concentre 47% des salariés des grands établissements industriels, niveau inférieur à la moyenne régionale (58%).

Le profil sectoriel des grands établissements de la région est centré sur les activités de l'industrie des équipements électriques et électroniques (18% des établissements et 18% des emplois). Exemple : THALES, SAGEM et SAFRAN ont de multiples implantations dans le département), l'industrie des composants électriques et électroniques (16% des établissements et 21% des emplois. Exemple : ALTIS Semiconductor à Corbeil-Essonnes, NEXANS et DRAKA à Draveil, AVANEX à Nozay et enfin le secteur de la construction navale, aéronautique, et ferroviaire avec SAFRAN (ex-SNECMA) à Evry qui représente 15% des emplois des grands établissements du département.

Il s'agit principalement d'activité de production et de recherche et développement. Le département concentre, en effet, une forte densité d'acteurs de recherche et de formation scientifique (10% de la recherche publique se trouve en Essonne).

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) dans l'Essonne en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du Total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	8	10,5	1 513	7,3	-37,2
Habillement, cuir	0	0,0	0	0,0	0,0
Edition, imprimerie, reproduction	6	7,9	952	4,6	-33,6
Pharmacie, parfumerie et entretien	6	7,9	1 264	6,1	-43,8
Industries des équipements du foyer	3	3,9	859	4,2	-30,7
Industrie automobile	2	2,6	518	2,5	0
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1	1,3	3 153	15,3	-30,7
Industries des équipements mécaniques	5	6,6	642	3,1	-69,6
Industries des équipements électriques et électroniques	14	18,4	3 652	17,7	-66,4
Industrie des produits minéraux	1	1,3	116	0,6	-0,9
Industrie textile	0	0,0	0	0,0	0,0
Industrie du bois et du papier	1	1,3	172	0,8	-67,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	7	9,2	1 178	5,7	62,9
Métallurgie et transformation des métaux	3	3,9	905	4,4	-0,7
Industrie des composants électriques et électroniques	12	15,8	4 411	21,4	152,9
Energie	7	9,2	1276	6,2	-31,4
Total	76	100,0	20 611	100,0	-34,3

Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

h/ Val-d'Oise

Les 71 grands établissements industriels représentent 8% des établissements industriels et 7% des effectifs industriels des grands établissements franciliens en 2006.

Au sein du département, la part des grands établissements est inférieure à la moyenne régionale (tissu industriel dominé par les petites structures). La moitié des effectifs du secteur industriel est concentrée dans les grands établissements (contre 58% pour la moyenne régionale).

Concernant l'évolution de l'emploi sur la période 2000-2006, le Val-d'Oise progresse de manière équivalente au département des Yvelines, avec une hausse de +5%, soit 1090 salariés.

Le dynamisme de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise mais aussi le développement de la partie ouest du pôle de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle sont à l'origine de cet important mouvement de croissance d'emploi dans les grands établissements industriels.

En 2006, les secteurs d'activité les plus représentés au sein des grands établissements du département sont les industries d'équipements électriques électroniques (14% des grands établissements et 26% des emplois). Les effectifs dans le secteur ont doublé entre 2000 et 2006. Exemple : THOMSON et ABB à Cergy-Pontoise, SAFRAN à Osny et SAGEM à Herblay.

Le secteur chimie, caoutchouc, plastiques est aussi sur-représenté avec 17% des grands établissements et 16% des emplois (exemple GIVAUDAN à Argenteuil, BP à Cergy).

Répartition des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés par secteur d'activité (NES 36) dans le Val-d'Oise en 2006

	Etablissements		Effectifs		Evol des effectifs 2000-2006 (%)
	Nb	% du Total	Nb	% du total	
Industries agricoles et alimentaires	4	5,6	586	2,6	-59,9
Habillement, cuir	1	1,4	145	0,7	28,3
Edition, imprimerie, reproduction	2	2,8	283	1,3	-46,5
Pharmacie, parfumerie et entretien	7	9,9	1 298	5,9	-30,3
Industries des équipements du foyer	1	1,4	394	1,8	183,5
Industrie automobile	3	4,2	1 733	7,8	-7,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	3	4,2	1 838	8,3	-33,5
Industries des équipements mécaniques	7	9,9	1 546	7,0	-6,0
Industries des équipements électriques et électroniques	10	14,1	5 801	26,2	101,6
Industrie des produits minéraux	1	1,4	550	2,5	-41,7
Industrie textile	2	2,8	440	2,0	13,4
Industrie du bois et du papier	2	2,8	274	1,2	74,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	12	16,9	3 464	15,6	56,6
Métallurgie et transformation des métaux	6	8,5	1 106	5,0	6,1
Industrie des composants électriques et électroniques	4	5,6	1 124	5,1	19,6
Energie	6	8,5	1 575	7,1	-25,4
Total	71	100,0	22 157	100,0	5,2

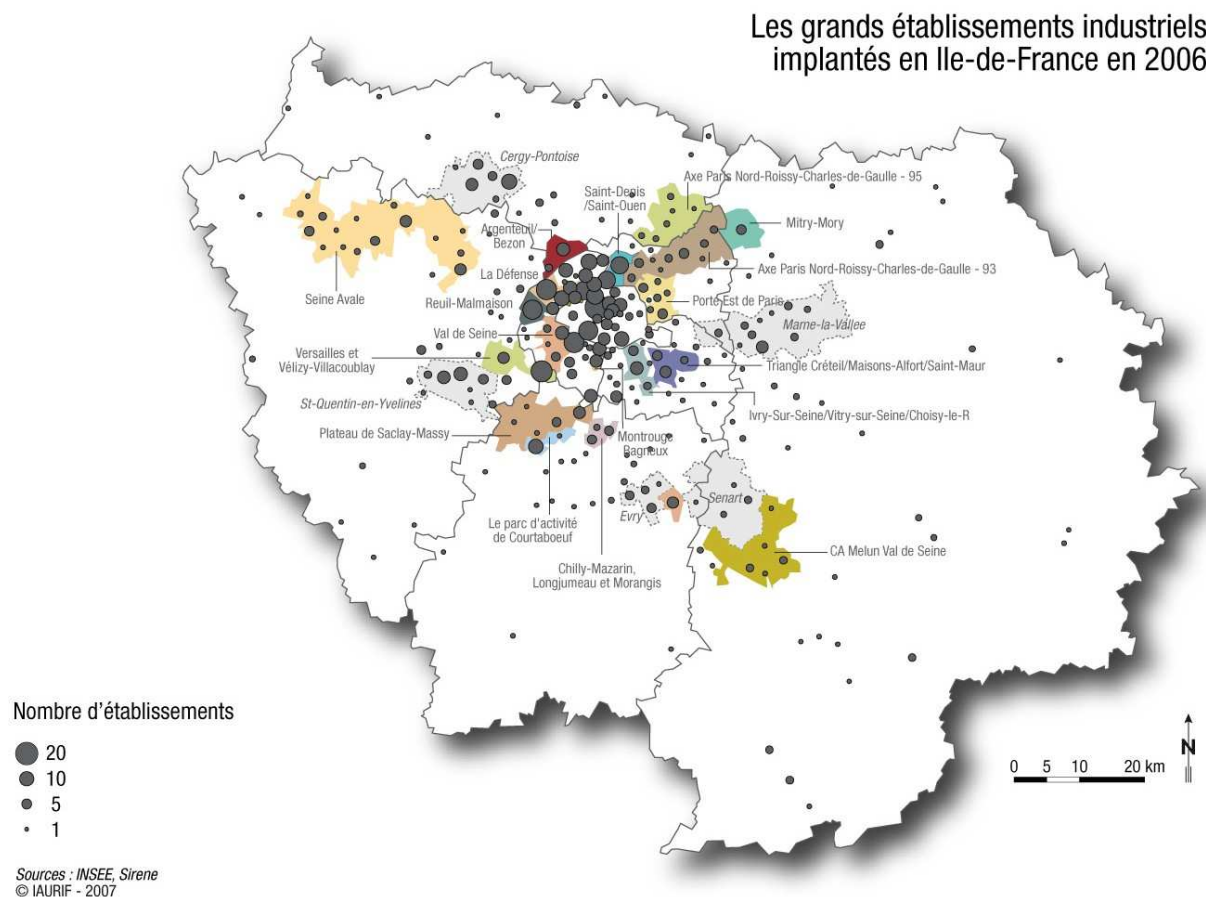
Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

4. Une localisation faisant apparaître des polarités des grands établissements en 2006 par ensemble

La localisation communale des grands établissements industriels en 2006 est identique aux sites répertoriés sur la période précédente.

Les villes nouvelles confirment leur rôle structurant et concentrent 12% des grands établissements industriels franciliens en 2006.

La carte suivante permet d'avoir une vision de la répartition des grands établissements industriels en Ile-de-France. Un nombre important de grands établissements industriels et un nombre important de salariés au sein des grands établissements industriels dans une commune permettent de localiser les territoires industriels stratégiques.



Paris : 139 grands établissements industriels

Pas de réelle polarité au sein de Paris, seuls les 8^{ème} et 15^{ème} arrondissement rassemblent une proportion plus élevée de sièges de grands groupes industriels.

- Paris 8^{ème} : 27 grands établissements
- Paris 15^{ème} : 17 grands établissements
- Paris 17^{ème} : 13 grands établissements

Hauts-de-Seine : 214 grands établissements industriels

5 pôles regroupent 66% des grands établissements industriels du département.

Géographiquement, la partie nord des Hauts-de-Seine (de Rueil-Malmaison à Villeneuve-la Garenne) concentre 64% des grands établissements industriels du département (136 établissements):

- La Défense (Courbevoie-Nanterre-Puteaux) : 40 grands établissements
- Neuilly-Clichy-Levallois : 33 grands établissements
- Rueil-Malmaison : 17 grands établissements
- CA Val-de-Seine (Boulogne-Billancourt et Sèvres) et Issy-les-Moulineaux, Meudon et Saint-Cloud : 35 grands établissements
- Montrouge et Bagneux : 17 grands établissements

Yvelines : 133 grands établissements industriels

Trois pôles concentrent 70% des grands établissements industriels du département:

- Versailles et Vélizy-Villacoublay : 27 grands établissements
- Seine Aval (de Poissy à Mantes-la-Jolie) : 38 grands établissements
- Saint-Quentin-en-Yvelines : 27 grands établissements

Essonne : 76 grands établissements industriels

Affirmation des pôles du nord du département, principalement au nord de la francilienne.

Quatre pôles regroupent 67% des grands établissements industriels du département:

- Plateau de Saclay-Massy : 12 grands établissements
- Evry ville nouvelle et Corbeil-Essonnes : 18 grands établissements
- Le parc d'activité de Courtabœuf (les Ulis et Villebon-sur-Yvette), 11 grands établissements
- Chilly-Mazarin, Longjumeau et Morangis : 10 grands établissements

Seine-Saint-Denis : 79 grands établissements industriels

Trois pôles concentrent 90% des grands établissements industriels du département:

- Saint-Denis/Saint-Ouen : 29 grands établissements
- Axe Paris Nord-Roissy-Charles-de-Gaulle 93 (Aubervilliers/La Courneuve à Tremblay en France) : 24 grands établissements
- Porte de Paris Est (Pantin-Bobigny à Montreuil) : 19 grands établissements

Val-de-Marne : 64 grands établissements industriels

Très peu polarisé, les deux plus importants pôles du Val-de-Marne regroupent 47% des grands établissements industriels du département:

- Axe Ivry-sur-Seine/Vitry-sur-Seine/Choisy-le-Roi : 16 grands établissements
- Triangle Créteil/Maisons-Alfort/Saint-Maur-des-Fossés : 14 grands établissements

Seine-et-Marne : 91 grands établissements industriels

Département peu polarisé, trois pôles concentrent 47% des grands établissements industriels seine-et-marnais:

- Marne-la-Vallée : 24 grands établissements
- Melun/Sénart : 14 grands établissements
- Mitry-Mory : 5 grands établissements

Val-d'Oise : 71 grands établissements industriels

Trois pôles regroupent 72% des grands établissements industriels du département:

- Cergy-Pontoise : 30 grands établissements
- Argenteuil-Bezons : 11 grands établissements
- Axe Paris Nord-Roissy-Charles-de-Gaulle 95 (Garges/Bonneuil à Roissy) : 10 grands établissements

Tous les départements franciliens accueillent un nombre important de grands établissements industriels sur leur territoire. Ces activités se concentrent et se structurent autour de pôles plus ou moins spécialisés et plus ou moins conséquents.

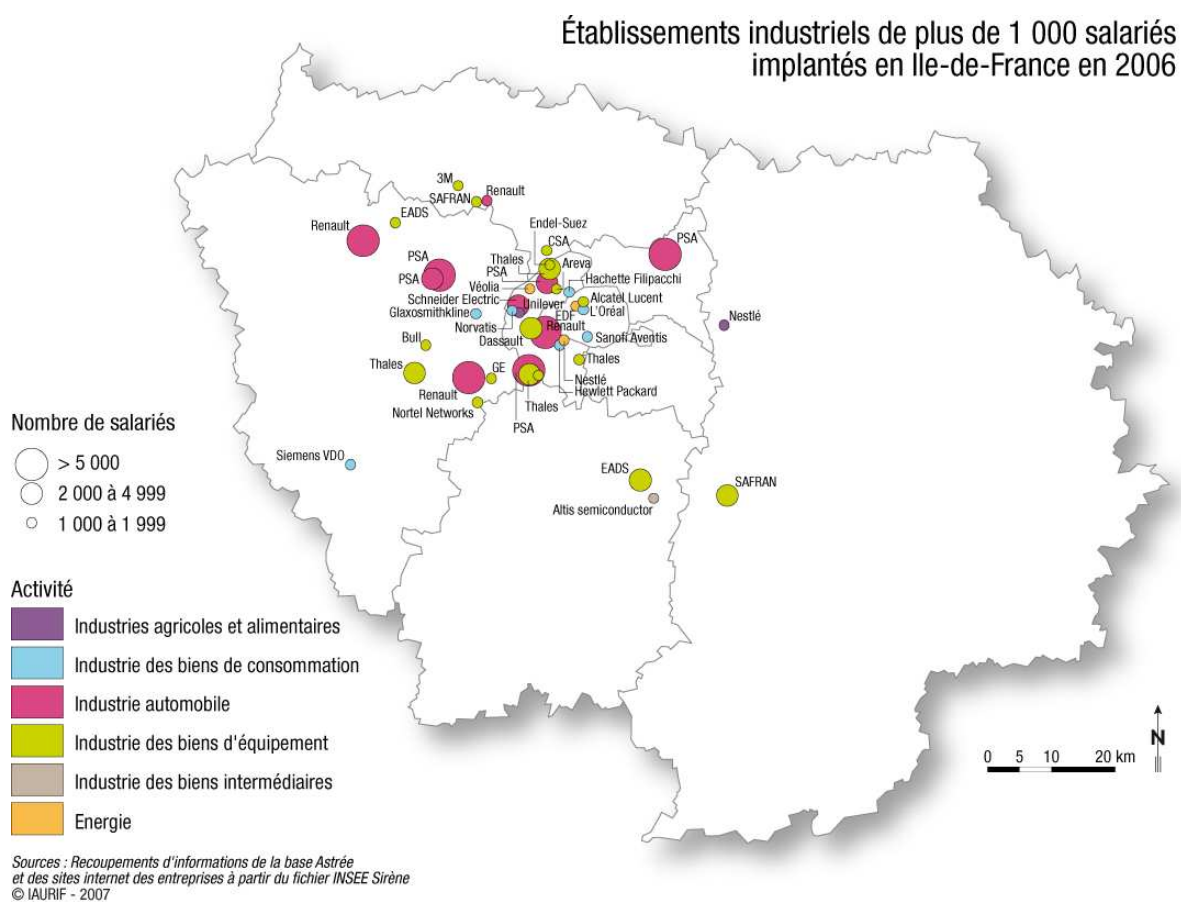
Si une forte dissymétrie à la faveur de l'ouest de la région est notable dans la répartition de ces grands établissements industriels, elle est beaucoup plus manifeste pour les entités de plus de 1000 salariés.

5. Les très grands établissements industriels (plus de 1000 salariés)

Les très grands établissements industriels subsistent dans le paysage francilien. Le déséquilibre est/ouest reste marqué par une tradition d'implantation à l'ouest. La permanence des activités industrielles de grandes tailles à proximité de la capitale est toujours très forte (infrastructures de transports, image de la capitale). Les Hauts-de-Seine et les Yvelines concentrent 70% de ces établissements.

En première couronne le département des Hauts-de-Seine est toujours le département le plus diversifié en termes de secteur d'activité pour des activités majoritairement tertiaires.

La seconde couronne, principalement les Yvelines, confirme son rôle dans l'organisation des très grands établissements industriels. Les secteurs d'activité les plus représentés sont l'automobile, et des industries des biens d'équipements qui se localisent dans les pôles spécialisés majeurs que sont Saint-Quentin-en-Yvelines, Seine-Aval, Cergy et Evry/Sénart.



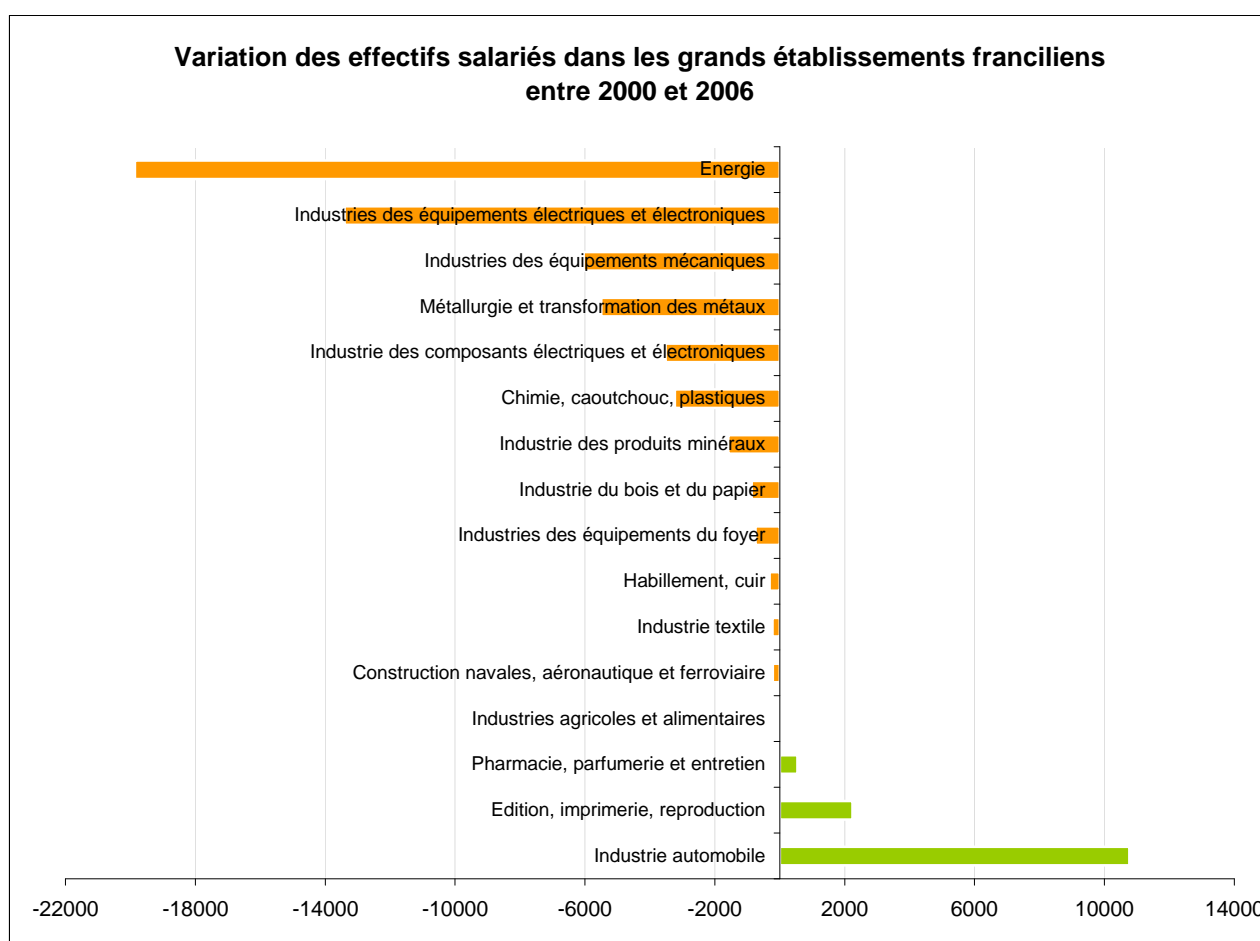
6. Une diminution des emplois industriels qui reste forte sur la période 2000-2006

Le nombre des grands établissements industriels et leurs effectifs salariés n'ont cessé de diminuer sur la période 2000-2006. Cette diminution atteint -11,5% dans la région, passant de 365 300 salariés en 2000 à 323 300 en 2006 (-42 000 salariés).

Il s'agit de pertes équivalentes par rapport à la période précédente (1994-2000) où la diminution atteignait -11% dans la région (-44 350 salariés)

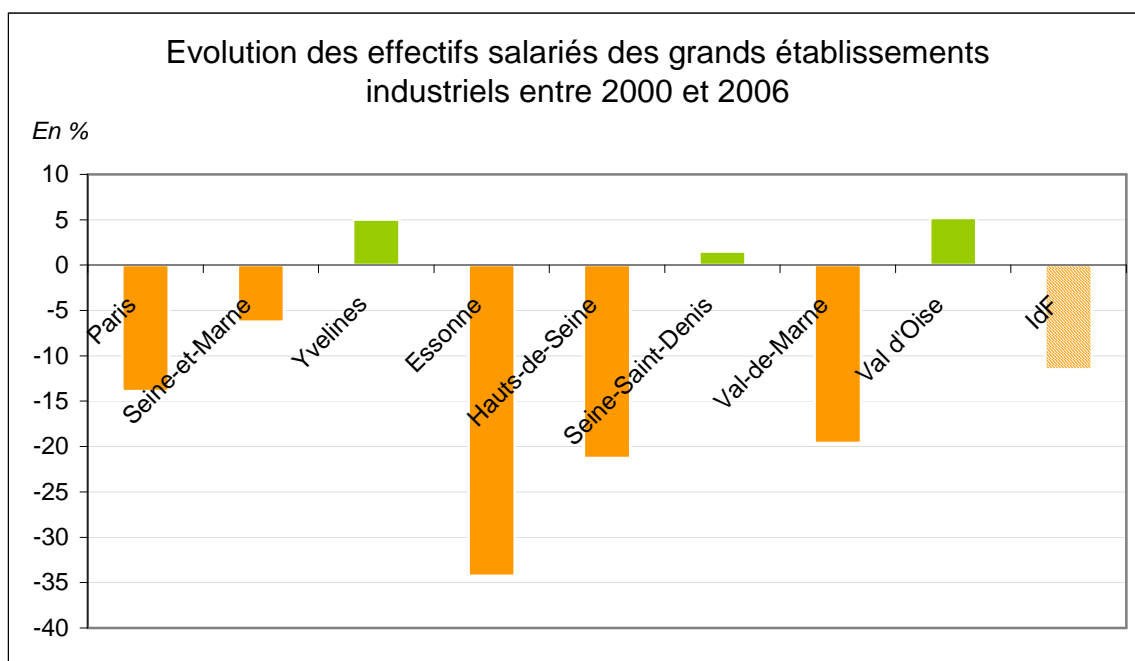
Les effectifs des grands établissements industriels en Ile-de-France diminuent dans tous les secteurs d'activités sauf l'automobile, l'édition, imprimerie, reproduction et la pharmacie, parfumerie et entretien. La région reste dynamique dans ces secteurs traditionnellement implantés en Ile de France. Ils progressent respectivement de +10 000, +2 250 et +550 salariés.

Néanmoins l'Ile-de-France continue de perdre beaucoup d'emplois dans certains de ses secteurs de spécialisation, notamment dans l'industrie des équipements électriques et électroniques (-13 500 salariés) et l'énergie (-20 000 salariés).



Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

7. Des pertes globales élevées confortées par une seconde couronne en forte baisse d'emploi



Source: INSEE, Sirene, répertoire des entreprises et des établissements

Entre 2000 et 2006, l'Île-de-France continue de perdre des grands établissements industriels et notamment au cœur de son agglomération. Paris perd ainsi 7 000 emplois, un peu moins que sur la période précédente où il en perdait 9 000. En revanche, la petite couronne perd beaucoup plus d'emplois sur la période récente : 27 500 contre 6 400 emplois entre 1994 et 2000. Fait nouveau, la grande couronne perd aussi des emplois (-7 500 emplois) ce qui n'était pas le cas entre 1994 et 2000. Cependant, la grande couronne offre des situations très contrastées, un développement des emplois industriels est manifeste à l'ouest (+4 900 emplois dans les Yvelines et le Val-d'Oise) alors que l'Essonne perd 11 000 salariés.

II. BILAN DES VARIATIONS D'EMPLOI DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS PAR DEPARTEMENT

Les fiches qui suivent ont été réalisées à partir de la base de données Explore. Cette base, qui compile des données sur les mouvements d'entreprises et sur l'immobilier d'entreprises, a permis un travail de suivi des évolutions des principaux grands établissements sur la période 2000-2006.

Rappel et limite des comparaisons avec la période précédente 1994-2000:

La base de données Explore est construite à partir d'informations sélectionnées dans les médias sur l'actualité stratégique des entreprises établies en région Ile-de-France, elle n'est donc pas exhaustive et des précautions d'usage doivent être prises concernant les résultats qui suivent. Elle permet cependant de dresser un bilan territorial des mouvements d'établissements. Une cartographie des principaux mouvements de départ et d'arrivée des grands établissements industriels par département donne une image synthétique de ces mouvements sur la période 2000-2006.

La comparaison avec la période précédente (1994-2000) est difficile dans la mesure où les sources sont différentes. En effet dans la première partie, les grands établissements qui sortaient ou qui entraient dans le champ de l'étude du fait d'un changement d'activité principale ou bien d'un changement dans l'effectif étaient dénombrés. Dans cette seconde partie, la distinction n'est pas possible, les établissements qui sortent du champ sont ceux qui déménagent hors Ile-de-France. Les établissements qui "entrent" dans le champ de l'étude ne sont pas comptabilisés.

1. Paris

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Paris	Départs 75	Arrivées 75	Mouv intra 75
Industries agricoles et alimentaires	1	1	4
Industrie des biens de consommation	12	5	29
Industrie automobile	1	2	0
Industries des biens d'équipement	6	0	2
Industries des biens intermédiaires	8	5	7
Energie	6	0	4
Total industrie	34	13	46

Effets négatifs sur l'emploi

-7 800

- 6 000 Mobiles Arrivées +2 300
Départs -8 300
-1 600 Cessations (pures ou avec transferts)
-200 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+300

+200 Créations (pures ou avec transferts)
+100 Immobilières (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

Bilan Paris des mouvements :

-7 500 emplois

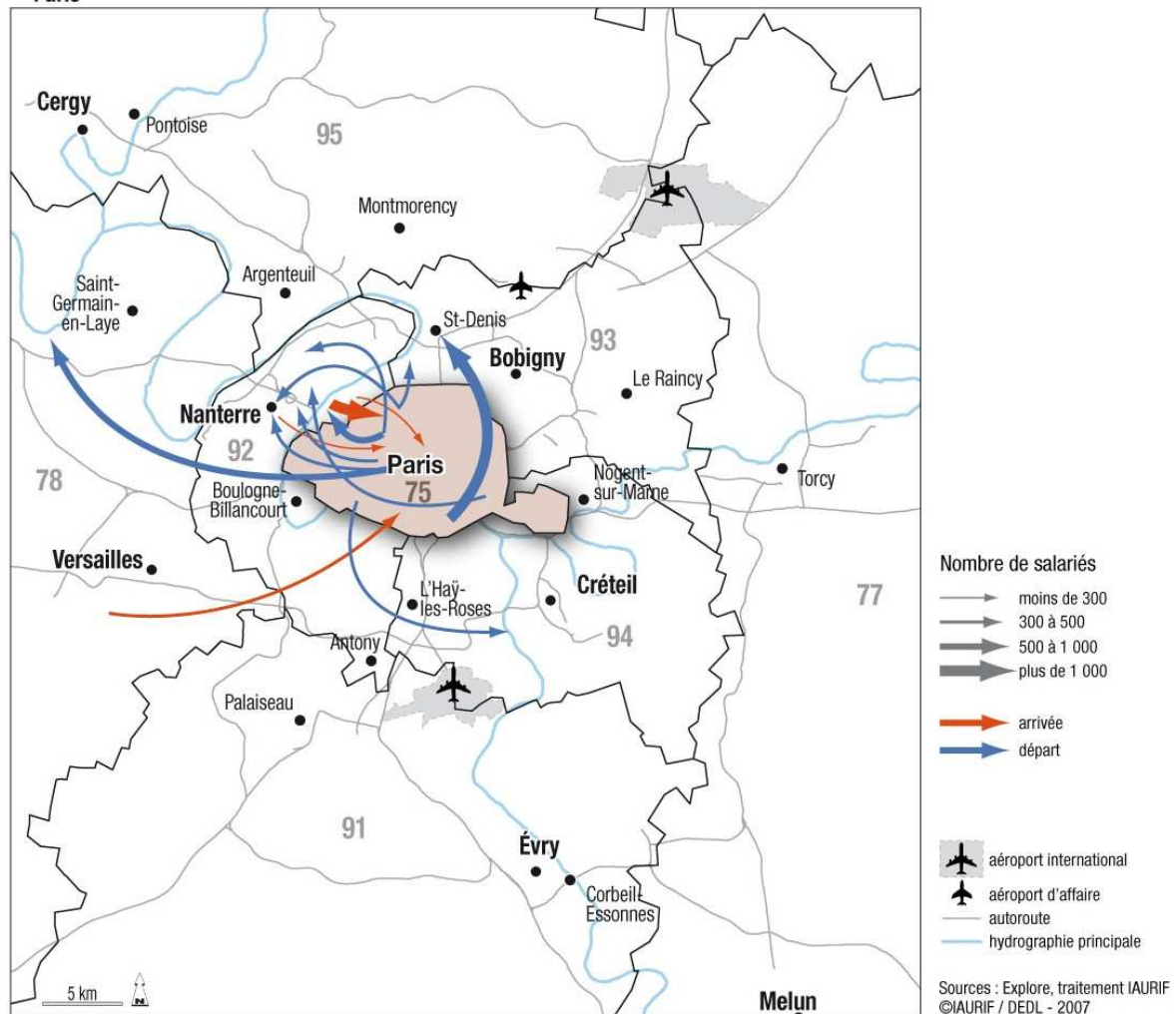
Les arrivées des établissements mobiles sont faibles et par conséquent loin de compenser les départs (- 6 000 emplois). Ces arrivées sont à destination des arrondissements de l'ouest parisien. Une seule arrivée est supérieure à 1000 emplois pour Paris en provenance des Hauts-de-Seine (PSA- siège de CITROEN). Les 4 plus grosses arrivées représentent 1 800 emplois (80% des arrivées).

Concernant les départs, on remarque que 60% des mouvements (50% des emplois) ont pour destination les Hauts-de-Seine, et 30% des mouvements la Seine-Saint-Denis (30% des emplois). Il s'agit de mouvements de petite amplitude.

Le secteur des industries de biens de consommation accuse le nombre le plus important de départs. De plus, les deux tiers des grands établissements industriels qui déménagent à l'intérieur de Paris concernent des établissements de ce secteur d'activité.

Les grands établissements ayant déménagé hors de Paris et les cessations d'entreprises sont à l'origine d'importantes pertes d'emplois industriels à Paris (- 7 500 emplois).

Principaux mouvements de salariés des grands établissements industriels entre 2000 et 2006 :
 ↳ Paris



2. Hauts-de-Seine

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Hauts-de-Seine	Départs 92	Arrivées 92	Mouv intra 92
Industries agricoles et alimentaires	7	2	4
Industrie des biens de consommation	8	8	25
Industrie automobile	3	0	5
Industries des biens d'équipement	12	7	13
Industries des biens intermédiaires	6	10	21
Energie	2	3	7
Total industrie	38	30	75

Effets négatifs sur l'emploi

-14 200

-7 600 Mobiles

Arrivées

+5 700

Départs

-13 300

-6 000 Cessations (pures ou avec transferts)

-600 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+1 200

+1 000 Créations (pures ou avec transferts)

+200 Immobiliers (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

Bilan Hauts-de-Seine des mouvements : -13 000 emplois

Les Hauts-de-Seine enregistrent de fortes pertes d'emplois au sein des grands établissements industriels. En effet, le département cumule un certain nombre de difficultés mises en évidence lors la période précédente 1994-2000.

- les établissements qui s'installent dans le département sont loin de compenser les départs;
- les cessations engendrent d'importantes pertes d'emplois.

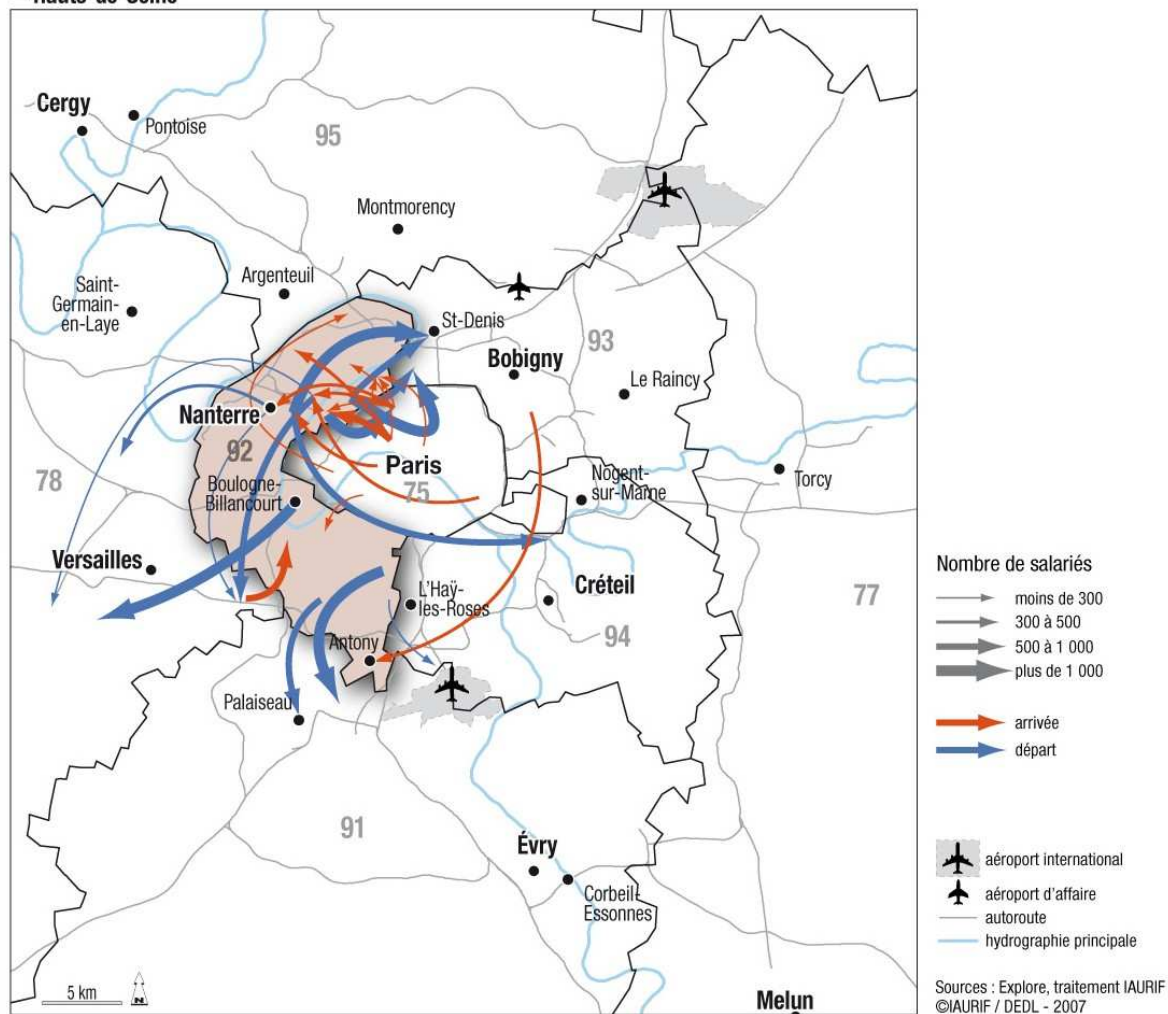
Concernant les établissements mobiles, les mouvements de départ les plus importants ont pour destination le pôle Saint-Denis/Saint-Ouen (3 500 emplois), le sud-est des Yvelines (Vélizy-Villacoublay et Saint-Quentin-en-Yvelines 3 400 emplois) et le nord-ouest de l'Essonne (Massy-Palaiseau 2 200 emplois). Les arrivées notables sur le territoire des Hauts-de-Seine se localisent majoritairement dans le pôle de La Défense et de la périphérie parisienne (Neuilly-Levallois-Clichy). On peut noter qu'il n'y a aucune arrivée d'établissements de plus de 1 000 salariés sur le territoire des Hauts-de-Seine en provenance du reste de l'Île-de-France ou de la province. Les 5 plus grosses arrivées (THALES Group, THALES Avionics, AIR LIQUIDE, SANOFI-AVENTIS et OBERTHUR) ne représentent que 40% des arrivées.

Concernant les mouvements à l'intérieur des Hauts-de-Seine, Nanterre et Rueil-Malmaison se distinguent en accueillant 30% des emplois (6600 emplois) consécutifs à ces mouvements.

Le secteur des biens d'équipement est le secteur d'activité qui accuse le plus de départs (12), et c'est à l'inverse le secteur des biens intermédiaires qui compte le plus d'arrivées (10). Au sein des mouvements intra-départementaux, le secteur des biens de consommation enregistre un nombre très important de mouvements (25).

Les établissements qui déménagent hors des Hauts-de-Seine et les cessations d'activité sont à l'origine des importantes pertes d'emplois industriels du département (respectivement -7 600 et -6 000 emplois).

Principaux mouvements de salariés des grands établissements industriels entre 2000 et 2006 :
↳ Hauts-de-Seine



3. Seine-Saint-Denis

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Seine-Saint-Denis	Départs 93	Arrivées 93	Mouv intra 93
Industries agricoles et alimentaires	0	3	0
Industrie des biens de consommation	8	8	4
Industrie automobile	1	1	1
Industrie des biens d'équipement	6	8	3
Industries des biens intermédiaires	8	3	5
Energie	1	4	0
Total industrie	24	27	13

Effets négatifs sur l'emploi :

-2 100

-1 900 Cessations (pures ou avec transferts)

-200 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi :

+6 700

+5 800 Mobiles

Arrivées

+7 700

Départs

-1 900

+300 Créations (pures ou avec transferts)

+600 Immobilières (uniquement ceux qui augmentent leur nbre de salariés)

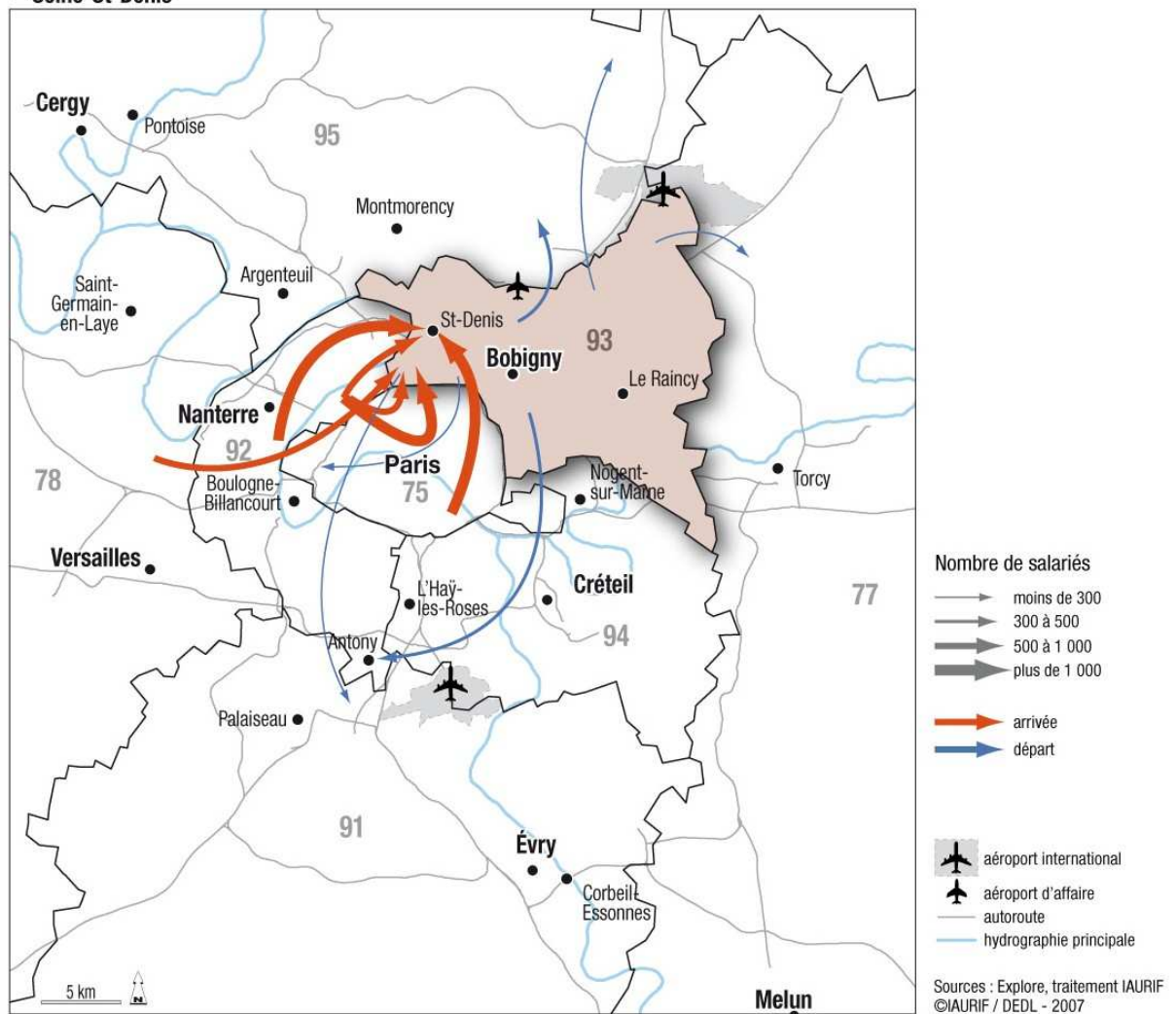
Bilan Seine-Saint-Denis des mouvements :

+4 600 emplois

Le pôle Saint-Denis/Saint-Ouen se dégage dans la localisation préférentielle des grands établissements industriels s'installant dans le département: plus de 90% des grands établissements industriels qui arrivent dans le département s'installent dans le pôle Saint-Denis/Saint-Ouen. 7 000 emplois nouveaux ont ainsi été générés. Les établissements qui se sont installés sur la période ont généré plus de 7 700 emplois, et compensent largement les pertes générées par les établissements qui ont déménagé hors du département (-1 900 emplois). Ces arrivées proviennent essentiellement des Hauts-de-Seine et de Paris. Quatre établissements, ARCELOR, BULL, NEXTIRAONE et GAZ de FRANCE concentrent 60% des arrivées sur la période 2000-2006, soit 4 600 emplois. Ces mouvements de gain concernent pour la plupart des établissements du secteur des biens d'équipements. Les mouvements de déclin se concentrent dans les industries de biens intermédiaires. Comme pour la période 1994-2000, les cessations sont à l'origine d'importantes pertes d'emplois des grands établissements industriels du département (-1 900 emplois).

Le rééquilibrage par transfert d'emplois fonctionne de manière très polarisée avec par contre encore peu d'effets sur des créations pures. On note aussi une augmentation des emplois dans les établissements déjà présents, beaucoup plus que dans les Hauts-de-Seine et Paris.

**Principaux mouvements de salariés des grands établissements industriels entre 2000 et 2006 :
 ↳ Seine-St-Denis**



4. Val-de-Marne

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Val-de-Marne	Départ 94	Arrivées 94	Mouv intra 94
Industries agricoles et alimentaires	0	3	0
Industrie des biens de consommation	4	3	3
Industrie automobile	0	0	0
Industries des biens d'équipement	3	3	4
Industries des biens intermédiaires	4	1	2
Energie	0	1	0
Total industrie	11	11	9

Effets négatifs sur l'emploi

-900

-900 Cessations (pures ou avec transferts)

0 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+1 100

+1 000 Mobiles

Arrivées

+ 2000

Départs

-1 000

+100 Créations (pures ou avec transferts)

0 Immobile (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

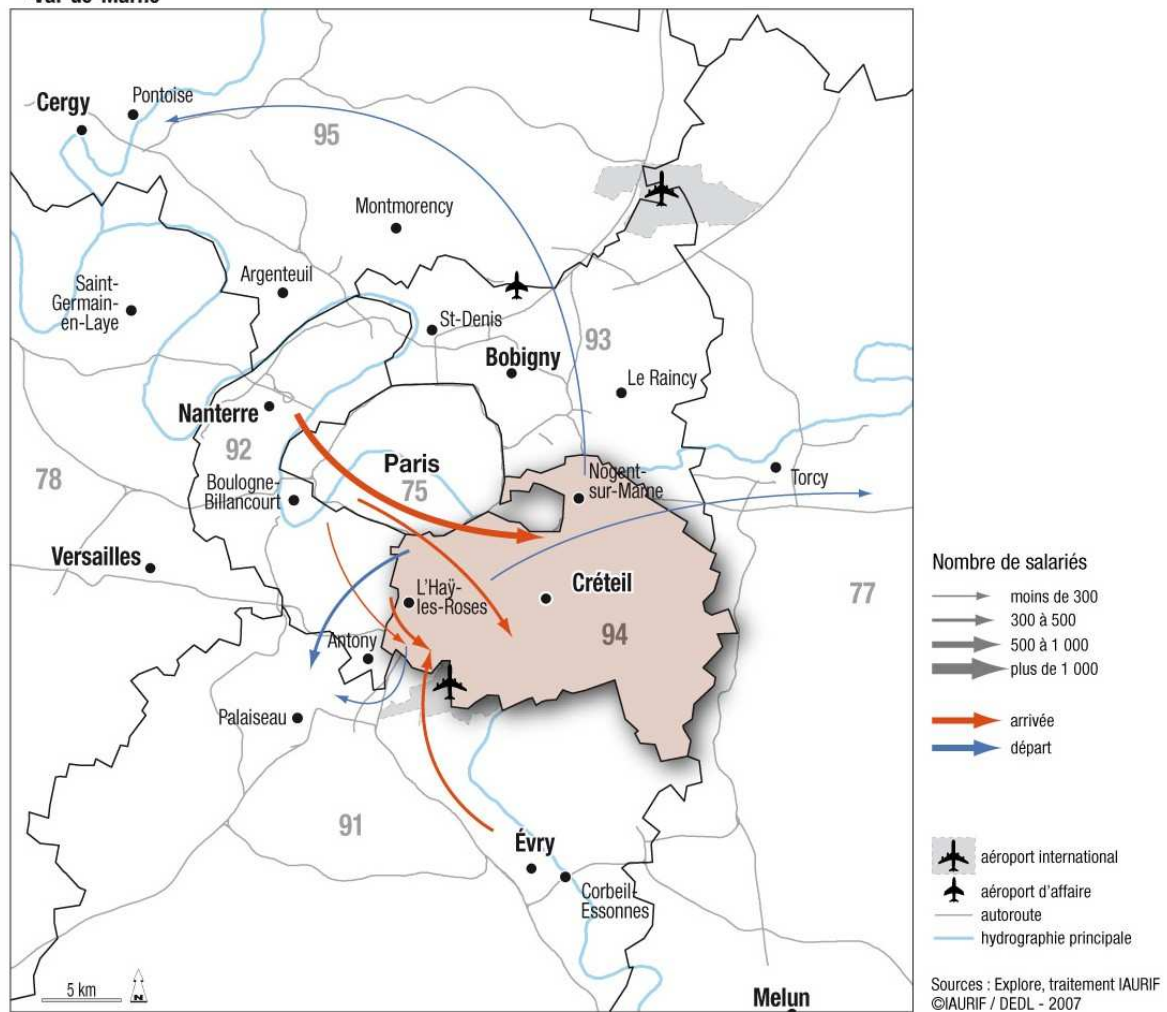
Bilan Val-de-Marne des mouvements : +200 emplois

On note que les arrivées des établissements mobiles (+2 000 emplois) compensent largement les pertes liées aux départs d'établissements (- 1 000 emplois). Ces arrivées proviennent majoritairement des Hauts-de-Seine et dans une moindre mesure des Yvelines.

Les cinq plus importants mouvements d'arrivées (La GENERALE DES EAUX, L'IMPRIMERIE NATIONALE, le Groupe DANONE et COCA-COLA) représentent 90% des arrivées, soit 1 800 emplois. Le secteur des industries agricoles et alimentaires compte les plus importantes arrivées d'emplois (900 emplois et 45% des arrivées).

Les mouvements liés au départ de grands établissements industriels (-1 000 emplois) et les cessations (- 900 emplois) sont à l'origine des pertes d'emplois du département.

Principaux mouvements de salariés des grands établissements industriels entre 2000 et 2006 :
↳ Val-de-Marne



5. Seine-et-Marne

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Seine-et-Marne	Départs 77	Arrivées 77	Mouv intra 77
Industries agricoles et alimentaires	3	3	0
Industrie des biens de consommation	0	0	3
Industrie automobile	0	0	1
Industries des biens d'équipement	2	2	6
Industries des biens intermédiaires	1	1	3
Energie	0	1	0
Total industrie	6	7	13

Effets négatifs sur l'emploi

-3 600

-3 400 Cessations (pures ou avec transferts)

-200 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+1 900

+500 Mobiles

Arrivées

+800

Départs

-300

+1 200 Créations (pures ou avec transferts)

+200 Immobilières (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

Bilan Seine-et-Marne des mouvements : -1 700 emplois

Le département de Seine-et-Marne enregistre peu de mouvements sur la période et un différentiel positif suite aux mouvements des établissements mobiles (+500 emplois). Les plus grosses arrivées proviennent du département de l'Essonne avec DANONE-LU et FACOM.

On peut noter des gains d'emplois suite à la création ou au transfert d'établissements industriels (+1 200 emplois), ce qui n'était pas le cas sur la période précédente. Ces gains d'emplois ne peuvent toutefois pas compenser les pertes essentiellement liées aux cessations d'activité (- 3 400 emplois).

Remarque: Le nombre restreint des grands établissements industriels pérennes dans le département ne nous permet pas de cartographier les principaux mouvements. Les flux sont trop faibles pour être synthétisés sur une carte.

6. Yvelines

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Yvelines	Départs 78	Arrivées 78	Mouv intra 78
Industries agricoles et alimentaires	1	0	0
Industrie des biens de consommation	2	1	0
Industrie automobile	1	3	1
Industries des biens d'équipement	5	7	2
Industries des biens intermédiaires	2	1	5
Energie	0	0	1
Total industrie	11	12	9

Effets négatifs sur l'emploi

-4 300

-3 800 Cessations (pures ou avec transferts)

-500 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+3 200

+2 300 Mobiles

Arrivées

+5 000

Départs

-2 700

+500 Créations (pures ou avec transferts)

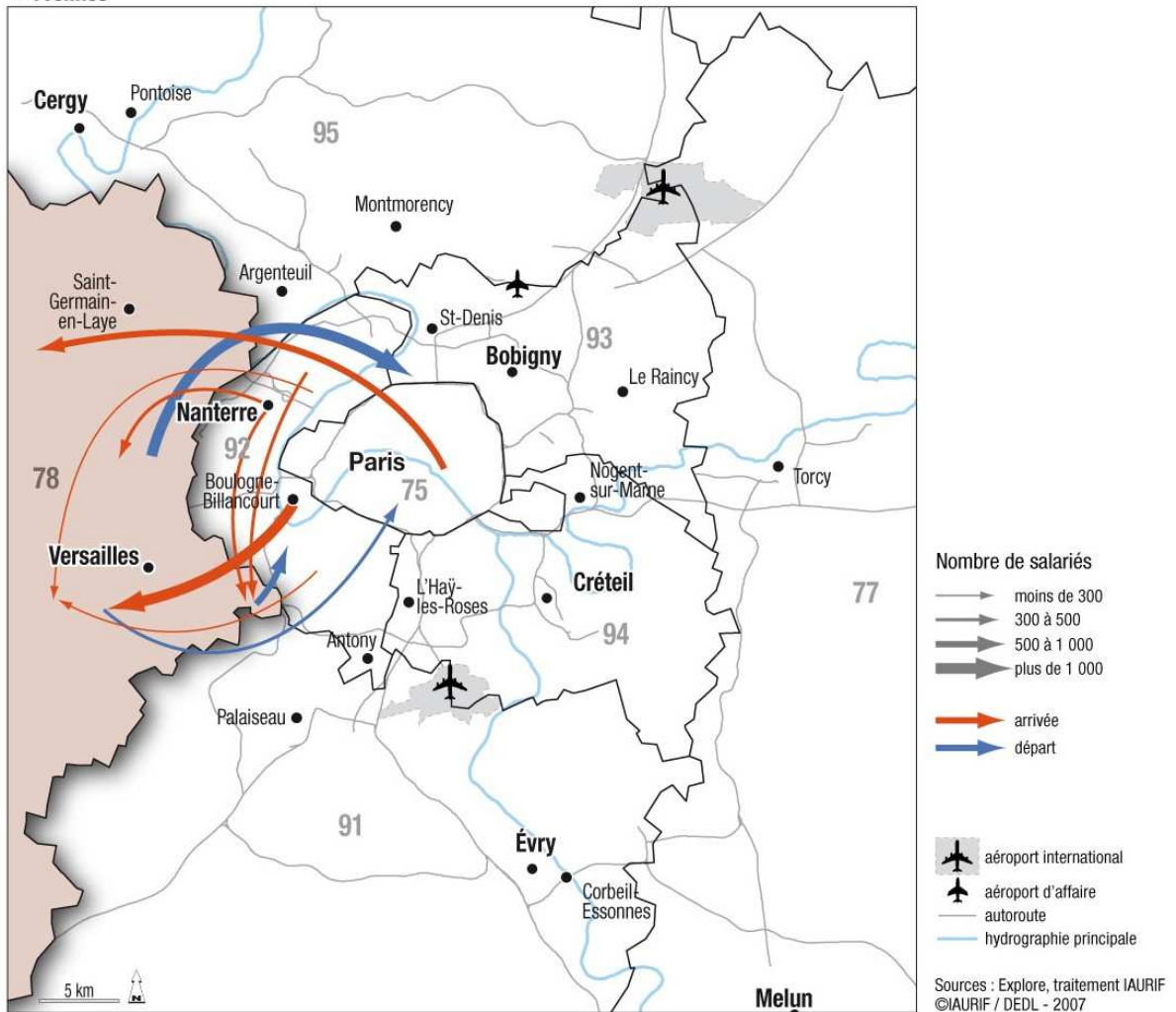
+400 Immobiliers (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

Bilan Yvelines des mouvements :

-1 100 emplois

Les mouvements des établissements mobiles génèrent d'importants gains d'emplois (+2 300 emplois). Les arrivées profitent essentiellement à la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (50% des emplois) où l'implantation de RENAULT à Guyancourt compte pour les trois quarts (en provenance de Boulogne-Billancourt). Les établissements qui emménagent dans le département proviennent pour la majorité des Hauts-de-Seine. Le secteur de l'industrie automobile est à l'origine de la majorité des 3 500 nouveaux emplois, soit 70% des emplois créés par les établissements industriels qui ont emménagé dans le département.

Principaux mouvements de salariés des grands établissements industriels entre 2000 et 2006 :
→ Yvelines



7. Essonne

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Essonne	Départs 91	Arrivées 91	Mouv intra 91
Industries agricoles et alimentaires	2	3	1
Industrie des biens de consommation	2	2	2
Industrie automobile	0	0	0
Industries des biens d'équipement	3	6	10
Industries des biens intermédiaires	1	2	6
Energie	0	0	0
Total industrie	8	13	19

Effets négatifs sur l'emploi

-3 000

-3 000 Cessations (pures ou avec transferts)

0 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+ 2 800

+1 900 Mobiles

Arrivées

+3 300

Départs

-1 400

+800 Créations (pures ou avec transferts)

+100 Immobiliers (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

Bilan Essonne des mouvements :

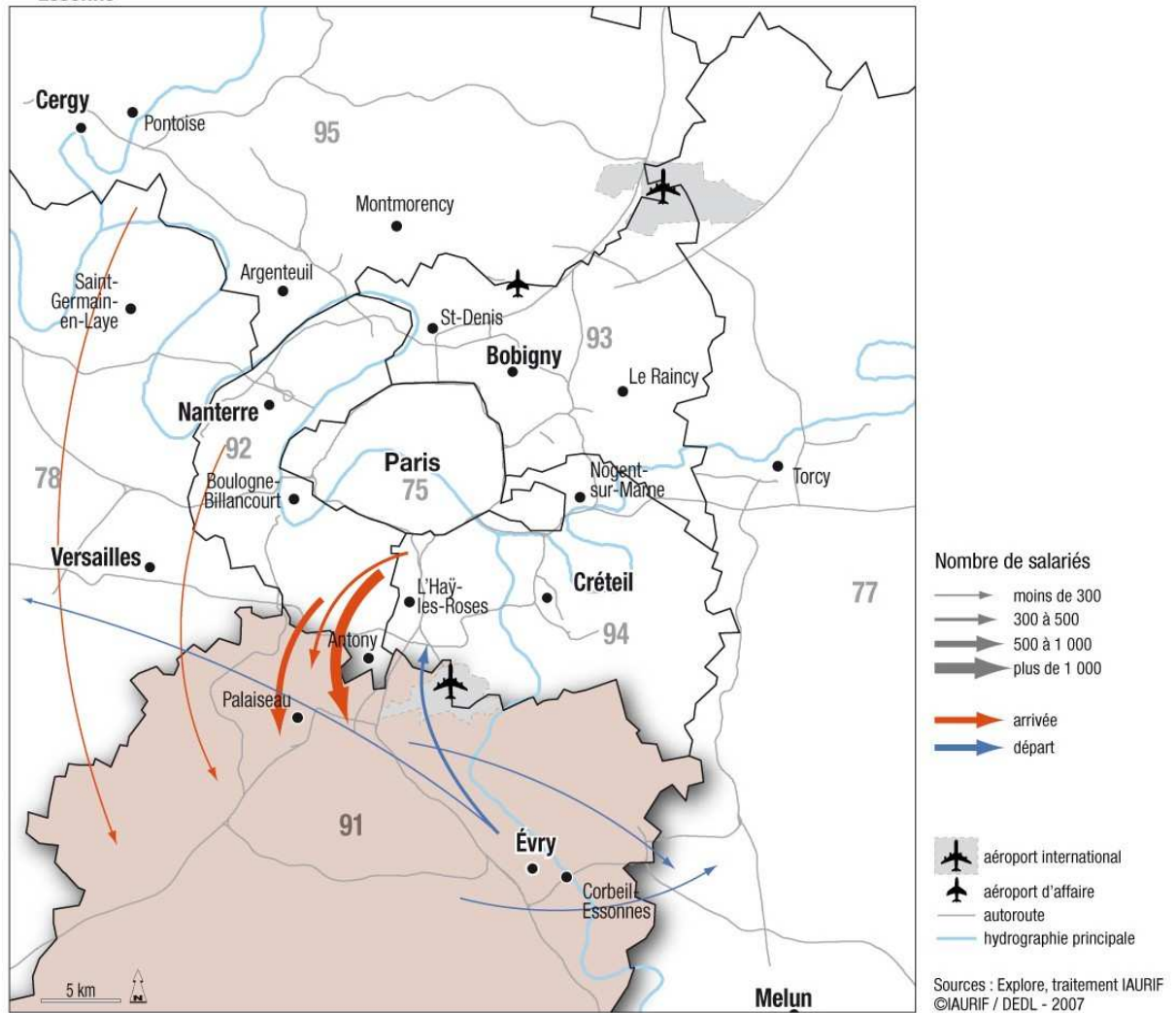
-200 emplois

On observe un relatif équilibre entre les gains et les pertes d'emplois des grands établissements industriels du département de l'Essonne.

Les établissements qui s'installent ont généré des gains d'emplois importants (+1 900 emplois) qui compensent en partie les pertes induites par les établissements qui quittent le département (-1 400 emplois et le départ médiatisé de DANONE-LU et de FACOM) et ceux qui cessent leur activité (-3 000 emplois). Les arrivées se concentrent dans les pôles du nord-ouest du département (Plateau de Saclay-Massy) qui reste particulièrement attractif avec de nombreux pôles de développement scientifique et technologique.

Des polarités se dégagent dans les mouvements intra-départementaux. Massy concentre 60% des arrivées (1 900 emplois). La majorité de ces mouvements intra-départementaux concerne les établissements de l'industrie des biens d'équipement.

Principaux mouvements de salariés des grands établissements industriels entre 2000 et 2006 :
↳ Essonne



8. Val-d'Oise

Mobilité des établissements pérennes (en nombre d'établissements)

Val-d'Oise	Départs 95	Arrivées 95	Mouv intra 95
Industries agricoles et alimentaires	1	1	0
Industrie des biens de consommation	0	2	2
Industrie automobile	1	0	1
Industries des biens d'équipement	2	2	2
Industries des biens intermédiaires	3	2	3
Energie	0	0	3
Total industrie	7	7	11

Effets négatifs sur l'emploi

-1 200

-1 100 Cessations (pures ou avec transferts)

100 Sortis du champ (uniquement ceux qui déménagent hors IDF)

Effets positifs sur l'emploi

+1 000

+700 Mobiles

Arrivées

+1 100

Départs

-400

+200 Créations (pures ou avec transferts)

+100 Immobiliers (uniquement ceux qui augmentent leur nombre de salariés)

Bilan Val-d'Oise des mouvements :

-200 emplois

On observe aussi une relative stabilité de l'emploi dans les grands établissements industriels pérennes du département du Val-d'Oise.

Les emplois créés par l'arrivée d'établissements mobiles (+1 100 emplois) compensent les pertes induites par les départs (-400 emplois) et les cessations d'établissements (-1 100 emplois). Ces mouvements d'arrivées sont pour la moitié à destination de la ville nouvelle de Cergy (mais seulement pour 20% des emplois).

Remarque: Le nombre restreint des grands établissements industriels pérennes dans le département ne nous permet pas de cartographier les principaux mouvements. Les flux sont trop faibles pour être synthétisés sur une carte.

III. MONOGRAPHIES

Ces études de cas ont pour objectif de suivre l'évolution des sites de grands groupes industriels et en particulier ceux ayant engagé des mouvements significatifs de repli ou d'expansion. En effet, le début des années 2000 a vu l'émergence de nouveaux géants de l'industrie se constituer engendrant de fait des réorganisations spatiales de leurs multiples implantations et de leurs effectifs salariés.

Il est particulièrement difficile d'appréhender les "stratégies" des grandes entreprises industrielles à établissements multi-sites. Il s'agit ici d'observer l'évolution spatiale de grands groupes franciliens en essayant de décrypter les nécessités qui sous-tendent les mouvements.

Les monographies qui suivent concernent quelques grandes entreprises multi-sites et leurs mouvements sur la période 2000-2006. Un nombre limité d'entreprises a été retenu, notre attention s'est portée sur :

- ALSTOM pour le secteur des infrastructures d'énergie et de transport;
- SANOFI AVENTIS pour le secteur de la chimie et de pharmacie;
- L'OREAL pour les cosmétiques;
- AREVA pour le secteur de l'énergie;
- RENAULT-NISSAN et PSA pour l'automobile;
- EADS pour l'aérospatiale;
- SAFRAN et THALES pour les équipements liés à l'aérospatial, la défense et la communication;
- ALCATEL-LUCENT pour les télécommunications.

Avertissement :

Les éléments figurant dans cette partie ont été principalement réalisés à partir de sources publiques (presse et bases de données). Ces monographies n'engagent que les auteurs de la présente étude et ne représentent en aucun cas une quelconque position officielle des groupes présentés.

1. ALSTOM

En 1989, Alsthom fusionne avec la branche GEC Power Systems du groupe britannique The General Electric Company et devient ainsi sous le nom de *Gec Alsthom* une coentreprise paritaire franco-britannique, filiale commune de GEC et de Alcatel Alsthom. Par la suite, les deux maisons mères ont choisi de se recentrer sur leurs métiers de base, l'électronique de défense pour GEC (renommée Marconi Plc en 1999) et les télécommunications pour Alcatel Alsthom, devenue entre temps Alcatel. Elles ont décidé de vendre en bourse la majorité (52%) du capital de GEC Alsthom, en conservant chacune 24%. Ce fut la plus grosse opération de mise en bourse d'une société européenne, en dehors des privatisations. Elle remporta un grand succès dans un climat d'euphorie boursière. La nouvelle société, ainsi indépendante depuis 1998, a pris le nom d'Alstom, sans h, plus facile à prononcer dans tous les pays. En juillet 2000, Alstom rachète la société italienne Fiat ferroviaria.

En 2001, Alcatel et GEC cèdent leurs parts (24% chacun) dans Alstom. Affaibli au moment de sa mise en bourse, le groupe connaît une grave crise financière en 2003, peu de temps après le remplacement de son président-directeur général. Cette crise, aggravée par les difficultés de délivrance des cautions bancaires, est surmontée en moins de deux ans notamment grâce à deux augmentations de capital, l'intervention de l'État (finalement autorisée par la Commission européenne après une négociation difficile avec le gouvernement français) et la mise en œuvre d'un important programme de cessions.

Le 9 janvier 2004, Alstom cède ainsi à Areva son activité transmission et distribution (Alstom T&D). Fin 2005, Alstom cède à Barclays Private Equity son activité Power Conversion qui prendra le nom de Converteam début 2006. En 2006, Alstom décide de se séparer de ses chantiers navals, les Chantiers de l'Atlantique et Leroux Naval.

Seul le siège du groupe est installé dans Paris intra-muros. Historiquement installé dans le 16^{ème} arrondissement, il a déménagé pour l'immeuble lui faisant face au sein de l'avenue Kléber en 1999 puis à Levallois au début des années 2000.

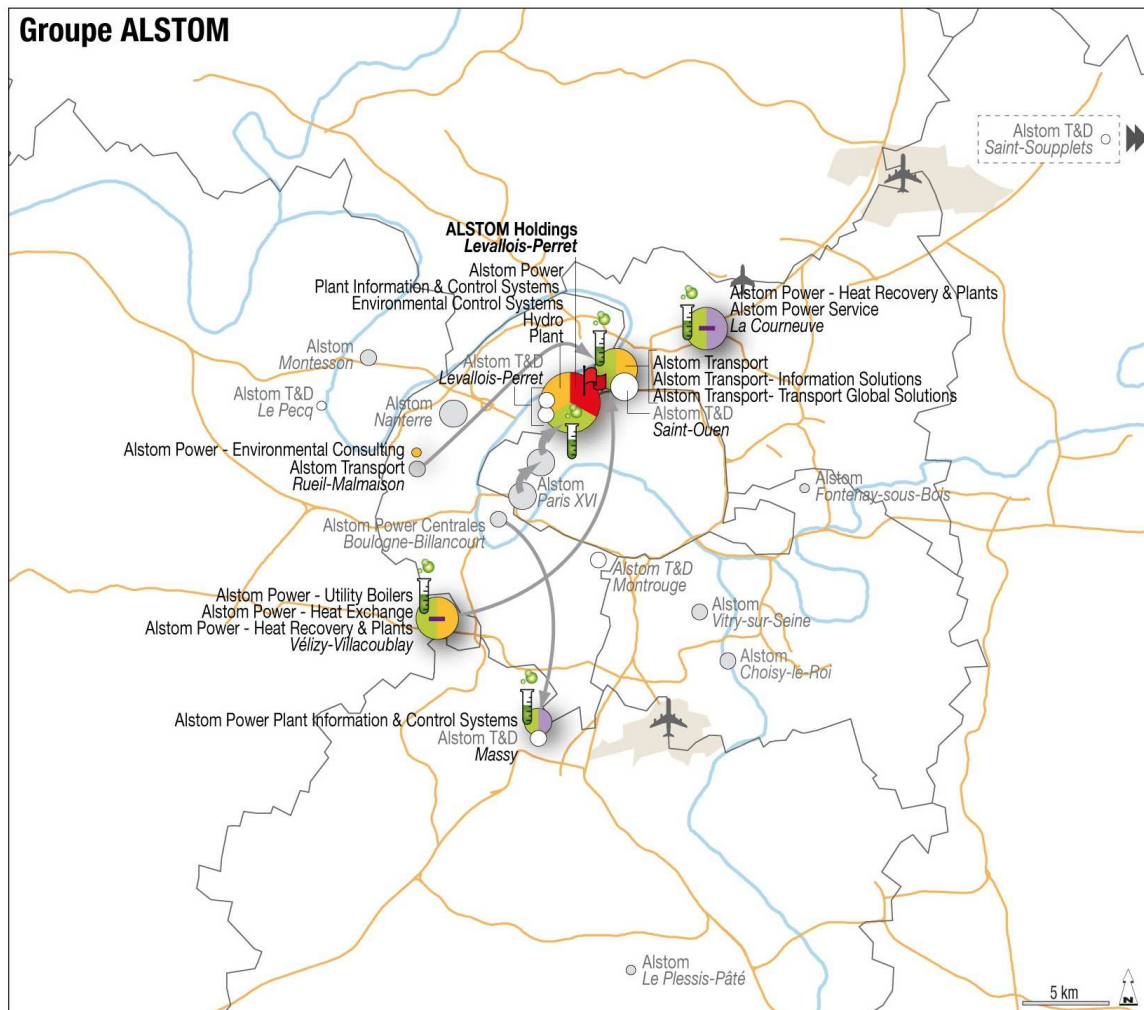
Ce déménagement des locaux de prestige semble provenir d'une volonté de meilleure rationalisation des m² et de concentration des directions des filiales et de la direction générale en un même lieu. Les locaux de l'ensemble d'immeubles *le Sextant* à Levallois sont récents et offrent une bonne accessibilité avec la proximité du terminus de la ligne 3 du métro (Pont de Levallois-Bécon). Ce regroupement peut paraître aller à contre sens des phénomènes à l'œuvre où de nombreuses directions de groupe semble ne plus avoir vocation à rester auprès de la direction générale.

La politique immobilière d'Alstom démontre une concentration des sites depuis ces dix dernières années. Polarisation des sites autour d'une des activités majeures du groupe, les transports à Saint-Ouen, les nombreuses activités "Power" à Vélizy-Villacoublay, La Courneuve et Massy.

De nombreuses implantations de proche couronne ont disparu et ont dû rejoindre les 4 principaux sites actuels (Saint-Ouen, Vélizy-Villacoublay, La Courneuve et Massy). Les implantations actuelles possédaient peut-être des réserves foncières qui ont facilité et renforcé cette stratégie spatiale.

Cette concentration géographique répondrait au double objectif:

- de réduction des coûts immobiliers en s'éloignant du centre et réduction des coûts de fonctionnement par effet de mutualisation.
- de renforcement des synergies entre les salariés.

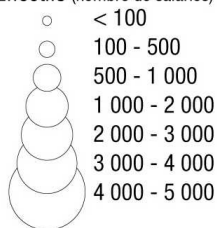


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- adresse juridique du siège
- immeuble central (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



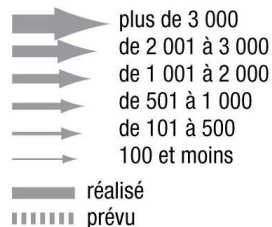
Sources : Traitement IAURIF / DEDL
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site vendu
- site fermé
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)



- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

2. AREVA

Areva est un groupe industriel français spécialisé dans les métiers de l'énergie. C'est le seul groupe présent dans l'ensemble des activités industrielles liées à l'énergie nucléaire: mines, chimie, enrichissement, combustibles, services, ingénierie, propulsion nucléaire et réacteurs, traitement, retraitement, assainissement-démantèlement.

Il est principalement constitué d'Areva NC (« Nuclear Cycle » spécialisé dans le cycle du combustible nucléaire, anciennement *Cogema*), d'Areva NP (« Nuclear Power », construction de centrales nucléaires, anciennement *Framatome ANP*), d'Areva T&D (transmission et distribution d'électricité) racheté à Alstom en 2004, et de leurs filiales.

Le groupe est particulièrement bien implanté en Ile-de-France. Les activités franciliennes sont centrées sur des activités de commandement et d'administration du groupe et des activités de recherche et d'études techniques.

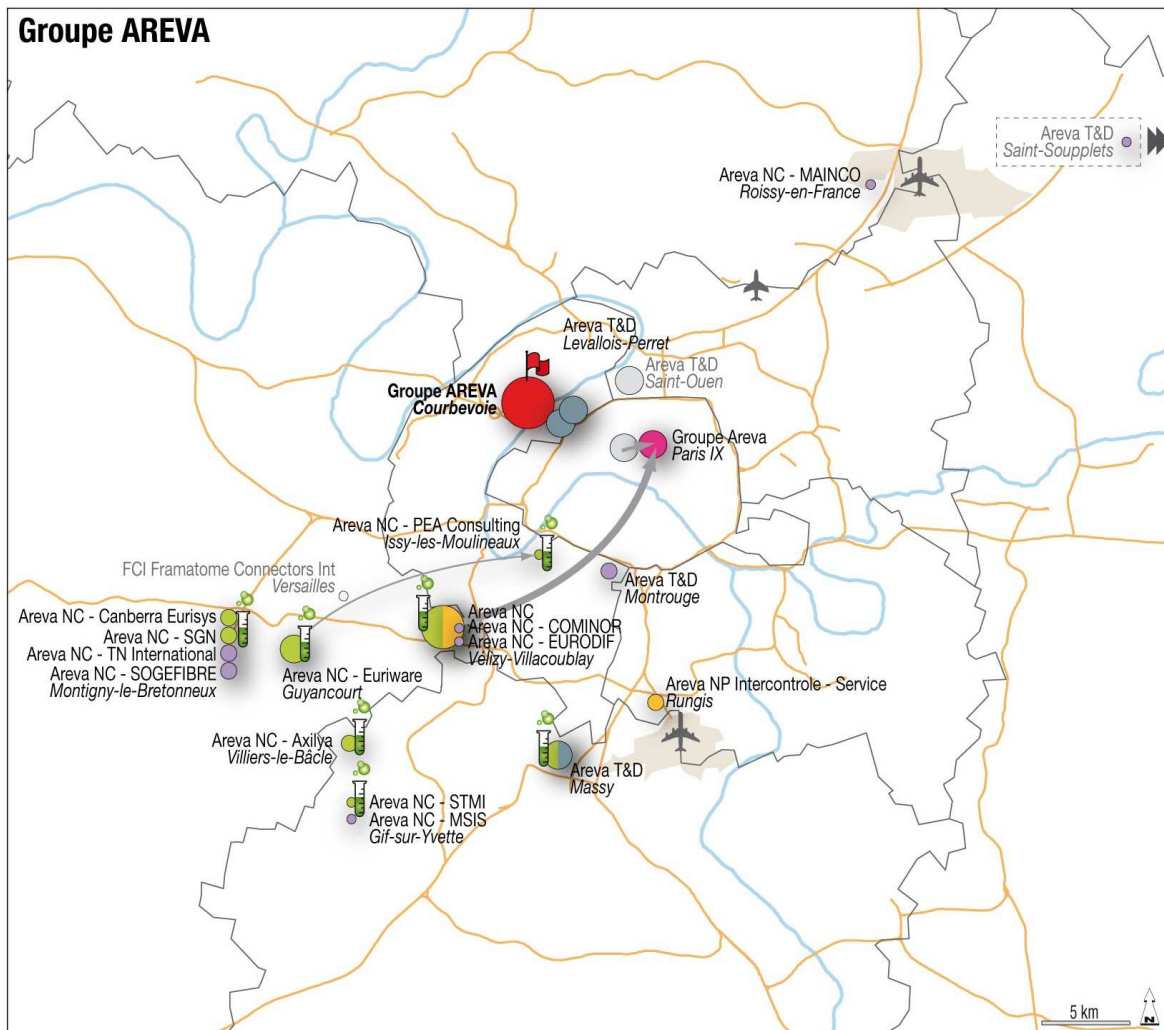
Le groupe a implanté son siège social mondial dans la tour de l'ancien siège de Framatome à la Défense (ancienne tour Fiat-1974) haute de 44 étages. Cette tour, deuxième par sa hauteur, de la Défense est un symbole de puissance pour ce groupe mondial. Le prestige du quartier des affaires de la Défense ainsi qu'une bonne accessibilité lui confère un rôle central dans les localisations franciliennes.

Areva conserve cependant une adresse parisienne dans le 9^{ème} arrondissement, après un déménagement de la rue Lepeletier vers le 33 rue de Lafayette dans un îlot bordé par les rues La Fayette, Laffitte, Saint-Georges et de la Victoire. Il s'agit d'immeubles de bureaux ultra modernes (restructuration complète achevée fin 2005) de très haut standing au cœur du centre financier parisien qu'AREVA a pris en location dans sa totalité (28 000 m² et 300 parkings) pour les activités de ressources humaines, de communication (service de presse), la fondation d'entreprises Areva ... Le rôle de la centralité reste encore fort pour ces activités, mais la fonction de prestige et de puissance jouent toujours pour beaucoup dans ce type de localisation. En effet, les questions énergétiques et en particulier liées au nucléaire sont stratégiques pour le pays et engendrent de nombreuses relations avec l'Etat.

Les activités NC sont principalement situées dans le croissant technologique. Une unité de direction opérationnelle est située à Vélizy-Villacoublay. Ce site est en réorganisation, il a d'ailleurs envoyé certaines de ses fonctions au nouveau siège de la rue Lafayette. Ce bâtiment de 17 800 m² de bureaux a fait l'objet d'un bail dérogatoire afin être prolongé jusqu'en septembre 2007. Le bâtiment doit être restructuré dès le départ d'Areva. Il semblerait donc envisageable qu'une réorganisation spatiale intervienne très rapidement. De nombreuses filiales de recherche et de développement détenues à 100% par Areva NC se situent à proximité de Vélizy dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et dans le nord-ouest de l'Essonne.

Les activités T&D ont été restructurées lors du rachat de cette branche "Transmission et Distribution" à Alstom, et elles ne sont peut-être pas terminées. La fermeture médiatique de l'usine de Saint-Ouen, site de fabrication des transformateurs électriques qui employait près de 300 salariés est le remaniement majeur en Ile-de-France. Le site de Montrouge semble subsister et celui de Massy s'est agrandi début 2006 avec un nouvel immeuble développant 13600 m² de bureau (60% en location par Areva) attenant aux installations déjà existantes.

Enfin Areva NP (anciennement Framatome ANP), est implanté au siège, dans la tour Areva à la Défense et seule la direction d'une filiale d'Areva NP nommée Intercontrôle est localisée en Ile-de-France (Rungis-3 150 m² de bureaux).

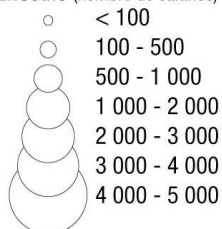


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- ▣ adresse juridique du siège
- immeuble central (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



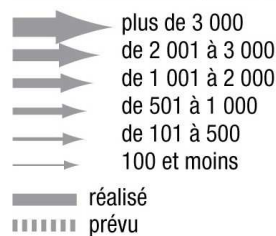
Sources : Traitement IAURIF / DEDL
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site vendu
- site fermé
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)



- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

3. SANOFI AVENTIS

Sanofi Aventis est un groupe pharmaceutique français qui a été créé en 2004 par la fusion de Sanofi-Synthélabo et d'Aventis. Sanofi est issu de la fusion des filiales pharmaceutiques des groupes L'Oréal (Synthélabo) et Sanofi (Elf puis Total). Aventis est le résultat de multiples fusions comprenant des groupes français (Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf), allemand (Hoechst), américain (Rorer, Marion) et britannique (Fisons).

Ces deux groupes comptent de nombreuses implantations en Ile-de-France qui ont engendré des regroupements lors de la fusion et il semble que les mutations spatiales du groupe ne soient pas encore arrivées à leur terme. L'ensemble des implantations tend à s'organiser dans les arrondissements du sud de Paris et dans la première couronne sud de l'Ile-de-France.

Les différents sièges et sites de directions du groupe sont installés dans Paris et en très proche couronne (Gentilly). Le siège mondial du groupe Sanofi Aventis est installé au sein de la ZAC Paris rive gauche dans un immeuble moderne (ancien siège de Sanofi-Synthélabo). Dans le 14^{ème} arrondissement, le siège de Sanofi-Aventis France est installé sur 36 000 m² de bureau dans un immeuble ultra moderne, visible du périphérique ayant une image symbolique forte à côté du siège voisin de Pfizer France. Un bâtiment quai de la Rapée (12^{ème} arrondissement), anciennement site de direction d'Aventis, accueille toujours des directions du groupe. Enfin, deux importants sites à Gentilly (ex-Sanofi-Synthélabo) accueillent aussi diverses directions du groupe.

On peut noter que la majorité des implantations de direction du groupe sont des anciennes implantations de Sanofi (excepté le bâtiment du quai de la Rapée), l'ancien siège du groupe européen Aventis était lui situé à Strasbourg. Il est important de rappeler que c'est Sanofi qui a absorbé Aventis, il faut donc bien voir que les anciennes implantations Sanofi sont privilégiées et c'est clairement le cas dans le domaine de la recherche et développement. En ce qui concerne les sites de direction, leur nombre important laisse présager de réorganisations spatiales à court terme.

Les sites cumulant les fonctions industrielles, de centre de R&D et parfois même de direction sont encore dans une phase de regroupement. Les actuels sites moteurs sont les sites de Chilly-Mazarin, Antony, Massy et Vitry-sur-Seine/Alfortville. Le site de Chilly-Mazarin a beaucoup progressé en termes d'emplois (1 500 à terme) depuis la fusion. Il devrait, en 2008, absorber les sites de Rueil-Malmaison et de Bagneux (ex-Sanofi) devenus trop petits et trop dispersés.

La commune d'Antony a subi une réorganisation complexe. Deux anciens sites Aventis ont été fermés (Aventis Animal Nutrition et Aventis Propharm) au profit du site majeur d'Antony (ex-Aventis) qui cumule désormais des fonctions de recherche, de développement et de direction. Il semble devoir devenir une plate forme stratégique au barycentre des différents sites du groupe en Ile-de-France. Il a récemment accueilli une partie des activités recherche du site fermé de Romainville et le site de Montrouge. Un second site a été retenu à Antony. Une partie des bureaux de l'immeuble Antony Parc qui vient d'être réalisée (livrée en 2007) à proximité de la A86 a récemment été louée par le groupe pour des activités tertiaires.

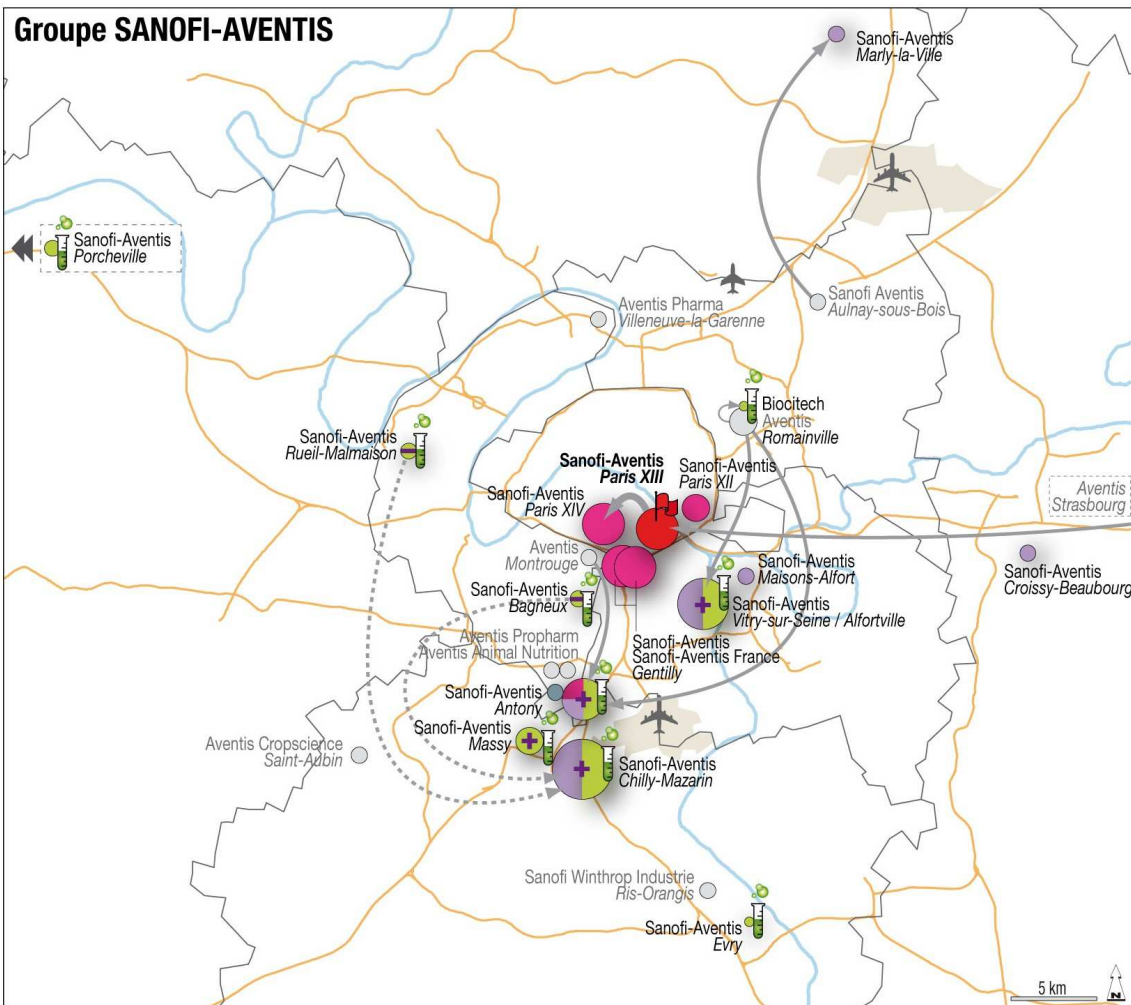
Le centre de recherche de Massy, bâtiment high tech (implantation post fusion en location de 6 702 m² de bureaux ; 2/3 du bâtiment) dans l'immeuble Atlantis confirme la volonté du groupe de créer un important pôle de recherche dans ce secteur à fort potentiel scientifique.

Enfin le site Vitry-sur-Seine/Alfortville est constitué de deux emprises dont une particulièrement conséquente sur Vitry, se faisant face, séparées par la Seine. Un bâtiment de recherche, de laboratoires et de bureaux supplémentaires (7 000 m²) a été construit à Vitry en 2006.

Une rationalisation des implantations a été engagée et une logique de proximité a été recherchée (l'ensemble de communes limitrophes Antony, Massy et Chilly-Mazarin et l'ensemble Vitry-sur-Seine, Alfortville et Maisons-Alfort).

Les sites du groupe anciennement Aventis situés au nord et au nord-est (Villeneuve la Garenne, Romainville et Aulnay-sous-Bois) ont été purement supprimés.

Un transfert a été décidé pour les implantations plus particulièrement liées aux activités de maintenance et de logistique d'Aulnay-sous-Bois vers Marly-la-Ville (45 000 m² disponibles), à proximité de l'A1 et de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.

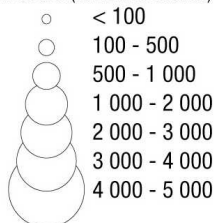


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- adresse juridique du siège
- immeuble central (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



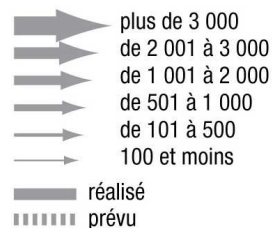
Sources : Traitement IAURIF / DEDL
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site vendu
- site fermé
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)



- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

4. L'OREAL

L'Oréal est un groupe industriel français spécialisé dans les cosmétiques et la beauté. L'organisation de ce groupe est complexe. En effet, il est depuis plusieurs années le premier mondial du secteur et est organisé en très nombreuses filiales en France et dans le monde. On rappelle ici que les filiales représentées sur la cartographie sont détenues à plus de 99% par L'Oréal (sauf L'Oréal Produits de Luxe France représenté mais détenue qu'à 75%).

Les activités localisées dans Paris intra muros sont principalement des activités de commandement. Les implantations parisiennes sont situées au cœur du quartier du luxe (8^{ème} et 1^{er} arrondissements) dans des immeubles anciens de standing qui participent au prestige et à la renommée du groupe. Le siège social du groupe est implanté rue Royale. Au-delà de ses implantations parisiennes, les différents sites franciliens de L'Oréal sont particulièrement soignés quelles que soient leurs fonctions.

Historiquement, L'Oréal est très fortement implanté à Clichy. En effet, dès 1976, François Dalle (alors Président Directeur-Général) et Liliane Betancourt (fille du fondateur) font édifier un important ensemble de bureaux à l'emplacement de l'ancienne usine Monsavon (rue Martre à Clichy). Le but était de regrouper les diverses directions techniques et commerciales alors dispersées dans Paris. Cet ensemble de bureaux reste aujourd'hui un site de direction majeur du groupe : le centre Eugène Schueller. La ville de Clichy concentre aussi deux centres de recherche et deux autres sites tertiaires, ainsi que la direction de sa filiale financière Sparlys.

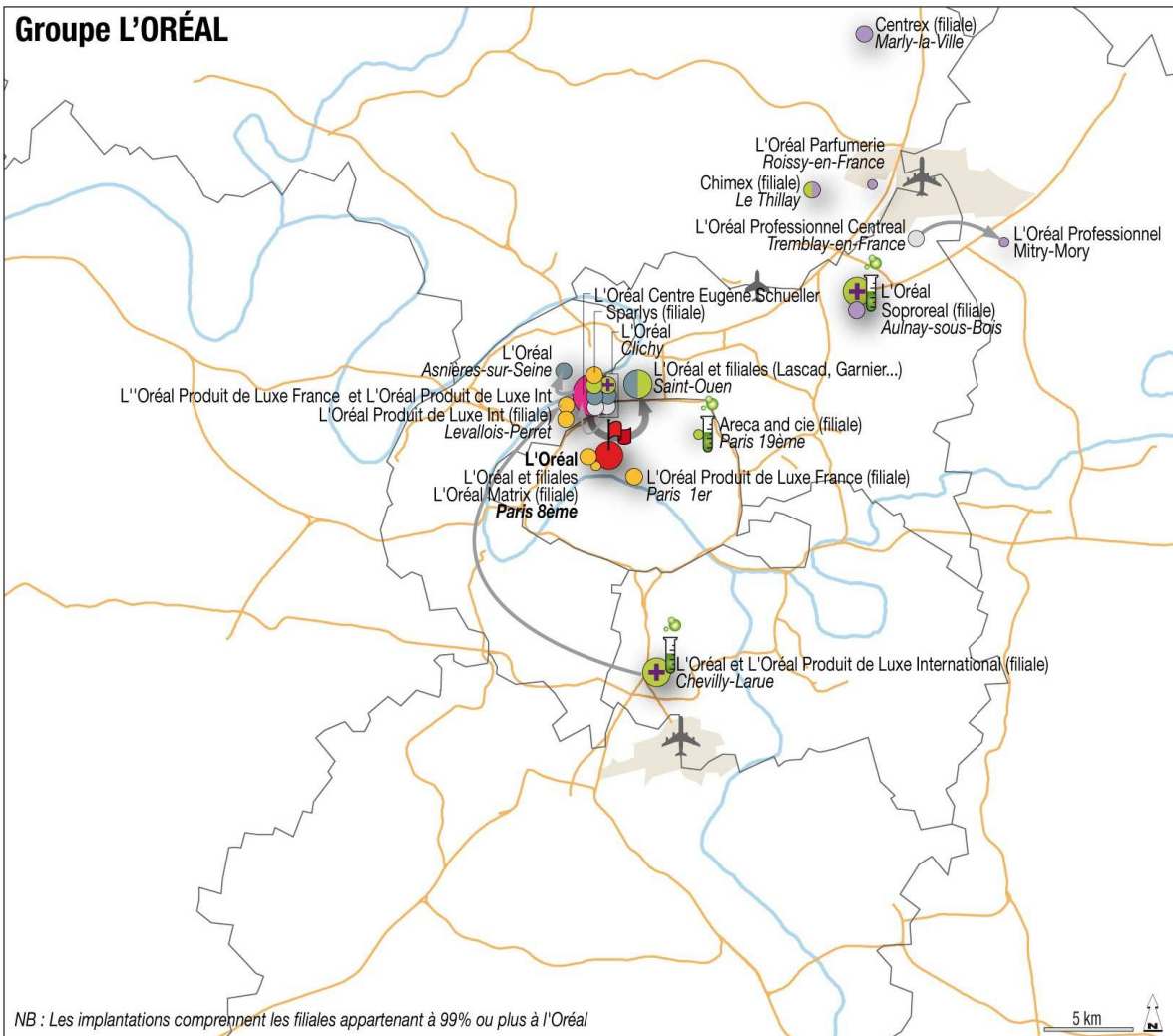
A partir de Clichy, le groupe va se développer en implantant des sites dans les communes limitrophes de Levallois-Perret puis de Saint-Ouen et enfin d'Asnières-sur-seine. Ces sites accueillent des fonctions de direction, des activités tertiaires techniques et commerciales du groupe et des diverses activités des filiales. Levallois-Perret compte deux sites de filiales particulièrement conséquents (un important ensemble de bureaux en verre, rue Danton et un important ensemble en U rue Pasquier).

A Asnières-sur-Seine, L'Oréal s'est installé en 2003 dans le bâtiment moderne de standing River Plaza. Ce site a été choisi en raison de sa qualité intrinsèque et de sa situation de proximité par rapport au siège de Clichy où ses collaborateurs travaillaient précédemment. Asnières compte deux autres sites où le groupe a installé deux de ses filiales, le premier site abrite, dans un immeuble de bureaux, le siège international de L'Oréal Cosmétique Active, le second établissement est un immeuble moderne avenue Henri Barbusse.

Les deux centres de recherche et développement majeurs sont à Chevilly-La-Rue au sein des locaux historiques de Lancôme (bâtiment en pierres de taille surnommé le Petit Versailles de la Parfumerie) et à Aulnay-sous-Bois avec un centre de recherche ultra moderne.

L'unique site de production francilien est à Aulnay-sous-Bois (réalisé par Valode et Pistre, fort geste architectural). En effet, L'Oréal voulait garder une unité en Ile-de-France malgré les nombreuses contraintes urbaines et foncières en particulier (le terrain utilisé était de 4 hectares pour 10 ou 12 pour les projets en province).

Enfin, on constate une forte concentration de sites de logistique autour de l'aéroport international de Roissy. Les entrepôts de L'Oréal Parfumerie de Roissy montrent une recherche de qualité architecturale des sites du groupe L'Oréal. Récemment, le centre de logistique de Tremblay a déménagé vers Mitry-Morvy pour une surface plus grande (11 600 m² à 15 700 m²) dans la zone d'activité Central Parc toute proche.

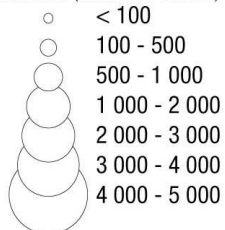


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- adresse juridique du siège
- immeuble central (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



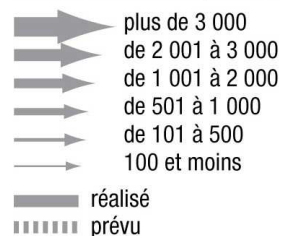
Sources : Traitement IAURIF / DEDL
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site vendu
- site fermé
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)



- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

5. RENAULT-NISSAN

Le groupe Renault-Nissan compte environ 27 000 salariés en Ile-de-France répartis sur des sites de tous types : industriels et logistiques (6 000 salariés), R&D (13 000 salariés), siège et tertiaires (7 000 salariés). Les effectifs de R&D sont en forte progression depuis 2000, tandis que ceux liés à la production reculent.

La fermeture de l'usine de Billancourt en 1992 est emblématique d'un remaniement important du dispositif du groupe en Ile-de-France. L'inauguration du Technocentre de Guyancourt en 1998 marque de son côté la première étape d'un redéploiement des activités tertiaires et de R&D hors de la zone dense de l'agglomération. Ce nouveau site totalement dédié à la R&D fera l'objet de plusieurs extensions en 2001 et 2004 pour accueillir au final près de 11 000 personnes, en incluant les collaborateurs des fournisseurs de premier rang. Il a pour vocation de concentrer et coordonner la recherche du groupe en lien avec le site de Rueil-Malmaison spécialisé dans les moteurs, ainsi que les sites de Lardy en Essonne et d'Aubevoye en Haute-Normandie pour les essais.

Parallèlement le site du siège de Boulogne entre en restructuration avec la libération des terrains du trapèze de Boulogne, donnant lieu à plusieurs opérations-tiroirs. A cette occasion en 2005 un nouveau site est occupé au Plessis Robinson qui accueille 3 000 collaborateurs issus du siège central de Boulogne (directions informatiques, commerciale France et internationale). Celui-ci pourrait poursuivre sa croissance avec l'arrivée d'autres directions du groupe. En conséquence, le site du siège central à Boulogne Billancourt compte désormais 2 200 salariés contre plus de 5 000 en 2004. La question du futur site du siège du groupe n'est pas définitivement tranchée tant en termes de taille que de localisation et dépendra des objectifs privilégiés. Ainsi, si



Siège de Renault Boulogne Billancourt
Crédit photo:Serge.Charonnat-Renault

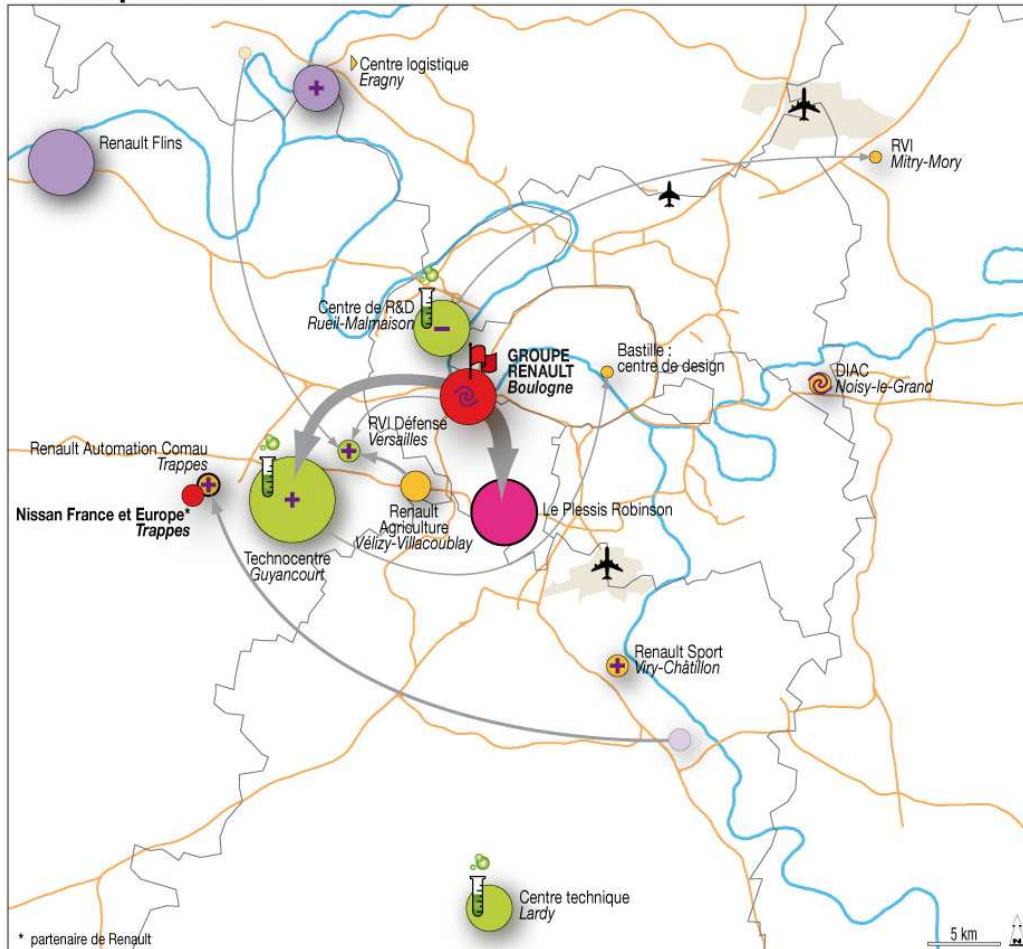
des disponibilités foncières existent sur le site historique de Boulogne pour bâtir un nouveau bâtiment, d'autres options sont possibles, par exemple un rapprochement vers les équipes techniques.

Cette ré-organisation géographique du groupe participe de plusieurs logiques où domine celle de réduction globale des coûts. La localisation différenciée des effectifs liés au siège selon une logique fonctionnelle front/back office a présidé au choix du site du Plessis-Robinson en profitant des coûts immobiliers réduits tout en bénéficiant d'une relative proximité avec Boulogne.

Par ailleurs, des réflexions sont en cours sur l'ensemble des sites tertiaires pour optimiser l'espace par salarié en jouant sur l'occupation moyenne des bureaux. Avec un taux d'occupation qui serait de l'ordre de 80 à 85% aujourd'hui, on imagine les économies de surfaces réalisables pour un parc immobilier avoisinant 500 000 m² de bureaux en Ile-de-France. Une réorganisation des bureaux en libre service de type paysages, rassemblés au sein de pools est une solution avancée pour atteindre l'objectif de s'approcher d'un taux d'occupation de 100%.

Principaux mouvements ayant concerné des établissements centraux, des directions d'unités opérationnelles ou des centres de R&D entre 2000 et 2007

↳ **Groupe RENAULT**

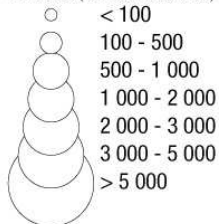


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- adresse juridique du siège
- immeuble (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- ▶ fonction de siège d'unité opérationnelle minoritaire dans le site
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



Sources : Traitement IAURIF / DEDL - TP
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site créé
- site fermé
- ⤿ réorganisation / redéploiement au sein de la commune
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)

- ▶ plus de 3 000
- ▶ de 2 000 à 3 000
- ▶ de 1 000 à 2 000
- ▶ de 500 à 1 000
- ▶ de 101 à 500
- ▶ 100 et moins

- ▶ réalisé
- ▬▬▬▬▬ prévu

- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

6. GROUPE PSA

Avec 34 000 salariés estimés en 2006 en Ile-de-France (37 000 avec l'ensemble des filiales Gefco, Faurecia, PSA Moteur), le groupe PSA est le principal employeur en Ile-de-France de notre échantillon.

Ses implantations sont constituées par des sites industriels et logistiques qui rassemblent près de 50% des effectifs de groupe en Ile-de-France, des centres de R&D et centres techniques d'essais, ainsi que les sièges du groupe et de ses différentes unités opérationnelles (environ 7 000 salariés).

Depuis plusieurs années, le groupe a choisi de renforcer ses implantations sur deux pôles, avec à la clé d'importants mouvements. Différents objectifs étaient poursuivis à travers cette réorganisation : réduction des coûts immobiliers (passage au locatif dans l'immobilier tertiaire), réduction des déplacements de collaborateurs, optimisation du fonctionnement interne, avec le souci de privilégier l'accessibilité, tout cela sous la contrainte des implantations existantes difficiles à déplacer.

Vélizy devient un des principaux sites de R&D du groupe avec l'inauguration en 2004 d'un nouveau bâtiment qui abrite le centre de design dont une partie des effectifs est issue du site de La Garenne Colombes.

C'est aussi ici que se trouve le siège de la principale unité opérationnelle du groupe : Peugeot Citroën Automobiles, responsable de l'ensemble des activités industrielles du groupe (conception, production) y assure la gestion des actifs correspondants. L'intérêt de ce regroupement réside dans la proximité géographique entre la direction opérationnelle et ses « troupes ». Le site de Vélizy est désormais considéré comme relativement saturé et ne devrait plus croître de façon significative.

Le site de Poissy qui outre l'usine terminale accueille depuis 2004 un centre tertiaire qui abrite 4 000 personnes issues des directions des achats, et juridique du groupe.

Ces effectifs et leurs directions étaient auparavant implantées au siège central du 16^{ème} arrondissement et à La Défense pour la direction des achats.

Les sites centraux (environ 2 900 salariés) abritent le siège du groupe PSA et le siège de Peugeot

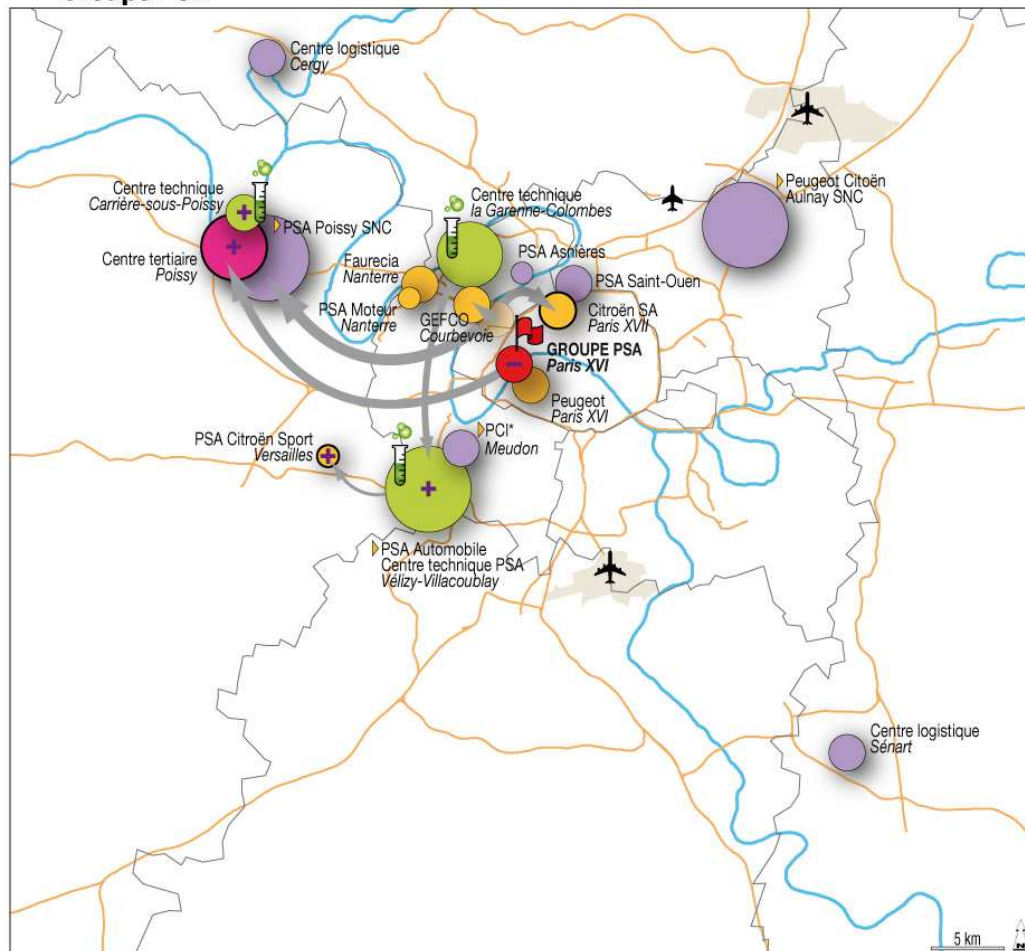


Siège du groupe PSA
PSA Peugeot Citroën, Direction de la communication - Muratet

Automobiles avec 1 700 personnes dans un ensemble immobilier situé avenue de la Grande armée 16^{ème} arrondissement, ainsi que le siège d'Automobiles Citroën situé dans le 17^{ème} arrondissement (de l'ordre de 1 200 salariés). Ces deux unités opérationnelles regroupent les activités commerciales des deux marques. Les implantations parisiennes se trouvent globalement renforcées grâce à l'arrivée du siège de Citroën depuis Neuilly. Cependant, les sites centraux dans leur acception globale (de Paris à La Défense) sont en décroissance au profit de Poissy. En dehors des raisons historiques, la présence du siège social au centre de l'agglomération n'est pas perçue selon nos interlocuteurs comme étant vitale, seule la direction de la communication dont les partenaires au quotidien sont exclusivement à Paris, a clairement vocation à disposer d'une localisation centrale.

Principaux mouvements ayant concerné des établissements centraux, des directions d'unités opérationnelles ou des centres de R&D entre 2000 et 2007

↳ Groupe PSA

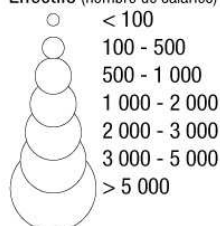


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- adresse juridique du siège
- immeuble (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- ▶ fonction de siège d'unité opérationnelle minoritaire dans le site
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



Sources : Traitement IAURIF / DE DL - TP
©IAURIF / DE DL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site créé
- site fermé
- ⤿ réorganisation / redéploiement au sein de la commune
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)

- ➔ plus de 3 000
- ➔ de 2 000 à 3 000
- ➔ de 1 000 à 2 000
- ➔ de 500 à 1 000
- ➔ de 101 à 500
- ➔ 100 et moins

- ➔ réalisé
- ➔ prévu

- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

7. EADS

Le groupe européen d'aéronautique et de défense EADS créé en 2000 à partir de diverses sociétés dont Matra et Aérospatiale pour la France, a son siège aux Pays-Bas, tandis que chaque pays associé (Allemagne, Espagne et France) dispose d'un siège corporate national.

EADS dont la société mère ne compte que 600 salariés en propre au niveau mondial est un groupe composé de nombreuses filiales fortement autonomes et dont les principales en Ile-de-France sont Astrium, Space transportation, MBDA, Defense Systems, Eurocopter, SECA.

A cet ensemble s'ajoute le centre de recherche corporate du groupe à Suresnes. Le groupe EADS compte ainsi environ 15 000 collaborateurs en Ile-de-France.

Le groupe EADS a hérité d'un important patrimoine immobilier issu des sociétés qui le constituent et dont une grande partie (en France notamment) était majoritairement détenue par l'Etat. Il doit donc gérer ses réorganisations géographiques en fonction de ce patrimoine existant dont il reste propriétaire dans la majorité des cas. Cependant, afin d'apporter plus de souplesse, le groupe accroît la part du locatif dans son mode d'occupation au gré des réorganisations. La géographie du groupe EADS est donc avant tout le fruit de l'histoire.

Ainsi, le siège corporate France d'EADS qui compte 350 salariés, est situé à Paris 16^{ème} dans le site historique d'Aérospatiale. Ce site procure la proximité jugée essentielle avec les centres de décisions publics et privés parisiens. Cependant, une partie des directions du siège a été décentralisée à Suresnes dans des locaux proches du centre de recherche corporate nouvellement créé, sur un site qui a abrité les premières usines de l'avionneur Blériot.

Afin de gérer la création d'EADS en 2000, le groupe a pratiqué plusieurs réorganisations de ses implantations en Ile-de-France en se séparant de sites en propriété et en optant sur ses nouveaux sites pour la location. Ainsi, en 2002 il a procédé au rassemblement de ses effectifs de recherche à Suresnes pour créer le Corporate Research Centre avec 1 500 collaborateurs sur un seul site de 34 000 m².

Par ailleurs, deux grosses opérations sont en cours, impulsées par les filiales, avec la concentration des effectifs de MBDA au Plessis Robinson et celle d'EADS Defense Communication Systems à Elancourt.

MBDA, auparavant implanté sur 3 sites (le siège à Châtillon et les sites de Vélizy-villacoublay), se regroupe donc avec ses 4 000 salariés sur un site de 67 000 m² construit et livré clef en mains, offrant des possibilités de développement jusqu'à 80 000 m². Ici il s'agit sur un nouveau site de créer une dynamique nouvelle entre les équipes issues d'Aérospatiale et celles issues de Matra. De son côté EADS Defense Communication Systems quitte les 9 sites qu'il occupait en Ile-de-France, principalement à Guyancourt, Vélizy-Villacoublay et Voisins-le-Bretonneux pour y rassembler 2 500 collaborateurs à Elancourt dans des locaux de 50 000 m² auparavant occupés par Thalès qui en profite pour investir les locaux d'EADS de Vélizy laissés vacants.

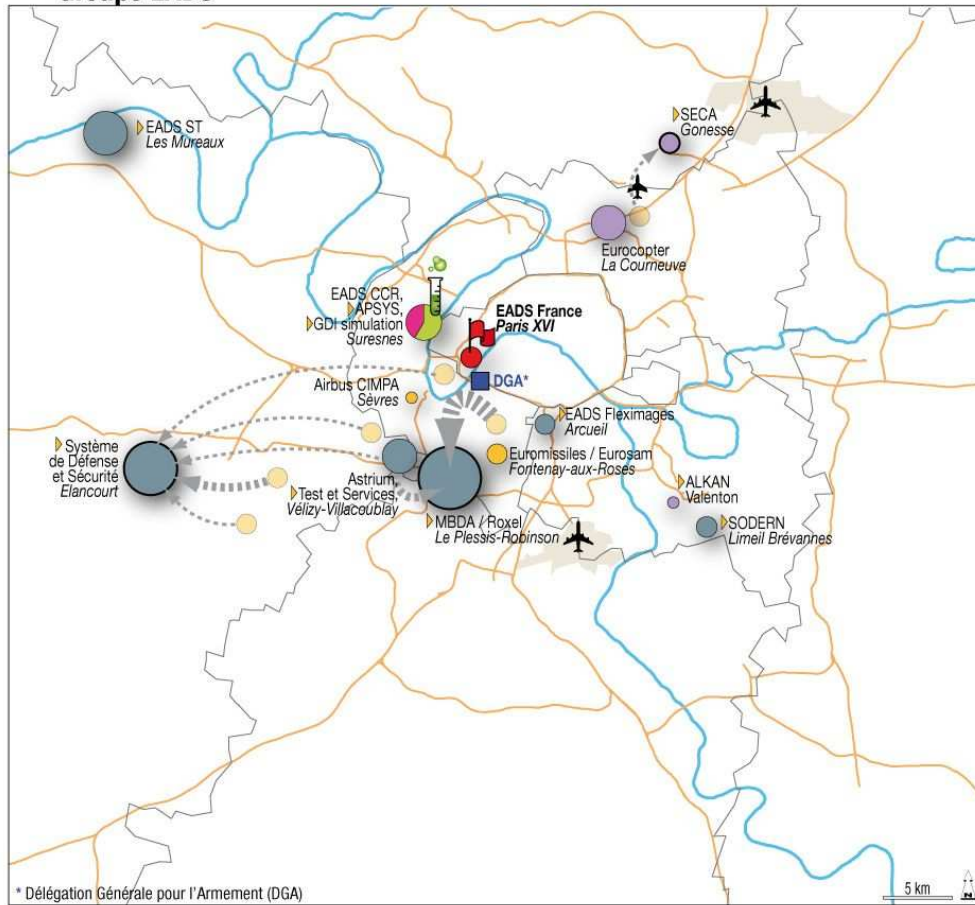
EADS justifie ces rassemblements à la fois par souci de rationaliser les coûts immobiliers, mais aussi par gain d'efficacité qui bien que difficilement quantifiable serait significatif. A ce titre les gains espérés à 3 ans de ces opérations sont de 15% par rapport à la situation antérieure. Dans toutes ces opérations, les paramètres économiques sont mis en regard d'autres critères comme la facilité d'utilisation des locaux, les liaisons en fibre optiques, les disponibilités en énergie, ainsi que les paramètres sociaux, en premier lieu le lieu de résidence des collaborateurs, quitte à créer des services pour les salariés (crèche ou conciergerie).

« On ne déménage pas pour perdre des effectifs mais pour travailler mieux, donc la prise en compte de leurs besoins est essentielle. »

En ce qui concerne la forme des locaux, flexibilité du fait de fonctionnement des équipes par projet, mais aussi sécurité des accès et des réseaux informatiques sont primordiaux.

Principaux mouvements ayant concerné des établissements centraux, des directions d'unités opérationnelles ou des centres de R&D entre 2000 et 2007

→ **Groupe EADS**



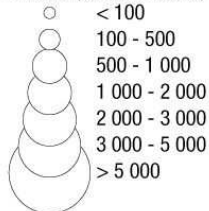
* Délégation Générale pour l'Armement (DGA)

Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- adresse juridique du siège
- immeuble central (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- ▶ fonction de siège d'unité opérationnelle minoritaire dans le site
- centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



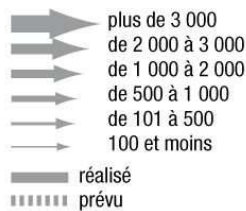
Sources : Traitement IAURIF / DEDL - TP
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site créé
- site fermé
- ↻ réorganisation / redéploiement au sein de la commune
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)



- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

8. GROUPE SAFRAN

SAFRAN, né de la fusion de deux groupes d'origine française, SNECMA et SAGEM est historiquement fortement présent en Ile-de-France, avec plus d'un tiers des 60 000 salariés mondiaux du groupe. Ces 23 000 salariés franciliens sont impliqués dans des activités relevant de la production, de la R&D et du commandement.

SAFRAN, en cours d'intégration, est encore très imprégné de l'organisation et la géographie des deux entités qui le constituent. Celui-ci rassemble un portefeuille d'activité particulièrement marqué par l'aéronautique, la défense et la sécurité. L'ex-groupe SNECMA s'est développé à partir de son cœur de métier : la construction de moteurs d'avions, pour étendre son portefeuille aux équipements aéronautiques (nacelles, trains d'atterrissages, câblage...) à travers l'acquisition de sociétés indépendantes : Hurel Dubois, Messier Bugatti, Messier Dowty, Hispano, Labinal... L'ex groupe SAGEM a apporté deux pôles d'égale importance, la communication grand public (téléphonie fixe et mobile) et l'électronique de défense et de sécurité.

Le groupe a par ailleurs une forte vision patrimoniale, avec une majorité de sites en propriété (foncier et immobilier) qui constituent la base physique du développement des activités du groupe. Cette logique a un impact fort sur la localisation des centres de commandement de SAFRAN.

Ainsi, l'ancien siège du groupe SNECMA est devenu celui du groupe SAFRAN. Celui du groupe SAGEM, lui aussi situé dans le 15^{ème} arrondissement de Paris après avoir quitté son siège historique de l'avenue d'Iéna, abrite ce qui est devenu les divisions Défense-sécurité et Communication de Safran.

Le siège du groupe a ainsi été confirmé dans son implantation près de 30 ans après son déménagement du boulevard Haussmann. Ses effectifs actuels permettent de gérer un groupe de 50 000 à 70 000 salariés ce qui est un gage de pérennité du site à périmètre d'activité comparable. Le site bénéficie du triple intérêt d'une bonne accessibilité, notamment routière du fait de la proximité immédiate du périphérique, d'une position centrale, essentielle pour les relations fréquentes avec les grandes institutions et les confrères et enfin d'une situation géographique à peu près au barycentre des implantations franciliennes du groupe, ainsi que d'une bonne accessibilité internationale vis à vis de ses partenaires et filiales à l'étranger.



Siège du groupe SAFRAN Paris 15^è
Crédit photo: Groupe Safran

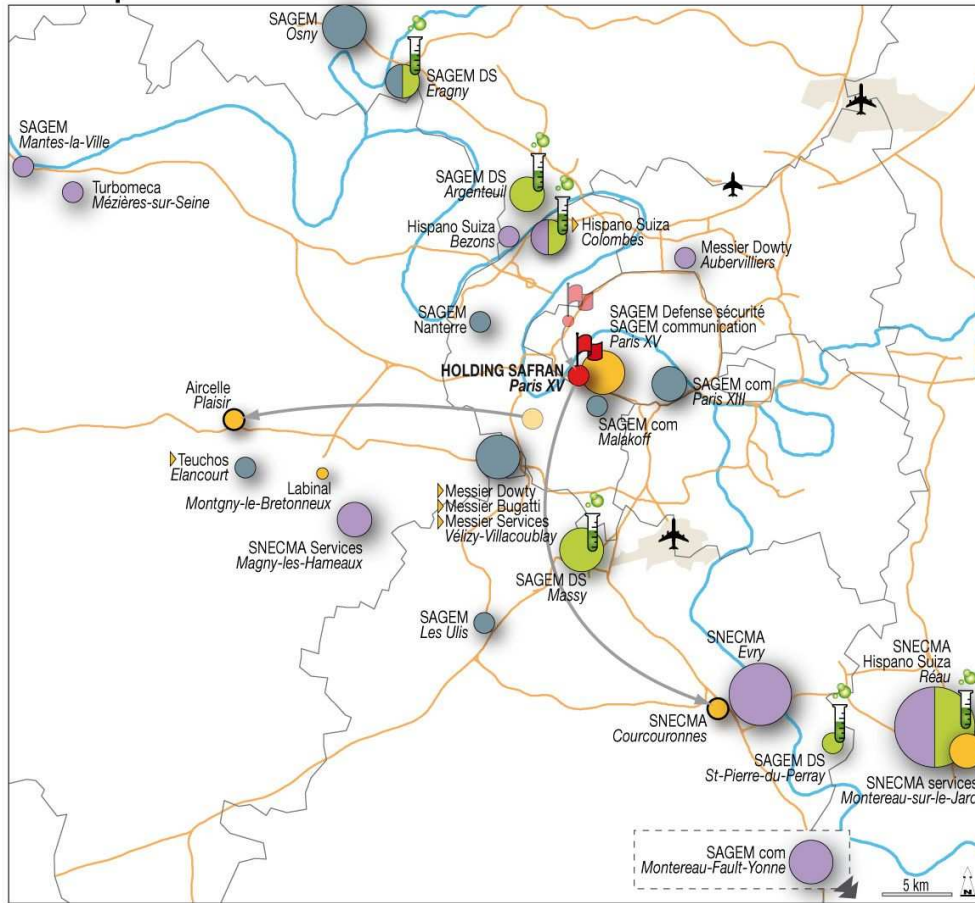
Les sièges des unités opérationnelles ont quant à eux vocation à se rapprocher des entités qu'ils commandent. Ce principe, combiné à la politique de gestion patrimoniale évoquée précédemment, a conduit au transfert de la direction de SNECMA (pôle propulsion du groupe) du 15^{ème} arrondissement vers Courcouronnes, à proximité de l'ensemble Villaroche/Evry. Ce même principe pourrait s'appliquer aux directions des filiales Aircelle et Labinal dont l'essentiel des activités se situe hors de la région capitale.

L'intégration du groupe devrait se poursuivre, avec de possibles aménagements de périmètre, conduisant à de nouveaux réaménagements géographiques. Cependant, le groupe est désireux de conserver ses implantations et de valoriser son patrimoine ce qui passe notamment par l'amélioration de l'intégration de ses sites à leur environnement urbain. Une première opération a été inaugurée en 2006 sur le site de Bordes près de Pau qui compte 2000 salariés. Cette politique de modernisation est appelée à toucher l'ensemble des sites du groupe.

A ce titre, ce dernier se dit désireux de collaborer avec les collectivités territoriales dans la définition et la réalisation de cette meilleure intégration urbaine.

Principaux mouvements ayant concerné des établissements centraux, des directions d'unités opérationnelles ou des centres de R&D entre 2000 et 2007

→ Groupe SAFRAN

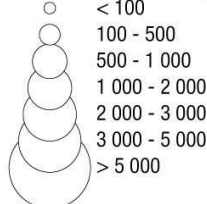


Situation en 2007

Typologie des sites

- siège social (accueillant la DG du groupe)
- 🏠 adresse juridique du siège
- immeuble (accueillant des directions du groupe)
- direction d'unité opérationnelle ou de filiale
- ▶ fonction de siège d'unité opérationnelle minoritaire dans le site
- 🏭 centre de R&D, bureau d'étude, ou centre technique
- site tertiaire ou activité mixte
- site industriel, de maintenance ou logistique

Effectifs (nombre de salariés)



Sources : Traitement IAURIF / DEDL - TP
©IAURIF / DEDL - 2007

Évolution entre 2000 et 2007

Évolution des sites

- site créé
- site fermé
- ↻ réorganisation / redéploiement au sein de la commune
- + site en croissance (> à 100 salariés)
- site en décroissance (> à 100 salariés)

Transferts d'effectifs (nombre de salariés)

- ➔ plus de 3 000
- ➔ de 2 000 à 3 000
- ➔ de 1 000 à 2 000
- ➔ de 500 à 1 000
- ➔ de 101 à 500
- ➔ 100 et moins

- ➔ réalisé
- ⋮ prévu

- ✈ aéroport international
- ✈ aéroport d'affaire
- autoroute
- hydrographie principale

9. THALES

Thales, directement issu de Thomson CSF depuis 2000 en a hérité les activités et les implantations. Plus de 12 000 salariés sont employés par Thales en Ile-de-France au sein de nombreux sites.

Le siège du groupe installé à Neuilly depuis 2003 regroupe 650 salariés. Historiquement installé à Paris 8^e, le déménagement déclenché par la fin du bail était justifié par un manque de place sans possibilité d'extension pour loger des effectifs croissants. Par ailleurs, la sécurisation peu satisfaisante du site devait engendrer des travaux dont le coût à engager pour y remédier rendait un déménagement compétitif. Ce déménagement vers des locaux plus récents a aussi permis une meilleure rationalisation des mètres carrés, améliorant aussi la qualité de travail des salariés tout en prenant en compte les besoins d'accessibilité avec une localisation en bout de ligne de métro. Les options de relocalisation au sein de Paris n'ont pas abouti, les immeubles disponibles suite à réhabilitation ne répondant pas aux besoins des utilisateurs.

Le périmètre du siège pourrait évoluer car certaines directions n'ont plus nécessairement vocation à rester auprès de la direction générale, d'autant que le développement des moyens de communication à distance n'en est qu'à ses balbutiements et pourrait faire éclater les lieux de prise de décision, mais aussi les lieux de travail des salariés via le télétravail.

A coté du siège corporate, Thales compte plusieurs regroupements tertiaires en Ile-de-France autour des sites de Colombes (Thales Communications), Vélizy (Thales Electronic Devices, Thales Avionics...), St Quentin-en-Yvelines (Thales Airsystems...) et pour la recherche, sur le plateau de Saclay à Marcoussis avec un laboratoire commun avec Alcatel, ainsi que sur le campus de l'école Polytechnique à Palaiseau avec la récente inauguration d'un site de près de 20 000 m² de salles blanches et bureaux. Le choix de localisation ou relocalisation des sièges des unités opérationnelles s'effectue chez Thales selon une logique industrielle : c'est ainsi que la direction de la division aéronautique originellement implantée à Elancourt a été transférée à Toulouse au plus près de son principal client Airbus qui y développait ses activités.

Plusieurs recompositions géographiques ont marqué les activités du groupe en Ile-de-France, avec pour point commun une tendance au desserrement vers la périphérie. La présence du groupe en zone dense est perçue comme étant difficile du fait des coûts immobiliers ainsi que des problèmes de circulation. Ces recompositions sont le fruit de plusieurs logiques parmi lesquelles on trouve l'opportunité de réduire le coût de l'implantation actuelle, ainsi que les besoins des unités opérationnelles dont les métiers évoluent qualitativement et quantitativement à la hausse ou à la baisse.

Les périmètres d'activité du groupe sont aussi en constante évolution, comme cela a été le cas après l'entrée d'Alcatel dans le capital de Thales, ce qui a modifié son centre de gravité et a déclenché la réorganisation des activités sécurité/transport, avec à la clé la fermeture des sites de Montrouge et Bagneux et le regroupement sur Vélizy.

Face à ces restructurations permanentes, la relation avec le politique est jugée importante mais source de malentendus car l'action de celui-ci se limite à une zone géographique finie alors que l'entreprise n'a pas de frontière.

La mise en place de relations pérennes de haut niveau avec les élus serait à ce sens jugée souhaitable par le groupe pour une meilleure compréhension de la réalité de l'entreprise.

CONCLUSION

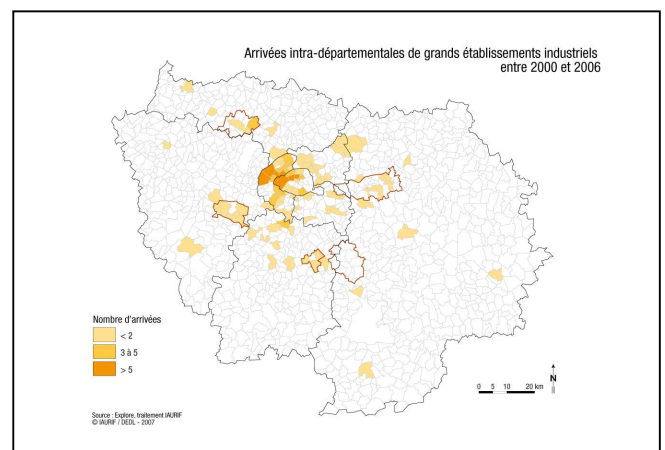
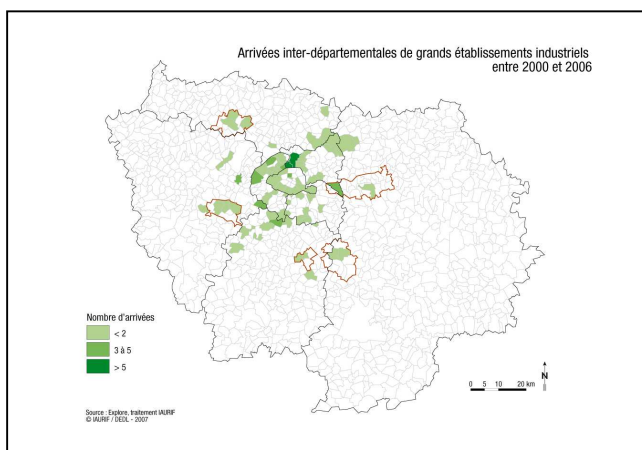
L'analyse de l'évolution des grands établissements industriels franciliens, d'un point de vue géographique et sectoriel confirme la baisse des emplois mise en évidence sur la période précédente (1994-2000). Cependant, le rôle des établissements industriels de plus de 100 salariés semble se renforcer en Ile de France. Représentant seulement 2,5% des établissements industriels, ils concentrent 58% des effectifs régionaux en 2006. L'industrie francilienne est de plus en plus structurée en groupes d'entreprises et c'est en particulier le cas des secteurs des équipements électriques et électroniques, la pharmacie, l'automobile, la construction aéronautique, et l'énergie.

Les dynamiques à l'origine des nombreux mouvements des établissements au sein de la région sont multiples et spécifiques à une appartenance à de grands groupes et à leurs secteurs d'activité pour une bonne partie d'entre eux. Depuis la fin des années 90, la réorganisation des grands groupes (fusion/acquisition, recentrage des activités...) a engendré, en effet, une réorganisation spatiale de leurs implantations.

Globalement, les mouvements des grands établissements industriels se font de proche en proche, le nombre important de mouvements intra-départementaux au sein d'un tissu industriel très dense (Paris et Hauts-de-Seine) en est la traduction. Les mouvements inter-départementaux permettent de définir le rôle des départements au sein du système productif industriel francilien : Paris conserve un rôle "émetteur" d'établissements et d'emplois, les Hauts-de-Seine jouent le rôle de "plaque tournante" entre Paris, la petite couronne et la grande couronne (78, 91 et 95). La Seine-Saint-Denis et dans une moindre mesure le Val-de-Marne ont eux, un rôle "récepteur". La Seine-Saint-Denis, et c'est un fait nouveau, gagne des emplois industriels au sein des grands établissements entre 2000 et 2006. Il s'agit pour l'essentiel de transferts des Hauts-de-Seine et de Paris et non de créations pures mais ce département est, sur la période, le point encourageant de la petite couronne.

La dynamique traditionnelle du secteur industriel qui voit le transfert des activités de production mais aussi de certaines fonctions supérieures de Paris et petite couronne vers la grande couronne et en particulier à la faveur des Yvelines et du Val-d'Oise est toujours active. Ce desserrement répond à la double logique de rationalisation des coûts fonciers et immobiliers et au regroupement géographique autour de pôles de compétences spécialisés. Ces deux départements sont, avec la Seine-Saint-Denis, les deux seuls à gagner des emplois au sein des grandes structures industrielles. Ces mouvements d'établissements induisent un renforcement de la spécialisation des territoires. Spécialisation spatiale avec le renforcement des polarités mais aussi en termes de fonctions industrielles, avec par exemple, une concentration des "activités tertiaires" (centres des décisions, de R&D) dans les Hauts-de-Seine, Paris et quelques pôles (Saint-Denis/Saint-Ouen, Saint-Quentin-en-Yvelines et Versailles-Vélizy-Villacoublay...).

Les mouvements interdépartementaux des grands établissements franciliens permettent de révéler une diagonale de développement nord-est/sud-ouest allant de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle à Saint-Quentin-en-Yvelines (ci-dessous, figure de gauche).



Le recul régional des effectifs des grandes structures industrielles ne signifie pas désindustrialisation. En effet, la part des personnes travaillant dans l'industrie n'a que peu évolué depuis une dizaine d'années. La destruction d'emploi industriel dans les grands groupes depuis 2000 associée à des fermetures médiatiques de sites industriels (DANONE-LU à Ris-Orangis, AREVA T&D à Saint-Ouen...) a renforcé le sentiment d'accélération du processus de désindustrialisation de la région. Mais à court terme la tendance générale ne semblerait pas devoir s'aggraver.

Le recul modéré du nombre de grands établissements et la stabilisation des pertes salariées confirment la réorganisation du secteur industriel. La tertiarisation des activités industrielles franciliennes est un phénomène de plus en plus prégnant. La recherche, la conception, l'administration, le commerce jouent un rôle de plus en plus grand dans l'organisation de la production industrielle et représentent une proportion de plus en plus importante d'emplois.

Toutefois, le solde des transferts d'établissements, sur la période, en termes d'effectifs salariés, est négatif pour les secteurs industriels. L'Ile-de-France continue de perdre des emplois dans les secteurs à forte composante de production.

Ces mutations du secteur industriel se sont poursuivies depuis 2000 et devraient se poursuivre à moyen terme, voire à long terme. Les défis à relever pour la région portent sur les capacités à maintenir et à attirer les entreprises en Ile-de-France et les fonctions de production (nouvelles entités technico-productives à main d'œuvre qualifiée...).

La nouvelle politique industrielle et d'innovation engagée par les pouvoirs publics avec la labellisation de pôles de compétitivité et en particulier les pôles Meciden Paris Région (industrie de la santé), Astech (industrie aéronautique) et MOV'EO (automobile) permettra-t-elle des groupements de compétences spécialisés (R&D privée, recherche publique, formation...) nécessaires au développement de l'innovation dont la région a besoin?

BIBLIOGRAPHIE

Beffa Jean-Louis , "Pour une nouvelle politique industrielle, Paris", La Documentation française, 2005.

CAE (Conseil d'Analyse Economique), "Désindustrialisation-délocalisations", Fontagné L. et Lorenzi J.H., Février 2005.

CESR (Conseil économique et social régional), "L'industrie en Ile de France : son rôle dans le développement économique et l'équilibre de l'emploi de la région", Octobre 2005.

CESR Ile-de-France, "Le système productif industriel francilien, approche statistique", juillet 2005

CROCIS, "Panorama économique, technologique de l'Ile-de-France: élément pour une analyse d'ensemble", les cahiers du CROCIS, n°16, mai 2006

DATAR, "La France, puissance industrielle : une nouvelle politique industrielle par les territoires", Paris, La documentation française, 2004.

DREIF (Direction Régionale de l'Equipement), Francastel Séverine, Note de Synthèse, "Les mutations de l'industrie francilienne", 2005.

DRIRE Ile-de-France, CRCI, CCIP, INSEE, "L'industrie en Ile-de-France", en ligne sur le site Internet www.industrie-iledefrance.org

DRIRE Ile-de-France, "Enjeux et défis de l'industrie en Ile-de-France", Edition 2007

INSEE, Aubert Patrick, Sillard Patrick, Direction des Études et Synthèses Économiques, "Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française", Avril 2005.

IAURIF, "Compétences et technologie croisées en Ile-de-France: la clé de l'innovation", Lartigue Sylvie et Soulard Odile, note rapide sur l'économie, n°390, Juillet 2005.

IAURIF, "Les grands établissements industriels en Ile-de-France 1994-2000: 1ère partie ", Camors Carine, 2006

IAURIF, "La filière productive automobile en Ile-de-France: Etat des lieux et enjeux", Petit Thierry, Septembre 2004

IAURIF, DRIRE Ile-de-France, "La filière industrielle aérospatiale en Ile-de-France: Etat des lieux et enjeux", Petit Thierry, Septembre 2005.

IAURIF, "La réorganisation des sièges sociaux et des activités tertiaires centrales des grandes entreprises: Principes et pratiques, conséquences sur l'évolution spatiale en Ile-de-France", Petit Thierry, Décembre 2007.

ANNEXES

▪ Glossaire des groupes industriels ayant changé de nom depuis le milieu des années 90

Nom actuel Entreprises absorbées	Air France KLM KLM	Création en 1933 fusion avec Air France en 2004
Nom actuel Entreprises absorbées	Air Liquide Big Three (us) Messer Griesheim Lurgi (all)	création en 1902 achat en 1986 achat en 2001 et 2004 achat en 2007
Nom actuel Entreprises absorbées	Alcan Algroup (ex Alusuisse Lonza Group) Groupe Pechiney	création en 1902 fusion en 2000 fusion en 2003
Nom actuel Entreprises absorbées	Alcatel-Lucent Alcatel Alcatel Alsthom Alcatel NV Lucent (US)	création en 2006 création en 1998 fusion lors de la création d'Alcatel fusion lors de la création d'Alcatel fusion lors de la création de Alcatel-Lucent
Nom actuel Entreprises absorbées	Alstom Gec Alsthom Alsthom Gec Power Systems	création en 1998 création en 1989 fusion lors de la création de Gec Alsthom fusion lors de la création de Gec Alsthom
Nom actuel Entreprises absorbées	Altis Infineon Technologies IMD, division microélectronique d'IBM	création en 1999 fusion lors de la création d'Altis fusion lors de la création d'Altis
Nom actuel Entreprises absorbées	Arcelor-Mittal Arcelor Aceralia (Espagne) Arbed (Belgique-Luxembourg) Usinor (France) Mittal-Steel NV Ispat International LNM Holdings NV International Steel Group (ISG)	création en 2006 création en 2002 fusion lors de la création de Arcelor fusion lors de la création de Arcelor fusion lors de la création de Arcelor fusion avec Mittal-Steel NV en 1995 fusion avec Mittal-Steel NV en 1995 fusion avec Mittal-Steel NV en 2004
Nom actuel Entreprises absorbées	Areva Cogema Framatome CEA Alstom T&D	création en 2001 fusion lors de la création d'Areva fusion lors de la création d'Areva fusion lors de la création d'Areva achat en 2004
Principales filiales contrôlées en 2006 * Areva NC (« Nuclear Cycle »)-ex Cogema * Areva NP (« Nuclear Power »)-ex Framatome * Areva T&D (transmission et distribution d'électricité)- ex Alstom T&D		
Nom actuel Entreprises absorbées	Atadis SEITA Tabacalera	création en 1999 fusion lors de la création de Altadis fusion lors de la création de Altadis
Nom actuel Entreprises absorbées	Bayer AG Lyondell Chemical Company (US) Aventis CropScience Roche consumer health business	création en 1863 achat en 2000 achat en 2001 achat en 2005
Organisation générale en 2006 : * Bayer HealthCare AG (santé); * Bayer CropScience AG (agrochimie); * Bayer Material Science AG (matériaux, construction) * Bayer Business Services * Bayer Technology Services * Bayer Industry Services		
Nom actuel Entreprises absorbées	Bull Zenith Data Systems (ZDS) vente de ZDS à la société Packard Bell NEC	création en 1931 achat en 1989 en 1996

Nom actuel Entreprises absorbées	EADS (European Aeronautic Defence and Space Company) Aérospatiale Matra Aérospatiale Matra (Laguardère) CASA (Espagne) DASA (Allemagne) Dornier Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) MTU München Telefunken Systemtechnik (TST) Siemens Sycherungstechnik	création en 2000 création en 1999 fusion lors de la création de Aérospatial Matra fusion lors de la création de Aérospatial Matra création en 1989 fusion lors de la création de DASA fusion lors de la création de DASA fusion lors de la création de DASA fusion lors de la création de DASA achat en 1997
<p>Organisation en 2006, cinq divisions :</p> <p>*Aéronautique *Airbus</p> <p>*EADS Défense et sécurité (ou DS) *Avions de transport militaires *Espace (EADS SPACE)</p>		
Nom actuel Entreprises absorbées	Gemalto Axalto Gemplus	création en 2006 fusion lors de la création de Gemalto fusion lors de la création de Gemalto
Nom actuel Entreprises absorbées	Nexans anciennement Acatel Câble	création en 2000 création en 1986
Nom actuel Entreprises absorbées	Nexter anciennement Giat Industries	création en 2006 création en 1973
Nom actuel Entreprises absorbées	Norvatis Ciba-Geigy Sandoz	création en 1996 fusion lors de la création de Norvatis fusion lors de la création de Norvatis
Nom actuel Entreprises absorbées	Pfizer Warner Lambert Pharmacia	Création en 1849 fusion en 2000 achat en 2003
Nom actuel Entreprises absorbées	Rexel Anciennement CDME (Compagnie de Distribution de Matériel Electric)	Création en 1993 création en 1967 et fusion lors de la création de Rexel
Nom actuel Entreprises absorbées 7 entreprises au sein de 3 pôles: *Matériaux de performance : Polyamide, Acetow *Chimie d'applications : Novicare, Silcea *Organics et Services : Eco Services, Organics, Energy Services	Rhodia Rhône-Poulenc (branche chimie)	Création en 1998 fusion lors de la création de Rhodia
Nom actuel Entreprises absorbées	SAFRAN SNECMA SAGEM	création en 2005 fusion lors de la création de SAFRAN fusion lors de la création de SAFRAN
<p>Organisation générale en 2006:</p> <p>*Propulsion aéronautique et spatiale *Equipements aéronautiques *Défense Sécurité *Communications Principales filiales (detenues à 100%): Aircelle, Europropulsion, Labinal, Hispano-Suiza, Messier-Bugatti, Messier-Dowty, Sagem Communications, Sagem Défense Sécurité, Snecma, Sofrance Technofan, Techspace Aero, Teuchos, Turbomeca...</p>		

Nom actuel Entreprises absorbées	Sanofi Aventis Sanofi-Synthélabo Aventis	Synthélabo groupe L'oréal Sanofi groupe Elf puis Total Rhône-Poulenc (fr) branche pharmaceu HMR (Hoechst Marion Roussel) Marion (US) Roussel-Uclaf (fr)	création en 2004 création en 1999 fusion lors de la création de Sanofi-Synthélabo fusion lors de la création de Sanofi-Synthélabo création en 1999 fusion lors de la création d'Aventis fusion lors de la création d'Aventis achat en 1995 achat en 1996
Nom actuel Entreprises absorbées Principales filiales en 2006 *Coved : collecte et traitement des déchets *Stereau : conception et construction d'usines de traitement *Saur gestion de l'eau et de l'assainissement *Saur International	Groupe SAUR CISE (filiale de la société Saint-Gobain) Retrait de Bouygues du capital de Saur, Saur France absorbe la maison mère		création en 1933 rachat en 1997 en 2006
Nom actuel Entreprises absorbées	Schneider Electric (Dénomination depuis 1999) Groupe Schneider	Principales acquisitions : Télémechanique Square D Merlin Gerin Lexel	création en 1838 achat en 1988 achat en 1991 achat en 1992 achat en 1999
Composé en 2006 de 90 marques			
Nom actuel Entreprises absorbées	STMicroelectronics SGS-Thomson	SGS (Società Generale Semiconduttori) Thomson Semiconducteurs	création en 1998 (retrait de Thomson) création en 1987 fusion lors de la création de SGS-Thomson fusion lors de la création de SGS-Thomson
Nom actuel Entreprises absorbées	Suez Suez Lyonnaise des eaux Tractebel	la Compagnie financière de Suez la Lyonnaise des eaux	Création en 2003 création en 1997 et fusion lors de la création de Suez fusion lors de la création Suez-Lyonnaise des Eaux fusion lors de la création Suez-Lyonnaise des Eaux fusion lors de la création de Suez
Organisation générale en 2006 : *SUEZ Energie Europe (Electrabel, Compagnie Nationale du Rhône, Fluxys, Polaniec...), *SUEZ Energie International (Tractebel Energia, Litoral Gas, SUEZ Energy...), *SUEZ Energie Services (Axima, CPCU, Elyo, Endel, Fabricom, INEO, SEITHA...), *Suez Environnement (Degremont, Lyonnaise des eaux, Ondeo, Lydec, SITA...).			
Nom actuel Entreprises absorbées	Technip Cofflexip		création en 2003 rachat en 2000
Nom actuel Entreprises absorbées Organisation générale en 2006 : *Aerospace *Air Systems *Land & Joint Systems *Naval *Security et Services	Thales Thomson-CSF		création en 2000 fusion lors de la création de Thales

Nom actuel	Thomson (Thomson Grand Public)	création en 2002
Entreprises absorbées	Thomson Multimédia	création en 1995
	principales acquisition depuis 2000	
	Technicolor	fin de l'acquisition en 2001
	Grass Valley	achat en 2002
	Cinecolor	achat en 2003
	Cirpack	achat en 2005
	Thales Broadcast & Multimedia	achat en 2006
	Nextamp	achat en 2006
	The Moving picture Company (2004), Inventel (2005)...	
Nom actuel	Total (re-dénomination TOTAL depuis 2003)	création en 1924
Entreprises absorbées	TotalFina	création en 1999
	PétroFina	fusion lors de la création de TotalFina
	TotalFinaElf	création en 2000
	Elf	fusion lors de la création de TotalFinalElf
Nom actuel	Veolia environnement	création en 2003
Entreprises absorbées	Compagnie générale des eaux (CGE)	fusion lors de la création avec Véolia E
	Vivendi puis Vivendi Environnement	fusion lors de la création avec Véolia E
Organisation générale en 2006 :		
*Veolia Eau		
*Veolia Propreté- Onyx		
*Veolia Energie- Dalkia		
*Veolia Transport- Connex		

▪ **Tableaux généraux des fichiers Sirene, répertoire des établissements et des entreprises 2000 et 2006 (source: INSEE)**

➤ **Etablissements industriels de plus de 100 salariés en 2000**

Département		75	77	78	91	92	93	94	95	Idf	
Tranche de nombre d'établissement + de 100 salariés											
Industrie	Industries agricoles et alimentaires	4	11	7	11	16	4	8	9	70	
	Habillement, cuir	15	0	0	0	2	4	1	1	23	
	Industrie des biens de consommation	Édition, imprimerie, reproduction	54	7	0	9	25	9	3	4	111
		Pharmacie, parfumerie et entretien	12	7	7	8	59	8	14	7	122
		Industries des équipements du foyer	2	4	10	3	3	1	5	1	29
		Total	83	18	17	20	89	22	23	13	285
	Industrie automobile	0	4	16	3	8	2	1	5	39	
	Industries des biens d'équipement	Const navale, aéronautique, ferroviaire	3	2	9	4	8	6	2	4	38
		Industries des équipements mécaniques	5	14	21	10	26	14	4	10	104
		Ind. équipement électrique électronique	10	8	30	26	34	10	8	11	137
		Total	18	28	76	43	76	32	15	30	318
	Industries des biens intermédiaires	Industries des produits minéraux	6	10	5	1	3	3	2	2	32
		Industrie textile	1	0	0	0	3	0	0	1	5
		Industries du bois et du papier	3	2	0	4	3	3	1	1	17
		Chimie, caoutchouc, plastiques	6	10	8	5	14	7	1	11	62
		Métallurgie et transformation des métaux	1	15	7	2	14	5	5	7	56
		Ind. composant électrique électronique	5	7	12	9	13	9	5	4	64
	Total	22	44	32	21	50	27	14	26	236	
	Energie	39	4	4	6	40	9	4	5	111	
	Total	166	105	136	101	271	94	64	83	1020	

Source : INSEE Sirene

Répertoire des entreprises et des établissements

➤ **Etablissements industriels de plus de 100 salariés en 2006**

Département		75	77	78	91	92	93	94	95	Idf	
Tranche de nombre d'établissement + de 100 salariés											
Industrie	Industries agricoles et alimentaires	8	9	8	8	13	5	10	4	65	
	Habillement, cuir	10	1	0	0	3	6	2	1	23	
	Industrie des biens de consommation	Édition, imprimerie, reproduction	57	8	0	6	25	7	5	2	110
		Pharmacie, parfumerie et entretien	15	6	9	6	49	8	8	7	108
		Industries des équipements du foyer	2	4	7	3	1	2	3	1	23
		Total	84	19	16	15	78	23	18	11	264
	Industrie automobile	0	4	13	2	5	4	2	3	33	
	Industries des biens d'équipement	Const navale, aéronautique, ferroviaire	2	4	8	1	7	5	1	3	31
		Industries des équipements mécaniques	2	12	23	5	17	11	6	7	83
		Ind. équipement électrique électronique	5	4	26	14	25	6	7	10	97
		Total	9	20	57	20	49	22	14	20	211
	Industries des biens intermédiaires	Industries des produits minéraux	4	9	5	1	5	3	1	1	29
		Industrie textile	0	0	0	0	2	0	0	2	4
		Industries du bois et du papier	2	1	0	1	3	1	2	2	12
		Chimie, caoutchouc, plastiques	3	8	8	7	10	1	2	12	51
		Métallurgie et transformation des métaux	0	10	7	3	4	5	2	6	37
		Ind. composant électrique électronique	2	3	9	12	12	3	3	4	48
	Total	11	31	29	24	36	13	10	27	181	
	Energie	27	8	10	7	33	12	10	6	113	
	Total	139	91	133	76	214	79	64	71	867	

Source : INSEE Sirene

Répertoire des entreprises et des établissements

Tableaux généraux des plus importants mouvements de départs, d'arrivées et internes aux départements franciliens à partir de la base Explore

➤ Paris

Les plus grosses arrivées dans Paris entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
SA AUTOMOBILES CITROEN	34.1Z	92051	Neuilly Sur Seine	75117	Paris	Plus de 1000	Transfert du siège social
PFIZER - PARKE DAVIS	24.4C	78297	Guyancourt	75114	Paris	300 à 500	Rachat de Pharmacia par Pfizer, transfert du siège de pharmacia au siège de Pfizer
ALCATEL CABLE FRANCE	31.3Z	92050	Nanterre	75108	Paris	moins de 300	
SOCIETE DU FIGARO	22.1C	92044	Levallois Perret	75102	Paris	moins de 300	Le Figaro quitte ses bureaux de Levallois Perret et transfère ses services vers son siège social à Paris

Les plus gros départs de Paris entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
NEXTIRAONE FRANCE	32.2B	75113	Paris	93200	Saint Denis	Plus de 1000	En forte croissance, regroupement de ses deux sites parisiens (13ème arrondissement et Colombes)
PEUGEOT CITROEN POISSY SNC	34.1Z	75000	Paris et Ile-de-France	78300	Poissy	500 à 1000	Peugeot vient de regrouper 3000 cadres à Poissy et projette la construction d'un nouveau bâtiment tertiaire pour accueillir 700 à 900 collaborateurs
THALES GROUP	33.2A	75108	Paris	92051	Neuilly sur Seine	500 à 1000	Déménagement du siège social de la holding
L'AIR LIQUIDE SA	24.1A	75000	Paris et Ile-de-France	92062	Puteaux	300 à 500	Regroupement de plusieurs des sites situés à Paris et en région parisienne dans l'immeuble Kupka C à Puteaux
STE DES PETROLES SHELL	23.2Z	75108	Paris	92025	Colombes	300 à 500	Transfert et de regroupement de la direction générale de Shell France,
GAZ DE FRANCE - GDF	40.2A	75117	Paris	93070	Saint-Ouen	300 à 500	Installation aux 3ème et 4ème étages de l'immeuble Euro Atrium
IMPRIMERIE NATIONALE OBERTHUR CARD SYSTEMS SA -	22.2C	75115	Paris	94022	Choisy-le-Roi	300 à 500	Transfère des activités Offset feuilles et Concours
	32.1B	75117	Paris	92050	Nanterre	300 à 500	Regroupement des effectifs
GAZ DE FRANCE - GDF	40.2A	75000	Paris	92050	Nanterre	300 à 500	Gaz de France vient de louer plus de 5.000 m ² au sein du Triangle de l'Arche, à La Défense, afin de regrouper des services actuellement dispersés à Paris et en région parisienne.
IBM FRANCE	30.0C	75112	Paris	92026	Courbevoie	300 à 500	Les services commerciaux d'IBM Bercy seront transférés vers le site de Courbevoie.

Les plus gros mouvements intra-départementaux dans Paris entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
SANOFI-SYNTHELABO FR	24.4C	75113	Paris	75114	Paris	Plus de 1000	Le groupe Sanofi Synthelabo vient de prendre en location la totalité de l'immeuble Pérusud (soit 33700 m ² de bureaux) qui va être construit bd Romain Rolland dans le 14ème arrondissement.
LE MONDE	22.1C	75105	Paris	75113	Paris	500 à 1000	Transfert du siège social
LE FIGARO	22.1C	75102	Paris	75109	Paris	500 à 1000	Transfert du siège social
ALTADIS - SEITA SA	16.0Z	75113	Paris	75114	Paris	500 à 1000	Transfert du siège social

➤ Hauts-de-Seine

Les plus grosses arrivées dans les Hauts-de-Seine entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination		Nombre de postes transférés	Détails	
THALES GROUP	33.2A	75108	Paris	92051	Neuilly sur Seine	500 à 1000	Transfert du siège social de sa holding et les équipes de Facéo System, filiale dédiée au facility management des sites tertiaires du groupe Thales
THALES AVIONICS		78640	Vélizy Villacoublay	92048	Meudon	500 à 1000	
L'AIR LIQUIDE SA	24.1A	75107	Paris et idf	92062	Puteaux	300 à 500	Regroupement de plusieurs sites situés à Paris et en région parisienne dans l'immeuble Kupka C à Puteaux
AVENTIS PHARMA SA	24.4A	93063	Romainville	92002	Antony	300 à 500	La société Aventis Pharma projette de regrouper une partie de ses effectifs dispersés sur la région parisienne dans un nouvel immeuble en cours de construction à Antony à proximité de son siège social.
STE DES PETROLES SHELL SPS	23.2Z	75108	Paris	92025	Colombes	300 à 500	Transfert et de regroupement de la direction générale de Shell France,
OBERTHUR CARD SYSTEMS SA - OSC	32.1B	75117	Paris	92050	Nanterre	300 à 500	Regroupement des effectifs
GAZ DE France	40.2A	75000	Paris	92026	Courbevoie	300 à 500	
IBM FRANCE	30.0C	75112	Paris	92027	Courbevoie	300 à 500	Les services commerciaux d'IBM Bercy seront transférés vers le site de Courbevoie.
L'OREAL PARIS	24.5C	75000	Paris	92004	Seine	moins de 300	L'Oreal va transférer une partie de ses équipes au sein de l'immeuble River Plaza
ELSEVIER SAS ESME	22.1E	75115	Paris	92040	Issy-les-Moulineaux	moins de 300	Regroupement toutes les filiales du Groupe Reed en un lieu unique
GROUPE PECHINEY	27.3J	75116	Paris	92036	Gennevilliers	moins de 300	Transfert du siège social
SONY MUSIC ENTERTAINMENT FRANCE	22.1G	75117	Paris	92024	Clichy	moins de 300	Sony Music va s'installer dans un immeuble attenant au siège social de Sony France à Clichy
BMG FRANCE - VORSTON ET LIMANTELL	22.1G	75102	Paris	92024	Clichy	moins de 300	BMG France se rapproche de Sony Music et rejoindra le tout nouveau siège de Sony
NEXANS FRANCE	31.3Z	75108	Paris	92024	Clichy	moins de 300	Transfert du siège social
PRISMA PRESSE	22.1E	75117	Paris	92051	Neuilly-sur-Seine	moins de 300	

Les plus gros départs dans les Hauts-de-Seine entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination		Nombre de postes transférés	Détails	
RENAULT SA	34.1Z	92012	Boulogne Billancourt	78297	Guyancourt	Plus de 1000	Renault agrandit son Technocentre de Guyancourt
AIRSYS - THOMSON CSF	33.2A	92007	Bagneux	91377	Massy	Plus de 1000	Airsys, filiale de Thomson CSF spécialisée dans les systèmes globaux de sécurité de l'espace aérien, transfert du siège social
ARCELOR CONSTRUCTION FRANCE	27.3E	92062	Puteaux	93066	Saint-Denis	Plus de 1000	Transfert du siège social
PSA AUTOMOBILES CITROEN	34.1Z	92051	Neuilly Sur Seine	75117	Paris	Plus de 1000	Transfert du siège social
GAZ DE FRANCE	40.2A	92044	Levallois-Perret	93070	Saint-Ouen	Plus de 1000	Signature d'un bail ferme de 9 ans pour la totalité de l'immeuble Eurosquare 1 à Saint-Ouen, soit 15 000 m² de surface. La direction commerciale basée à Levallois-Perret y sera transférée
DANONE SA	15.5A	92044	Levallois-Perret	93070	Saint-Ouen	500 à 1000	Transfert du siège social dans l'immeuble Eurocrystal
DANONE SA	15.5A	92060	Le Plessis-Robinson	91477	Palaiseau	500 à 1000	Création du centre de recherche mondial baptisé Vitapole provenant du Plessis-Robinson, Paris, Athis-Mons et Volvic
PSA AUTOMOBILES CITROEN	34.1Z	92035	La Garenne Colombes	78640	Velizy Villacoublay	500 à 1000	Agrandissement du centre de Design de Vélizy
LEVER FABERGE FRANCE	24.5C	92044	Levallois Perret	93066	Saint-Denis	500 à 1000	Transfert du siège social dans l'immeuble Euro Atrium
COMPAGNIE GENERALE DES EAUX	41.0Z	92062	Puteaux	94069	Saint Maurice	500 à 1000	La direction informatique de la Compagnie Générale des Eaux projette de quitter les 14 étages qu'elle occupe dans la tour Pacific à Puteaux (92) pour s'installer à Saint Maurice (94) dans un nouvel immeuble de bureaux à proximité immédiate de son Centre Service Client (basé Place de Turenne - Immeuble Le Dufy - 94410 Saint-Maurice)
SMITHKLINE BEECHAM LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES	24.4C	92050	Nanterre	78372	Marly le Roi	300 à 500	Les laboratoires pharmaceutiques Smithkline et Glaxo ont annoncé leur fusion. Regroupement des deux sièges sociaux à Marly le Roi (où est déjà implanté le siège de Glaxo)

Les plus gros mouvements intra-départementaux dans les Hauts-de-Seine entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails	
RENAULT SA	34.1Z	92012	Boulogne Billancourt	92060	Le Plessis Robinson Plus de 1000	Transfert des directions commerciales et informatiques
EDF	40.1E	92040	Issy-les-Moulineaux	92050	Nanterre	Plus de 1000 Transfert du siège social national dans les locaux du siège actuel de la société Solt Offshore
WOLTERS KLUWER - GROUPE LIAISONS SA - LAMY	22.1A	92063	Rueil-Malmaison	92063	Rueil-Malmaison	Plus de 1000
BMS - BRISTOL MYERS SQUIBB	24.4C	92063	Rueil Malmaison	92063	Rueil Malmaison	Plus de 1000 Le groupe BMS-UPSA va regrouper l'ensemble de ses activités
AXALTO SA	32.1D	92049	Montrouge	92048	Meudon	Plus de 1000 Axalto (ex-Schlumberger Card Systems and Terminals) projette de transférer son siège social au sein de l'opération Meudon Campus
EDF	40.1E	92044	Levallois-Perret	92050	Nanterre	Plus de 1000 Transfert d'activités de siège
THALES COMMUNICATIONS SA	32.2A	92036	Gennevilliers	92025	Colombes	Plus de 1000 Rapatriement de 1000 salariés au siège social, les 800 salariés du siège de BMS de La Défense et ainsi que les 300 salariés d'Upsa de Rueil et Villeneuve La Garenne
ELYO SA-SUEZ ENERGIE SERVICES	40.3Z	92050	Nanterre	92062	Puteaux	500 à 1000 Transfert d'activités de siège
L'EQUIPE	22.1E	92040	Issy les Moulineaux	92040	Issy les Moulineaux	500 à 1000 Transfert du siège social du journal l'Equipe et d'une autre société appartenant au groupe Amaury
PEUGEOT CITROEN AUTO SA	34.1Z	92051	Neuilly sur Seine	92026	Courbevoie	500 à 1000
WYETH - WHITEHALL - SODILAC	24.4C	92062	Puteaux	92062	Puteaux	500 à 1000 Transfert du siège social et des filiales dans l'ensemble Coeur Défense

➤ Seine-Saint-Denis

Les plus grosses arrivées en Seine-Saint-Denis entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
NEXTIRAONE FRANCE	32.2B	75113	Paris	93066	Saint-Denis	Plus de 1000	En forte croissance, regroupement de ses deux sites parisiens (13ème arrondissement et Colombes)
ARCELOR CONSTRUCTION FRANCE	27.3E	92062	Puteaux	93066	Saint-Denis	Plus de 1000	Transfert du siège social
GAZ DE FRANCE	40.2A	92044	Levallois-Perret	93070	Saint-Ouen	Plus de 1000	Signature d'un bail ferme de 9 ans pour la totalité de l'immeuble Eurosquare 1 à Saint-Ouen, soit 15 000 m ² de surface. La direction commerciale basée à Levallois-Perret y sera transférée
BULL SA	30.0C	78350	Louveciennes	93070	Saint Ouen	500 à 1000	Bull a vendu son siège de Louveciennes à Canal Plus
LEVER FABERGE FRANCE	24.5C	92044	Levallois Perret	93066	Saint-Denis	500 à 1000	Transfert du siège social dans l'immeuble Euro Atrium
DANONE SA	15.5A	92044	Levallois-Perret	93070	Saint-Ouen	500 à 1000	Transfert du siège social dans l'immeuble Eurocrystal

Les plus gros départs de Seine-Saint-Denis entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
AVENTIS PHARMA SA	24.4A	93063	Romainville	92002	Antony	300 à 500	
EADS SECA		93013	Le bourget	95277	Gonesse	300 à 500	Transfert des ateliers de lavage et de contrôle des pièces moteurs (15000 mètres carrés). Il se rapproche ainsi du bâtiment banc d'essais moteurs
AVENTIS PHARMA DISTRISERVICES	24.4A	93005	Aulnay sous Bois	95371	Marly La Ville	moins de 300	Aventis Distripharma, filiale d'Aventis Pharma, projette de transférer sa base logistique
L'OREAL PROFESSIONNELS CENTREAL DISTRIB	24.5C	93073	Tremblay-en-France	77294	Mitry-Mory	moins de 300	Transfert des entrepôts
PRESSE ALLIANCE FRANCE-SOIR	22.1C	93001	Aubervilliers	75118	Paris	moins de 300	Transfert du siège social
BULL SA	30.0C	93070	Saint-Ouen	91377	Massy	moins de 300	Bull va restructurer ses sites de la région parisienne pour réaliser des économies. Bull est installé dans deux bâtiments à Saint Ouen. Le bail d'un des deux bâtiments arrive à expiration mi-2006

Les plus gros mouvements intradépartementaux en Seine-Saint-Denis entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
DELPHI FRANCE	34.3Z	93078	Villepinte	93074	Tremblay en France	300 à 500	Delphi France projette de regrouper 4 de ses sites parisiens (La Garenne Colombes, Montigny, Maisons-Alfort et Villepinte), dont son siège social, à Tremblay
LABINAL SNECMA	31.3Z	93070	Saint Ouen	93001	Aubervilliers	300 à 500	
MESSIER BUGATTI	31.3Z	93070	Saint Ouen	93066	La Plaine Saint-Denis	300 à 500	La société Messier Bugatti, qui a été racheté par la société Snecma, déménage dans de nouveaux locaux à La Plaine Saint-Denis
GROUPE LEGRAND	31.2A	93053	Noisy le Grand	93055	Pantin	moins de 300	Transfert des sièges de certaines des filiales

➤ Val-de-Marne

Les plus grosses arrivées dans le Val-de-Marne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
COMPAGNIE GENERALE DES EAUX	41.0Z	92062	Puteaux	94069	Saint Maurice	500 à 1000	La direction informatique de la Compagnie Générale des Eaux projette de quitter les 14 étages qu'elle occupe dans la tour Pacific à Puteaux (92) pour s'installer à Saint Maurice (94) dans un nouvel immeuble de bureaux à proximité immédiate de son Centre Service Client (basé Place de Turenne - Immeuble Le Dufy - 94410 Saint-Maurice)
IMPRIMERIE NATIONALE	22.2C	91521	Paris	94054	Choisy-le-Roi	300 à 500	Transfère des activités Offset feuilles et Concours
LU FRANCE SA	15.8F	75115	Ris Orangis	94022	Orly-Rungis	300 à 500	Transfert du siège Lu France
SA DES EAUX MINERALES D'EVIAN	15.9S	92014	Bourg la Reine	94054	Orly-Rungis	300 à 500	Transfert du siège d'Evian dans les mêmes locaux que Lu France
COCA COLA ENTREPRISE	15.9T	92040	Issy Les Moulineaux	94034	Fresnes	moins de 300	

Les plus gros départs dans le Val-de-Marne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
INNOTHERA LABORATOIRE	24.4C	94003	Arcueil	91645	Verrières le Buisson	300 à 500	Transfert de l'ensemble des activités (recherche et développement, la recherche clinique, les fonctions management et à terme le siège social)
DIVERSEY LEVER	24.5A	94033	Fontenay sous Bois	95572	Saint Ouen l'Aumône	moins de 300	SC Johnson rachète DiverseyLever, filiale d'Unilever
CAUVAL INDUSTRIES	36.1A	94081	Vitry-sur-Seine	77058	Bussy-Saint-Georges	moins de 300	Transfert du dépôt ainsi que des équipes externes au groupe
BRIDGESTONE FIRESTONE FR SA	25.1A	94034	Fresnes	91377	Massy	moins de 300	Transfert de la plate-forme logistique

Les plus gros mouvements intra-départementaux dans le Val-de-Marne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
ESSILOR INTERNATIONAL	33.4A	94018	Charenton Le Pont	94080	Vincennes	500 à 1000	Regroupement de plusieurs services dispersés sur plusieurs sites en région parisienne
THOMSON - Services Industries - Broadcast Systèmes	33.2A	94003	Arcueil	94003	Arcueil	300 à 500	
L'AIR LIQUIDE	24.1A	94017	Champigny-sur-Marne	94017	Champigny-sur-Marne	moins de 300	Air Liquide fera construire deux nouveaux immeubles de bureaux à proximité de son site de Champigny-sur-Marne

➤ Seine-et-Marne

Les plus grosses arrivées en Seine-et-Marne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
FACOM	28.6C	91432	Morangis	77251	Lieusaint	300 à 500	Transfert de la direction commerciale
LU FRANCE - LF SAS (GROUPE DANONE)	15.8F	91086	Bondoufle	77252	Moissy-Cramayel	moins de 300	Transfert de la plate-forme logistique

Les plus gros départs en Seine-et-Marne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
ATO FINDLEY SA	24.6C	77127	Coubert	92062	Puteaux	moins de 300	Ato Findley va fusionner avec Bostik

Les plus gros mouvements intra-départementaux en Seine-et-Marne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine		Destination		Nombre de postes transférés	Détails
BRITAX GECO SA	26.1C	77407	St Fargeau Ponthierry	77152	Dammarie	300 à 500	Pour faire face à la forte croissance de son activité, la société Britax va transférer son usine de Ponthierry vers la ZI Clos-Saint-Louis à Dammarie, sur le site de l'ancienne usine de tracteurs Actif Avto.

➤ Yvelines

Les plus grosses arrivées dans les Yvelines entre 2000 et 2006

	NAF		Origine		Destination	Nombre de postes transférés	Détails
RENAULT SA	34.1Z	92012	Boulogne Billancourt	78297	Guyancourt	Plus de 1000	Renault agrandit son Technocentre de Guyancourt
PEUGEOT CITROEN POISSY SNC	34.1Z	75000	Région parisienne	78498	Poissy	500 à 1000	Construction d'un nouveau bâtiment tertiaire pour accueillir 700 à 900 collaborateurs
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES SA	34.1Z	92035	La Garenne Colombes	78640	Vélizy Villacoublay	500 à 1000	Agrandissement du centre de Design de Vélizy
SMITHKLINE BEECHAM LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES	24.4C	92050	Nanterre	78372	Marly le Roi	300 à 500	Les laboratoires pharmaceutiques Smithkline et Glaxo ont annoncé leur fusion. Regroupement des deux sièges sociaux à Marly le Roi (où est déjà implanté le siège de Glaxo)
ALCATEL CIT	32.2B	92050	Nanterre	78640	Vélizy Villacoublay	300 à 500	
DURR SYSTEMS - DURR AIS	29.2M	92026	Courbevoie	78423	Montigny-le-Bretonneux	moins de 300	Transférer du siège de Courbevoie et son site secondaire de Massy
STE S.K.F. FRANCE	29.1H	92023	Clamart	78621	Saint Quentin en Yvelines	moins de 300	Transfert du siège social

Les plus gros départs des Yvelines entre 2000 et 2006

	NAF		Origine		Destination	Nombre de postes transférés	Détails
BULL SA	30.0C	78350	Louveciennes	93070	Saint Ouen	Plus de 1000	Bull a vendu son siège de Louveciennes à Canal Plus
THALES AVIONICS		78640	Vélizy Villacoublay	92048	Meudon	500 à 1000	
PFIZER - PARKE DAVIS	24.4C	78297	Guyancourt	75114	Paris	300 à 500	Pfizer rachète Pharmacia. Les 400 salariés du siège de Pharmacia rejoindront les différents sites de Pfizer en région parisienne

Les plus gros mouvements intra-départementaux dans les Yvelines entre 2000 et 2006

	NAF		Origine		Destination	Nombre de postes transférés	Détails
SAUR FRANCE	41.0Z	78297	Guyancourt	78297	Guyancourt	500 à 1000	Transfert du siège social
SAUR FRANCE (HOLDING)	41.0Z	78297	Guyancourt	78297	Guyancourt	300 à 500	Transfert des activités de Maurepas et de Guyancourt dans l'ancien siège Pfizer
GE MEDICAL SYSTEMS EUROPE	33.1A	78000	Département des Yvelines	78640	Vélizy Villacoublay	moins de 300	

➤ Essonne

Les plus grosses arrivées en Essonne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails
AIRSYS - THOMSON CSF	33.2A	92007 Bagnoux	91377 Massy	Plus de 1000	Airsys, filiale de Thomson CSF spécialisée dans les systèmes globaux de sécurité de l'espace aérien, transfert du siège social
DANONE		92060 Le Plessis-Robinson	91477 Palaiseau	500 à 1000	Création du centre de recherche mondial baptisé Vitapole provenant du Plessis-Robinson, Paris, Athis-Mons et Volvic
INNOTHERA LABORATOIRE	24.4C	94003 Arcueil	91645 Verrières le Buisson	300 à 500	Transfert de l'ensemble des activités (recherche et développement, la recherche clinique, les fonctions management et à terme le siège social)
CEREP	24.4D	92063 Rueil Malmaison	91692 Les Ulis	moins de 300	Transfert du siège social et des locaux de production
THALES AIR DEFENCE SA	33.2A	78172 Conflans-Sainte-Honorine	91338 Limours	moins de 300	

Les plus gros départs en Essonne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails
LU FRANCE SA	15.8F	91521 Ris Orangis	94054 Orly-Rungis	300 à 500	Transfert du siège Lu France
FACOM	28.6C	91432 Morangis	77251 Lieusaint	300 à 500	Transfert de la direction commerciale
BENCKISER FRANCE	24.5A	91377 Massy	75000 Région parisienne	300 à 500	Reckitt & Colman et Benckiser vont fusionner pour donner naissance au numéro 1 mondial des produits de nettoyage
LU FRANCE (GROUPE DANONE)	15.8F	91477 Bondoufle	77296 Moissy-Cramayel	moins de 300	Transfert de la plate-forme logistique
RENAULT AUTOMATION COMAU	29.4A	91521 Ris Orangis	78621 Trappes	moins de 300	

Les plus gros mouvements intra-départementaux en Essonne entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails
SAGEM SA	32.2B	91377 Massy	91377 Massy	Plus de 1000	Sagem et Snecma fusionnent pour donner naissance à Safran. Transfert des activités de R&D
AREVA T ET D SA	31.2B	91377 Massy	91377 Massy	500 à 1000	
THALES HOLDING	33.2A	91471 Orsay	91477 Palaiseau	300 à 500	Transfert du laboratoire de recherche sur le site de l'Ecole Polytechnique à Palaiseau
ERICSSON FRANCE	32.2B	91377 Massy	91377 Massy	300 à 500	Transfert du siège social

➤ Val-d'Oise

Les plus grosses arrivées dans le Val-d'Oise entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails
EADS SECA		93013 Le bourget	95277 Gonesse	300 à 500	
AVENTIS PHARMA DISTRISERVICES	24.4A	93005 Aulnay sous Bois	95371 Marly La Ville	moins de 300	Aventis Distripharma, filiale d'Aventis Pharma, projette de transférer sa base logistique
STE NOUVELLE DALLOYAU	15.8D	92025 Colombes	95582 Sannois	moins de 300	Transfert des activités administratives et industrielles
DIVERSEY LEVER	24.5A	94033 Fontenay sous Bois	95572 Saint Ouen l'Aumone	moins de 300	SC Johnson rachète DiverseyLever, filiale d'Unilever

Les plus gros départs du Val-d'Oise entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails
SCHNEIDER ELECTRIC INDUSTRIES	31.2A	95018 Argenteuil	93068 Saint-Denis	moins de 300	Regroupement de deux sites (Roissy et Argenteuil) au sein de l'immeuble Jade à Saint Denis

Les plus gros mouvements intra-départementaux dans le Val d'Oise entre 2000 et 2006

	NAF	Origine	Destination	Nombre de postes transférés	Détails
VALEO ENGINE MANAGEMENT SYSTEMS VEMS	31.6A	95476 Osny	95127 Cergy	300 à 500	Valeo Engine Management Systems, filiale du groupe Valeo, vient de reprendre une partie des activités du groupe Johnson Controls Automotive Electronics. Valeo et Valeo EMS actuellement basées sur le même site à Osny, se séparent
BP FRANCE - BRITISH PETROLEUM	23.2Z	95127 Cergy	95127 Cergy	300 à 500	Transfert du siège social